



HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

PRIVERT ET JEAN-CHARLES ONT-ILS LA MÊME POSITION SUR LA VÉRIFICATION?



Le Premier ministre provisoire, Enx Jean-Charles (à droite) ne semble pas être sur la même longueur d'onde que le Président Jocelerme Privert (à gauche) sur la question de la Commission de Vérification des élections de 2015

GEORGES ANDY RENÉ, UN ESCROC SUR FACEBOOK



Georges Andy René et sa femme Pascale Elie René



E si nou deside
reve je klè?
Page 6

English
Page 9



Mieux vaut être
mangeur que
mangé...!
Page 8



Le virus Zika,
l'inégalité sociale
et le capitalisme
Page 10



Raul Castro invite
Cuba à se méfier
des intentions des
États-Unis !
Page 17

Qui sera le prochain président d’Haïti?

Par Berthony Dupont

Le 25 octobre 2015, plus de cinquante citoyens et citoyennes haïtiens s’étaient présentés pour être candidats aux élections présidentielles. Ces élections auxquelles la classe politique tout entière collaborait avec intérêt et curiosité avaient été au départ qualifiées par nous de mascarade électorale du fait que nous savions que le régime n’avait mis en place qu’un appareil programmé pour sa continuité ; et c’est à cette fin que Jude Célestin et Jovenel Moïse ont été choisis pour être au second tour afin d’atteindre leurs objectifs fixés.

Cette boulimie ne s’embarrasse d’aucune précaution ni de réserves ; ce qui fait que les invraisemblances les plus outrancières n’ont pas été acceptées pour argent comptant. Ainsi, en dépit de la guerre sans merci menée par les forces impériales à travers leur appétit féroce pour le second tour, la mobilisation populaire ajoutée au refus catégorique de Jude Célestin de cautionner comme figurant l’installation au pouvoir de Jovenel Moïse l’avait complètement empêché.

Et le fait pour Michel Martelly de n’avoir pas pu installer son poulain Jovenel, cela a permis d’ouvrir la porte du hasard à Jocelerme Privert pour être Chef d’état. Et puisque, sous les pressions des différents partis de l’opposition, le président provisoire est en train de mettre sur pied la commission de vérification à l’encontre de la volonté de la Communauté Internationale et du parti haïtien Tèt kale, cela peut déboucher sur beaucoup d’obstacles à surmonter.

Quant à nous, du journal Haïti Liberté, nous restons persuadés qu’il n’y a eu aucune élection ni le 9 août, ni le 25 octobre 2015. S’il n’y en avait pas eu d’élections, c’est quoi donc allons-nous vérifier ? Voilà pourquoi nous disons que la vérification ne fera que légitimer en un sens la mascarade électorale ; de sorte que ceux préconisant de maintenir intact le statu quo social et politique peuvent encore nous faire connaître des jours sombres et des lendemains incertains. Le mieux, selon nous, serait d’organiser des élections libres, honnêtes et indépendantes à notre guise et selon nos propres moyens sans les supports financiers et logistiques des grandes puissances ; mais comment pourrait-on arriver là quand le pays est sous occupation ?

Le principe bien connu des coquins et des mesquins initiés à la science infuse de l’action politique est de ramener la crise à de simples querelles d’individus. Ainsi, force nous est de demander : qui sera le prochain président du pays, quand Jude Célestin tout comme Jovenel Moïse ne représentent pas grand-chose pour le moment, malgré tout le bruit qu’on fait à leur propos ; sauf qu’ils pourraient représenter de très graves dangers à l’avenir, si les circonstances s’y prêtent et si nous jouons mal nos cartes ! Ce danger est illustré par la position de chacun de ces fantoches à l’égard des vautours

impériaux.

L’autre option fondamentale est de supposer que la vérification nous donne un second tour entre Maryse Narcisse et Moïse Jean-Charles. Auront-ils la capacité de se surpasser pour éviter qu’on se serve d’eux pour réprimer les masses populaires qui ne sont que d’un seul camp sous n’importe quel prétexte; vu que cette hargne soulèvera quand bien même non seulement le PHTK, mais les individus de LAPEH. Dans le même ordre d’idées, il ne devrait pas nous étonner de voir que chacun de ces secteurs en l’occurrence Pitit Desalin et Lavalas acceptent de collaborer tout en faisant des compromissions les plus offrants aux forces obscures pour se faire accepter l’un au détriment de l’autre.

Dans ces conditions, il est inutile de se faire des illusions. Si on n’élimine pas les candidats potentiels et populaires, Jude Célestin serait pris dans une impasse. Il n’aimerait pas avoir au second tour Maryse Narcisse ou Moïse Jean-Charles., vu qu’il n’a pas la popularité de ces deux candidats ; d’autant plus qu’il est un allié authentique de René Prével. Il sera balayé à plates coutures par Pitit Desalin et Fanmi Lavalas à moins que Berlangier et consorts retournent aux mêmes procédés de Gaillot et d’Opont : fraudes et irrégularités massives. En réalité, Jude Célestin, même quand il reste attaché au processus de vérification aurait maintenant plus aimé avoir Jovenel comme concurrent au lieu de Maryse Narcisse ou de Moïse Jean-Charles. Voilà pourquoi, tout en prétendant être pour la vérification, Célestin reste plus attaché aux stratégies impérialistes, en ne promettant rien au peuple, tout en restant muet à l’instar de son mentor, René Prével.

Alors, l’on trouve dans tout ce qui précède, autant de bonnes raisons pour que les forces populaires ne se laissent pas tromper par des cohortes de candidats en vue d’arriver à la libération nationale et sociale du pays. Mais, quand même si la dynamique du rassemblement populaire doit continuer à se développer, elle ne peut se faire qu’à certaines conditions.

Face à une telle situation, il est urgent d’unir nos forces. Non sans avoir clairement apporté les éléments d’une stratégie d’émancipation de notre peuple en évitant la phraséologie et le flou qui favorisent l’opportunisme. Actuellement, tout le monde disserte sur la crise électorale, alors que le vrai problème pour tout patriote progressiste est de voir que les organisations populaires reprennent leur vraie place dans la lutte par la mobilisation !

A ce stade, il est de toute urgence que les masses populaires sachent compter sur leurs propres forces plutôt que sur des candidats à la course pour le Palais National. Que les masses populaires ne replacent leur confiance que dans un mouvement national qui seul peut parvenir à nous faire dépasser nos déchirements internes que les forces impériales utilisent pour nous empêcher d’avancer.

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tél: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haïti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanyan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS
EN HAÏTI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudiel C. Loiseau
Anthony Mompérouse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint
Ray Laforest
Edmond Bertin

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514) 727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS
GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
647-499-6008
computertrusting@gmail.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Bulletin d'Abonnement

A remplir et à retourner à Haïti Liberté 1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210
Tel : 718-421-0162, Fax 718-421-3471

Modalités de paiement

Nom: _____
Prénom: _____
Adresse: _____
Ville: _____
Etat/Pays: _____
Zip Code/Code Postal: _____
Tél: _____
E-mail: _____

Montant : \$ _____
☐ Chèque ☐ Mandat bancaire
☐ Carte de crédit
Numéro : _____
Date d’expiration : _____ / _____
Code de sécurité : _____

Tarifs d’abonnements

Etats-Unis

Première Classe
☐ \$100 pour un an
☐ \$50 pour six mois

Canada

☐ \$125 pour un an
☐ \$65 pour six mois

Europe

☐ \$150 pour un an
☐ \$80 pour six mois

Afrique

☐ \$150 pour un an
☐ \$85 pour six mois

Amerique
Centrale,
Amerique du
Sud et Caraïbes

☐ \$140 pour un an
☐ \$80 pour six mois

Haïti chronique d’une crise électorale (100)

Commission de vérification, la pomme de discorde !

Par Catherine Charlemagne

Nous voici arrivés à notre centième numéro de « *Haïti, chronique d’une crise électorale* ». La première question que nous nous sommes posée, la semaine dernière: faut-il continuer ou s’arrêter ? Vu qu’il s’agit d’un travail d’équipe, nous avons énormément discuté sur la question ou sur la probabilité d’arrêter et de passer à une nouvelle rubrique pour le journal. Cette chronique, en effet, est conçue par divers collaborateurs. Chacun dans un domaine bien défini. Il y a ceux qui cherchent les sujets de la semaine. Tel autre vérifiant les sources. Ou encore d’autres chargés de contacter les divers acteurs relatifs au sujet retenu qui sera traité pour la semaine. Enfin, la rédaction du texte qui sera publié. Bref, cela demande du temps, de la patience et surtout beaucoup de mobilisation. Parfois, la veille, l’équipe ne sait pas encore quel sera le sujet de la semaine avant de passer aux vérifications des données.

Rencontres avec des personnalités et acteurs ayant un rapport direct avec le sujet en question. Pourtant, sauf pour une raison en dehors de notre volonté, depuis le début de la parution de cette chronique, il y a eu une seule semaine durant laquelle les lecteurs et lectrices ont été privés de cette rubrique en presque trois ans. Pour ce numéro, il y a eu beaucoup de débats entre nous sur son éventuelle poursuite ou pas. Après maintes discussions, la décision a été prise de poursuivre tant que l’actualité politique haïtienne la recommande. Mais, surtout nous ne voulons pas priver les lecteurs de la suite de ce roman électoral passionnant loin d’arriver à son épilogue. En même temps, on avait écarté toute idée d’autocélébration, de satisfaction ou de congratulation sous prétexte de fêter la centième chronique sur un thème bien précis.

Pour nous, le but est avant tout : informer la population de manière détaillée sur les difficultés et l’incompétence des acteurs sociopolitiques haïtiens à s’entendre sur une banale question d’élection. Et, par delà, des joutes électorales pour mettre le pays sur les rails de la stabilité politique pouvant le conduire vers son développement économique. Cette centaine de chroniques sur la crise électorale haïtienne de ces trois dernières années sont une fenêtre de lecture pour comprendre ce pays qui a perdu tout son sens en tant que nation. Elles peuvent aussi être le résumé de la mauvaise gouvernance de ce pays depuis une trentaine d’années qui a conduit à cet état de fait. Enfin, elles sont le reflet de la société haïtienne en général et des élites haïtiennes en particulier ne servant plus à grand-chose, sinon qu’à accompagner la jeunesse de ce pays dans son désespoir. Prenons le cas de l’impasse actuelle. Plus de quatre années de crise électorale, politique et institutionnelle, la situation n’a guère évolué et ce, malgré divers efforts des uns et des autres. **C.C**

Enfin, la Commission vérification !

Du mandat du Président Michel Martelly de mai 2011 à l’arrivée au pouvoir du Président provisoire, Jocelerme Privert, une semaine plus tard après le départ de Martelly, selon l’Accord du 6 février 2016, le moins que l’on puisse dire c’est que le baril de poudre demeure toujours prêt à exploser. Il suffirait d’une étincelle pour démarer l’incendie. Malheureusement, si

depuis le 14 février, date de son investiture à la présidence provisoire de la République, Jocelerme Privert a pu écarter, avec la mise en place des principales recommandations du fameux accord, ce qui aurait pu être le début de la grande débandade, pour autant, le danger de l’explosion n’est pas à écarter. A chaque étape franchie, on voit l’obstacle qui arrive à grand pas. Un Premier ministre a finalement été nommé et ratifié dans les conditions que l’on sait. Ce n’est pas grave. L’essentiel a été fait. Il est là. Le pays a un nouveau gouvernement légitime étant l’émanation du Parlement après des tractations dignes d’un marché aux puces.

Ensuite, vint la formation d’un nouveau Conseil Electoral Provisoire (CEP). Le corps du délit sous le régime de Martelly. Le CEP de Pierre-Louis Opont s’est finalement auto-dissous dans la mesure où six Conseillers avaient démissionné bien avant le départ du Président Michel Martelly. Il fallait tourner la page de ce tristement célèbre CEP. Pour ce faire, Jocelerme Privert, toujours dans le cadre de l’Accord du 6 février, a dû procéder à la formation d’un autre organisme électoral sur lequel d’ailleurs tous les regards sont fixés. Mais, là où l’histoire devient moins confortable pour le chef de l’Etat c’est le forcing de tous les acteurs sociopolitiques pour former une Commission de vérification électorale non prévue dans ledit Accord. Au départ, la présidence pensait qu’elle pourrait se passer de cette corvée vu qu’il n’y avait aucune mention légale l’obligeant à satisfaire les desiderata des acteurs. Surtout la Communauté internationale via le Core Group apportant un soutien sans faille au pouvoir afin de poursuivre le processus électoral sans passer par la case Commission.

Sauf que le Groupe des huit (G8), G30, et les indépendants ne l’entendent point de cette oreille. Leur ultimatum au Président Privert : sans Commission de vérification électorale pas de scrutins dans le pays. Du coup, le pouvoir provisoire se voit contraint et forcé d’entamer les pourparlers afin de lancer cette Commission qui est forcément une pomme de discorde pour la société, sorte de « raisons de la colère ». Comme pour la constitution du CEP, le chef de l’Etat a eu beaucoup de visiteurs le mardi 12 avril 2016 sur le dossier de la Commission Indépendante de Vérification et d’Evaluation Electorale (CIVEE). En effet, presque tous les partis et groupements politiques ayant participé au scrutin de 2015 ont envoyé leurs représentants au Palais national autour de la table de discussion. Parmi lesquels, les Plateformes politiques : VÉRITÉ de René Préval, Pitit Dessalines de Moïse Jean-Charles, Jistis de André Michel, Fanmi Lavalas de Maryse Narcisse, INITE de Levaillant Louis-Jeune, pour les plus connus. Sans oublier Mouvement Action Socialiste (MAS) de Eric Jean-Baptiste, Pont de Evallière Beauplan, Lide de Gabriel Fortuné, G30 de Jacques Sampeur.

Ou encore Canaan, Mosano, Reparen, Pademh, etc. Enfin, les organisations de la Société civile organisée telle que : Réseau National de Défense des Droits Humains (RNDDH), le Conseil Haïtien des Acteurs Non Etatiques (CONHANE), la Coalition de la Jeunesse Haïtienne pour l’Intégration (COJHIT), Initiative de la Société Civile (ISC), faisaient également le déplacement. Cette rencontre entre le Président Jocelerme Privert et toutes ces organisations sociopolitiques a permis la création d’un Comité qualifié de « Petite Commission » par l’opinion, étant composé de : Paul Denis

Une journée, deux manifs à Port-au-Prince

Par Milo Milfort

La ville de Port-au-Prince a connu deux manifestations le vendredi 15 avril 2016. Slogans, propos et pancartes affichant des messages hostiles, les deux groupes de protestataires ont choisi deux endroits symboliques pour se faire entendre : Le ministère de l’Education nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP) et la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux administratif (CSC/CA).

Pendant que plusieurs dizaines d’étudiants et étudiantes diplômés de l’Ecole Normale Supérieure (ENS) protestaient devant le MENFP pour exiger leur nomination comme professeurs au sein des écoles publiques, des dizaines de militants d’organisations du mouvement social haïtien manifestaient devant les locaux de la Cour Supérieure des Comptes pour solliciter la réalisation d’un audit sur la gestion de l’administration de l’ex président Michel Martelly.

La manifestation des étudiants de l’ENS ont pu se tenir grâce au déploiement de quelques agents spécialisés



Des militants demandant au gouvernement la réalisation d’un audit de l’administration de Michel Martelly

de la police nationale après quelques heures d’affrontements entre des employés du MENFP et les protestataires. Les étudiants ont érigé des barricades enflammées et ont riposté au jet de pierre d’un petit groupe d’employés dudit ministère. « *En tant qu’étudiants de l’Ecole Normale Supérieure, nous sommes formés [pour devenir professeurs] après avoir consenti de grands*

(INITE), Me Evelt Fanfan (Pitit Dessalines), Yvon Feuillé (Fanmi Lavalas), Nelson Flecourt (G30), pour les partis politiques et deux représentants de la Société civile, Alain Alfred (COJHIT), Pierre Espérance (RNDDH) et bien sûr deux représentants du Pouvoir exécutif.

Officiellement le G8 a décliné l’invitation du Palais bien que plusieurs de ses membres font partie intégrante dudit Comité. Il y a aussi l’absence du PHTK de Martelly et de Jovenel Moïse, AAA de Youri Latortue et bien entendu la KID de l’ex-Premier ministre Evans Paul (KP) qui selon les responsables de ces partis n’ont pas reçu de manière formelle l’invitation de la présidence haïtienne. Donc, il faut prévoir d’avance que ce ne sera pas seulement le Président Privert qui sera empêtré dans cette affaire. C’est la République tout entière qui va être prise dans une vague dont on ignore jusqu’à quelle rive elle pourrait s’écraser.

Les acteurs sont prévenus. Si la Commission de vérification électorale est un mal nécessaire afin de ramener confiance à tous dans un processus électoral qui perdure, il faudrait aussi qu’on se prépare à ses conséquences politiques qui ne seront pas forcément bénéfiques pour tout le monde. A commencer par les premiers concernés qui est la bande à G8 qui conditionne la suite de son parcours dans le processus électoral sur les résultats qui sortiront, suite aux vérifications de ladite Commission. En deux jours, les membres du Comité ont finalisé le TDR (Termes de Références) que la Commission de vérification électorale une fois formée devrait appliquer afin de mener à bien son enquête.

Il faut dire que les avis sont partagés, même très partagés sur l’utilité de cet organisme. En grande partie, la population demeure très favorable à la création de cet organisme autonome qui va être soumise à de rudes épreuves. Néanmoins, les dirigeants politiques doivent commencer à préparer l’opinion sur la conclusion de l’enquête. Puisque c’est de cela qu’il s’agit. Elle pourrait aller dans le sens que certains acteurs attendaient. Mais, l’inverse est aussi possible. C’est un fait. Face à la volonté manifeste de la Communauté internationale de poursuivre le processus électoral dans l’état avec le nouveau Conseil Electoral Provisoire (CEP) dirigé par Léopold Berlangier, le Président Jocelerme Privert aurait été plutôt favorable à un résultat qui garde le statu quo. C’est-à-dire un second tour mettant face à face Jovenel Moïse du PHTK et Jude Célestin de la Plateforme

LAPEH. Cela pour une raison simple : il évitera d’être en porte à faux avec le Core Group. Sans pourtant être sûr que le pays évitera une deuxième période chaude après ce calme apparent depuis l’arrivée du gouvernement de transition de Enex Jean-Charles.

Même le nouveau CEP aurait aimé avoir une conclusion qui va dans ce sens. Et pour cause. Cela lui permettra d’organiser les scrutins dans les conditions optimales de tension dans le pays. Mais il ne faut pas se faire d’illusion. L’opinion publique a été conditionnée pour que les choses se passent autrement. Les déclarations des uns et des autres et le positionnement de tous sur cette affaire de Commission montrent que tous les ingrédients sont réunis pour relancer la tension à l’instant même que le résultat de l’enquête ne soit rendu public ou publié. Avec la mise en place effective de la Commission d’évaluation ou de vérification et surtout dans l’incertitude qui plane sur le pays avant de se fixer clairement sur la conjoncture politique, quelle est la position de l’organisme électoral en tant qu’acteur de premier plan? Il restait à connaître, en effet, la position du Conseil Electoral Provisoire après son installation sur la Commission.

Tandis que la quasi-totalité des acteurs ne jure que par cette Commission de vérification. Sauf le candidat de la Plateforme politique PHTK, Jovenel Moïse et le Core Group, donc la Communauté internationale, qui ne veulent pas en entendre parler. Ainsi, le CEP, dès son arrivée aux affaires, se voit prendre en sandwich entre deux positions diamétralement opposées qui signent inévitablement son échec partant et ce quel que soit le camp qu’il aura choisi. Si le CEP prend partie pour le Core Group afin de bénéficier de son argent et de l’expertise de ses Consultants, il court le risque de se mettre dans la même situation que l’ancien organisme qui a dû abandonner, en rase campagne, un processus qui avait du plomb dans l’aile devant la détermination de l’opposition de ne rien céder au profit du Président Michel Martelly et de l’Internationale. D’un autre côté, si la bande à Léopold Berlangier se met du côté de ceux revendiquant la mise en place de la Commission de vérification, il aura gagné la sympathie de l’opposition sans pour autant avoir la certitude qu’il aura les moyens financiers adéquats lui permettant de conduire à bien le processus électoral.

Toujours le dilemme pour le renouvellement du personnel politique haïtien ! De toute évidence, le bras de fer entre la classe politique haï-

sacrifices. Nous disons que l’éducation ne doit pas être politisée », dénonce un manifestant qui promet de garder les rues jusqu’à la satisfaction de leurs revendications.

A quelques pas de la protestation des étudiants normaliens, se tenait celle des militants demandant au gouvernement du président Jocelerme Privert et de son premier ministre Enex Jean Charles la réalisation d’un audit de l’administration de l’ex président Michel Martelly.

Les militants qui ont répondu à l’appel notamment du Cercle d’études en littérature gramscienne (Cercle Gramsci), du Groupe de réflexion sur les problèmes sociaux (Grepss), de l’Union nationale des normaliens et normaliennes haïtiens (Unnoh), le Modep et le Moleghaf, ont dénoncé la corruption qui régnait au sein de l’administration de Martelly. « *La justice doit juger Martelly et auditer sa gestion administrative lors de son passage au pouvoir* », a fait savoir un manifestant. Selon les protestataires, la mobilisation connaîtra plusieurs formes, entre autres, des sit-in, des conférences- débats et lettres ouvertes.

tienne et la Communauté internationale ne fait que commencer dans la crise électorale et politique du pays. Les deux peuvent torpiller la machine et la porter à faire du sur place. Une journée après l’installation du CEP, en guise de ballon d’essai, Peter F. Mulrean, ambassadeur américain accrédité à Port-au-Prince, a lâché qu’il ne voit pas l’utilité d’une Commission de vérification électorale. Pour ce diplomate, il n’y a que le second tour de la présidentielle entre Jovenel Moïse et Jude Célestin qui compte. Le reste n’est que du détail. Cette petite phrase opportune de l’ambassadeur américain en Haïti avait pour effet d’influencer les décisions du Président provisoire de la République, Jocelerme Privert, mais aussi la position des membres du Conseil Electoral Provisoire fraîchement installés dans leurs bureaux.

Le lendemain de la déclaration du diplomate, le CEP a déclaré que la mise en place d’une Commission de vérification électorale ne relève pas de ses compétences. Du coup, il renvoie la balle dans les pieds de ceux chargés de trouver un compromis sur le sujet. Cette affaire de commission est une patate chaude. Si personne ne décide de sa formation, il n’y aura pas de scrutin. Et si on la met en place, la conclusion de ses recherches ne sera acceptée par personne. Or, si cette Commission est montée, il faut bien qu’elle donne les résultats de ses recherches. Imaginons que la Commission trouve que Jovenel Moïse a bien bénéficié des fraudes massives de l’ancienne équipe gouvernementale et électorale. La sanction devrait être sans appel : l’exclusion du processus. La seule conclusion possible d’après tous les membres du Groupe des huit (G8). Dans ce cas, Jude Célestin, de LAPEH et Moïse Jean-Charles, de la Plateforme Pitit Dessalines, devraient s’affronter au second tour. Mais, que faire de Maryse Narcisse qui probablement n’accepterait pas de gaité de cœur ce verdict ? Sans parler des partisans de Jovenel Moïse.

Surtout de l’ex-Président Michel Martelly qui n’est plus au pouvoir et donc n’est lié à aucun devoir de réserve par conséquent susceptible de fomenter des mauvais coups contre le processus. Sa longue lettre au Président Privert datée du 15 avril 2016 est la preuve de ce que nous avançons. Il ne faut pas non plus oublier l’autre scénario possible. Admettons que les membres de la Commission relèvent qu’après enquêtes ils ne trouvent rien à reprocher à Jovenel Moïse et dans ce cas, il peut

suite à la page (13)

Georges Andy René, un escroc sur Facebook

Par Thomas Péralte

2ème partie et fin

C'est le mardi 29 mars 2016, que DN la petite amie de Georges Andy René, alias Armand René va faire la grande découverte qu'elle a affaire à un merce-naire et que cet Armand René dont elle est tombée amoureuse sur Facebook, n'est pas un vrai nom, mais un pseudonyme qu'utilise Georges Andy René.

Depuis qu'elle avait fait le transfert de 1000.00 à Armand René sous le nom de Vertilus Junior, elle n'a pas pu trouver son ami sur Facebook comme à l'accou-tumée puisque les appels téléphoniques et les échanges de Sms se ralentissent.

Ainsi des doutes commen-çaient à jaillir chez DN. Des inquiétudes énormes l'ont poussée à faire des re-cherches sur le net. « J'ai décidé de faire un Google search, où j'ai tout trouvé »

Elle est tombée par un heureux hasard, sur des photos de son copain Ar-mand René avec un autre nom celui de Georges Armand René. Sans perdre de temps, elle s'en alla sur la page Facebook de ce dernier où elle a trouvé de multiples photos de ce dernier en famille. DN par la suite malgré ses émotions lui a envoyé un message auquel il a répondu. Voici quelques extraits de cette conversation

3/29/16, 1:40 PM - Amand René: C'est mon ex femme
3/29/16, 1:40 PM - Amand René: Et les deux filles ne sont pas à moi
3/29/16, 1:41 PM - D.N : J'ai trouvé la page par accident sur Facebook
3/29/16, 1:41 PM - Amand René: Ok
3/29/16, 1:44 PM - D.N : Ton Ex femme chéri ? Tu en es sûr mon amour ?
3/29/16, 1:45 PM - D .N : Dis moi la vérité' je t'en supplie
3/29/16, 1:51 PM - Amand René: Je te dis la vérité

3/29/16, 1:52 PM - Amand René: Pour-quoi te mentirais-je ?
3/29/16, 1:53 PM - D. N : Son nom c'est Pascale Elie René comment ça ?
3/29/16, 1:56 PM - D. N : Et ton nom c'est Georges Andy René. Alors quel est ton explication de m'avoir pas dit toute la vérité ?
3/29/16, 1:57 PM - Amand René: Elle ne porte plus mon nom !

Voilà un ancien directeur du CFI, un ancien employé de la Primature de Mars 2014 au mois de janvier 2015 qui s'adonne à soutirer de l'argent et men-tir à des inconnues. Cependant avec les retrouvailles de DN, la conversation a changé de ton.
3/29/16, 2:10 PM - D. N: Twou manti pa fon
3/29/16, 2:12 PM - D. N: Kay koule twonpe solèy men l pa kab twonpe lapli
3/29/16, 2:21 PM - Amand René: Tu es la
3/29/16, 2:23 PM - Amand René: Je t'ap-pellerai dans une heure
3/29/16, 2:32 PM - D. N: Alors j'attends ton appel
3/29/16, 2:38 PM - D. N: Pa fè pitit bon-dye mal. Se ak bondye dirèk w ap annafè.



Le vrai Georges Andy René jouant avec des enfants, photo qu'Armand René décrivait que les deux filles ne sont pas à moi

Georges Andy René ne l'a jamais appelée. Elle a essayé de le contacter, aucune réponse depuis lors. Ainsi le 30 mars et le premier avril elle lui a envoyé ses deux derniers messages.
3/30/16, 9:54 PM - D.N: I need my money back
4/1/16, 9:12 AM - D.N : W ap renmèt mwen lajan m, ou volè a wi !

DN ne veut pas garder le si-lence. Elle a vite fait de contacter le jour-nal *Haiti Liberté*. Mais, elle ne s'arrête pas la. Elle a envoyé un message à *Haiti Press Network*, les différents Consulats haïtiens aux Etats-Unis pour rapporter qu'elle a été volée par un scam sur Face-book. Elle a fait une plainte à Western Union, enregistré au numéro : 1381846.

Pendant ce temps, l'autre vic-time MD faisait également un Google Search. Cette fois avec le nom du chauffeur : Vertilus Junior. Et le nom de DN et son histoire apparaissent à MD, victime comme elle de Armand René. Ainsi, elles se partagent leurs peines.

Georges Andy René, après avoir reçu la note de Haiti Press Network (HPN) le Lundi 4 Avril, 2016 à 12:26 a bien reconnu la forfaiture ; mais il accuse des gens qui utilisent son nom et sa photo.

De: HPN HAÏTI <hpnhaiti2015@gmail.com>
Pour: Georges-Andy René <grene@lexarconsultants.com>
Objet: Fwd: Georges Andy René Directeur Ex du Centre de Facilitation des Investissements

Voici la réponse de Mr Georges-Andy René à la victime, une réponse légère, amicale et très tendancieuse où il a même osé déclarer que « *Junior Vertilus... qui est le nom de l'un des fraudeurs a été arrêté ...* » Qui pis est, le numéro de DCPJ 509 4098-8888 que Georges Andy René a suggéré à Madame est faux, vue qu'elle a appelé et c'est un individu qui a répon-du en disant qu'il est le responsable du dossier. Quand DN lui a demandé de lui passer son supérieur, il a fermé !

Voici la traduction française de la réponse de Georges Andy René « le vrai » à Madame

Salut Mme D.N,
Mon nom est Georges Andy René, votre email ci-dessous concernant l'envoi d'argent par Western Union à quelqu'un utilisant mes Photos sur Facebook m'a été transmis. Cela fait presque 6 mois que j'ai découvert qu'un groupe de jeunes

avec une intention criminelle a fait la création de faux comptes Facebook avec mes images. Ils sont engagés dans une conversation avec des femmes (spécia-lement celles vivant dans la Diaspora en les sollicitant de leur envoyer de l'argent à leur disposition par Western Union.

J'avais signalé ces faux comptes plusieurs fois à Facebook ; mais ils ont réapparu sous des noms différents. C'était vraiment une lutte de chat et de souris pour reporter ces faux comptes à Facebook. Je décide de signaler le fait à la police locale en Haïti, qui a lancé une enquête identifiant les criminels et leurs arrestations ont été enfin faites.

Je pense vraiment que ces comptes ne seront plus réapparus sur Facebook parce que les criminels qui les faisaient sont maintenant derrière les barreaux.

Je suis vraiment désolé pour ce qui vous est arrivée... Mais je n'ai rien à voir avec cela. Je comprends votre frustration allant jusqu'à vous porter à alerter des médias en Haïti.

Mais en m'accusant des choses sans considérer que vous aviez été piégée ne diffère pas alors des actions de ces criminels ...

Je vous suggère vraiment à ré-fléchir deux fois avant de m'accuser des choses que je ne fais pas. Je vous suggère d'analyser le fait que vous pourriez avoir été victimes d'artistes cons ...

Je suis vraiment désolé pour vos pertes... Mais je ne le fais pas pour vous...

Si vous voulez parler à quelqu'un à la DCPJ et mettre une plainte contre ces voleurs qui ont fait cela pour vous, vous pouvez appeler le Bureau des affaires criminelles

Et donnez votre plainte au numéro + 509 4098-8888.

Encore une fois, je suis vraiment désolé pour ce qui vous est arrivé...Mais, ce n'est pas moi qui ai fait cela. Alors, s'il vous plaît, je voudrais que vous informiez les gens de HPN en Haïti que vous étiez victimes d'une fraude.

Vous pouvez contacter la police au numéro que je vous ai donné afin que vous puissiez leur envoyer votre preuve de transfert à Junior Vertilus... qui est le nom de l'un des fraudeurs qui a été arrêté ... peut-être la police pourrait récupérer votre argent.

Meilleures salutations
Georges Andy René... Le vrai
Me Georges Andy René, LL.B. J.D.
Lexar Avocats & Affaires Conseillers
email: grene@lexarconsultants.com
Bureau Haïti
11 rue Wilson 2, Port-au-Prince, Haïti
Tél: (509) 3-702-7447
Service de rappel (786) 220-3344

Comme nous pouvons le constater, c'est un réseau bien orchestré. Une enquête bien approfondie doit être mise en action pour déraciner dans le pays ces genres de malfrats. En un certain sens, ces femmes sont chanceuses. Il aurait pu même les inviter à le visiter dans le pays et concoc-ter avec ses amis de les kidnapper pour leur soutirer de l'argent.

Privert et Jean-Charles ont-ils la même position sur la Vérification?

Par Yves Pierre-Louis et Marie Laurette Numa

Après la publication des mascarades électorales du 9 aout et du 25 oc-tobre 205, la majorité des partis politiques impliqués dans le processus réclamèrent la formation d'une commission de véri-fication électorale devant faire la lumière sur les résultats publiés. La population dans les différents départements du pays gagna les rues pour exiger la formation de cette commission. Le pouvoir tètcale refusait catégoriquement d'entendre la voix du peuple haïtien jusqu'à la fin de son mandat le 7 février dernier.

Le successeur du Martelly, Jo-celeme Privert a entendu les revend-ications du peuple haïtien et il a agi en conséquence. Au moment où l'on est en train de rédiger ce papier, la Com-mission est sur le point d'être constituée définitivement. Les termes de référence ont été déjà finalisés et signés par les partis engagés. La Commission devrait être composée ainsi : un membre d'un ancien Conseil électoral, un membre de l'ancienne commission d'évaluation, un membre du conseil des Ingénieurs, un membre de l'ordre des comptables agréés et un membre de l'église catholique angli-cane. En réalité, deux de ces membres sont déjà connus, il s'agit de : François Benoit qui était membre d'un conseil électoral et Gédéon Jean, membre de l'ex-commission d'évaluation de 2015. Il représentait à ce titre les *Organisation de défense des droits humains*. D'ici cette semaine, la commission commencera à travailler sous les yeux des observateurs issus de différents partis impliqués dans le processus électoral.

Il faut toutefois remarquer que seuls le Parti Haïtien Tètcale (PHTK) et ses alliés ne veulent pas entendre parler de la commission de vérification, parce qu'ils savent très bien ce qu'ils ont fait pour aboutir au coup d'Etat électoral et le vol des votes du peuple.

Par ailleurs, il nous faut signaler que le lundi 18 avril 2016, le Conseil Electoral Provisoire (CEP) a eu une rencontre sur la gestion des fonds élec-toraux avec les agences des Nations Unis particulièrement le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) impliqué dans le processus électoral et les forces d'occupation de la Minustah. Et comme l'avait bien signa-lé le porte parole de la présidence Simon Serge « *Étant donné que le Cep n'a pas d'autonomie financière, il dépend de l'exécutif et de l'international* » Rap-pelons que M. Simon avait indiqué la semaine dernière que la commission de vérification sera uniquement pour les élections présidentielles.

Cependant le Premier ministre pro-visoire, Enex Jean-Charles ne semble pas être sur la même longueur d'onde que le président. Ainsi, comme il a été invité à la Chambre basse le Mardi 19 Avril 2016, répondant à la question des Députés, sur la commission de vérification que le président a mise en place. Le Premier ministre pour rassurer les députés a dé-claré tout bonnement « *La mise en place de commissions chargées d'étudier les questions stratégiques d'intérêt national est une prérogative du chef de l'Etat* » avant de dire que « *Dans la déclaration de politique générale que j'ai présentée, j'ai dit que je suis attaché à l'accord du 5 Février 2016* » Ce même jour, le pré-sident provisoire, Jocelerme Privert et son premier ministre Enex Jean-Charles, ont rencontré les membres du Conseil électo-ral provisoire (Cep), autour du processus électoral en cours.

Du côté de la communauté in-ternationale, l'opinion est partagée. Si certains représentants diplomatiques saluent l'effort des acteurs nationaux en vue de mettre sur pied cette com-mission, d'autres s'y opposent. Les dernières déclarations fracassantes du Secrétaire d'Etat du Département d'Etat des Etats-Unis, John Kerry soulignant que « *Les joueurs haïtiens, les soi-disant dirigeants, doivent comprendre qu'il y a une limite claire à la patience, à la volonté de la Communauté Internationale à tolérer ce processus de retard. Le peuple d'Haïti mérite*

un Gouvernement élu et il le mérite maintenant » ; tout comme les déclara-tions de l'ex- ambassadeur yankee, Kenneth Merten sont assimilables à de l'ingérence flagrante dans les affaires in-ternes d'Haïti ; ce que le peuple haïtien condamne énergiquement.

C'est dans ce sens que dans une lettre datée du 18 avril 2016, adressée au Secrétaire d'Etat aux Affaires Etran-gères du Département d'Etat, Washing-ton DC 20520, monsieur John Kerry, l'Organisation de défense des droits humains, New England Human Rights organization (NEHRO) n'a pas caché son indignation devant cette situation d'ingérence. « *La New England Human Rights Organization (NEHRO) vous salue et s'empresse de vous écrire cette correspondance pour vous exprimer sa réprobation suite à votre dernière déclaration sur la situation politique haï-tienne actuelle. La (NEHRO) croit que cette déclaration est inappropriée et inélégante. De plus, votre coordonna-teur spécial pour la question d'Haïti à votre Département, Monsieur Kenneth Merten prend position publique dans les medias contre l'exigence légitime du peuple haïtien de créer une commis-sion d'évaluation et de vérification du processus électoral de 2015 afin qu'il puisse savoir ce qui s'est passé réelle-ment lors des élections du 9 aout et du 25 octobre 2015. Ecrit l'organisation de défense des droits humains.*

Monsieur le Secrétaire d'Etat, on dit souvent que : 'la vérité fait rougir la face du diable', mais seule la vérité sur le processus électoral pourra ap-porter des éléments de solutions à cette anomalie constitutionnelle créée par l'Administration du président Joseph Michel Martelly avec la complication de la communauté internationale. » a conclu le président de cette organisation, Josué RENAUD.

Donc, advienne que pourra ! Le peuple haïtien attend déjà avec im-patience les résultats d'enquête de la commission de vérification pour dé-barrasser l'une des plus prestigieuses institutions républicaines, le Parlement haïtien, des malfrats, des voleurs de vé-hicules, des criminels de grand chemin, des assassins, des dealers de drogue, des kidnappeurs, des spoliateurs qui s'y réfugient sous la voile de l'immu-nité. L'article 239-1 du Décret électoral de mars 2015 est clair là-dessus: *Au cas où il s'avèrerait qu'un candidat ou candidate, parti ou partisan d'un candidat ou candidate* avait utilisé la fraude pour se faire élire, le Bureau du Contentieux Electoral National (BCEN), sur simple requête du Conseil Electoral Provisoire (CEP), invalidera le pouvoir de l'élu, et ce, sans préjudice des pour-suites pénales à engager par le Parquet compétent contre les fautifs.

TECHNIC
DRIVING SCHOOL

LEARN TO DRIVE
CAR, BUS, TRACTOR TRAILER

30 HRS BASIC DRIVER COURSE
CPR & FIRST AID TRAINING
5 HR CLASSES
6 HR DEFENSIVE DRIVING
19A CERTIFICATION

1207 ROGERS AVENUE
BROOKLYN, NY 11226
718.282.7792

VLC
AUTO
REPAIR

- Engines • Transmissions
- Brakes • Starters
- Oil Change • Alternators
- Inspections

547 Albany Ave. Brooklyn, NY 11203
Nou pale kreyòl!
718.363.2873

BED STAR

Car & Limo Service

- 24 Hour Radio Dispatched
- Fast Response • All Airports

528 Empire Blvd., Bklyn, NY 11225
718.771.2299

LA DIFFERENCE
AUTO SCHOOL

LEARN TO DRIVE

La Différence Auto School

836 Rogers Avenue
(between Church Avenue
& Erasmus Street)
Brooklyn, NY 11226

Manager: Ernst Severe

Tel: 718-693-2817
Cell: 917-407-8201

GREAT LEGACY
AUTO SCHOOL

“At Great Legacy We Convert
Your Fears Into Confidence”

8402 Flatlands Avenue
Brooklyn, NY 11236
(718) 676-4514
(718) 942-4242

Martine Dorestil, Owner
Danny Dorestil, General Manager

5 Hour Classes
Defensive Course Saturday 9AM

Gad jan Martelly twouve l sou moun! Quelle dérespectance!

Par Fanfan La Tulipe

« De l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace »

Georges Jacques Danton

Le lendemain matin de la prise des Casernes Dessalines, le 28 juillet 1958, par la folle équipe formée des anciens officiers de l'armée d'Haïti, Alix Pasquet, Henri Perpignan et Philippe Dominique que renforçait la présence de cinq mercenaires américains, cinq engendrés du nom de J.D. Walker, Arthur Payne, Dany Jones, Robert Hickey et Levant Kersten, un ex-caporal des FADH s'amenait à la maison, bride sur le cou. Grim pant l'escalier à quatre pattes et sans même prendre le temps de reprendre son souffle, il demanda à mon père, militaire retraité: « Major Latour, que passe-t-il comme ça dans l'Armée ? »

Ces temps derniers, à observer l'audace fieffée des uns et des autres, j'ai été porté à me poser la même question : « *Que passe-t-il comme ça ?* » dans le zoo *politichien* haïtien. Ainsi, voilà que le grand maffieux Youri Latortue, président de la commission éthique et anti-corruption du sénat (quelle ironie !), a *annoncé en grande pompe, le 30 mars dernier, une enquête sur les dépenses effectuées dans le cadre de l'accord Pétro-Caribe. Monsieur tient à faire la lumière (sic) sur les transactions d'argent effectuées*, pour savoir si l'argent a été bien dépensé (resic). *J'ai dû ajuster mes lunettes, me bien cacher devant mon ordinateur, lire et relire pour m'assurer que ma ré-tine fonctionnait encore.*

Je n'en reviens pas. Youri Latortue, symbole vivant de la corruption, l'un des politiciens haïtiens les plus puissants et les plus corrompus menant enquête sur la corruption ! Mon BIC m'en tombe. Ce Latortue que Thierry Oberlin du journal Le Figaro qualifiait de «Monsieur 30% » (édition du 21 décembre 2004), parce que sous le gouvernement de facto de Gérard Latortue, alias Gwo Jera, Youri le maffieux réclamait alapapòt 30% de l'argent provenant de tout contrat d'affaires émanant de l'État haïtien.

La Commission éthique et anti-corruption du Sénat est conduite par des sénateurs proches du PHTK. Au niveau de la chambre des députés, cette commission est présidée par Jean René Lochard du PHTK et membre du bloc APH. De façon étrange et paradoxale, ces messieurs les enquêteurs, défavorables à l'idée de la commission d'audit réclamée par les forces vives de la Nation pour enquêter sur la gestion de l'administration du président Michel Martelly, veulent pourtant faire lumière sur la gestion du fonds Petro-Caribe. Leur truc est manifestement cousu au fil blanc d'une quelconque magouille revancharde.

Que passe-t-il encore dans cette cour des miracles politichienne haïtienne ? Car, il n'y a pas que le mafioso Youri à vouloir briller de ses pleins feux maffieux. À l'audace aussi fieffée que le biscornu Latortue, le sénateur contesté de l'Artibonite, il y en a un autre qui fait également des siennes. Il s'agit du sinistre Roro Nelson, bras droit, couille gauche et cerveau raspoutinien de Martelly.

Poursuivi par la clameur publique, pour ses nombreuses et violentes dérives et agressions, ses insultes gratuites et diffamatoires à l'endroit de personnages honnêtes des médias, son *akrèté* à s'emparer de biens d'autrui sans avoir à rendre compte à la justice, le malotru ne s'est jamais présenté devant le Commissaire du gouvernement malgré deux mandats d'amener successifs émis contre lui par ce dernier. Si ce n'est

pas du *Ti Boboïsme* servi à la sauce *Roroïsme*, c'est quoi alors ?

Avec Youri Latortue et Roro Nelson, je croyais avoir revu les deux espèces animales les plus curieuses du zoo *politichien* haïtien lorsque sans m'y attendre, je me suis trouvé face à la lettre de l'ancien président Martelly écrite au *provisio* Privert pour... lui faire la leçon. Là, j'ai tout de suite pensé à ce mec qui en pareille circonstance aurait dit : *on est risqué*. Voilà donc Martelly qui fait entendre sa voix alors qu'il aurait dû se pelotonner tout petit sur lui-même, afin de se faire oublier (temporairement, on espère) du commissaire du gouvernement, Me Danton Léger, distributeur attiré d'interdictions de départ et de mandats d'amener.

Non, plutôt que de s'enfermer dans sa coquille, l'obscène clown tente de se remettre en orbite : Martelly astronaute, *magouillonaute, politiconaute* ! On est tout abasourdi de constater que Martelly voudrait se faire passer pour un modèle moral et politique de chef d'État qui s'est dignement acquitté de ses devoirs d'ancien président de la république. Connard ! Oui, avec Sweet Ricky, décidément *on est risqué*. On risque en effet de se laisser leurrer, duper, rouler, enfainer, embobiner, emberlificoter, si on n'y prend garde.

Martelly s'est brusquement fait une virginité et une moralité politiques pour essayer de se mettre en piste, se présenter comme un opposant légitime avec le droit à la parole que lui garantit la Constitution, donner son avis et même châtier ce qu'il perçoit comme comportement peu démocratique. Il a décidé de ne plus montrer son cul comme il en avait l'habitude. Il veut montrer le bout du nez, il veut *naziller. Nazillardement*, il tient à faire passer son point de vue de citoyen ayant droit à la parole. On ne savait pas qu'il avait un cerveau ; n'empêche, il écrit donc une lettre au président provisoire Jocelerme Privert. Et qu'est-ce qu'il dit ?

Il se met à *naziller*: «...en signant cet accord [du 6 février], j'ai voulu éviter au pays une crise politique après le coup du 22 janvier 2016 et contribuer à l'exercice du jeu démocratique; c'est dans cet esprit que j'ai quitté mes fonctions à la date prévue par la Constitution...». Après avoir été pendant cinq insupportables années la source de crise après crise, le connard, le pendar, le *friponnard*, le maroufflard a le culot de tenir de tels propos oiseux. Oui, avec Martelly, *on est risqué*. En l'espace de quelque deux mois, après avoir été mis KO par la force d'un puissant courant démocratique et populaire, le saltimbanque Martelly a découvert, comme sur un chemin de Damas, la beauté et l'utilité de l'exercice du jeu démocratique.

Poursuivant avec ses *nasillarderies*, Martelly écrit: « Il est inconcevable qu'après deux présidences à vie consécutives, ayant duré trente ans, le pays ne parvienne, trente ans plus tard, à organiser des élections qui ne fassent l'objet de contestation... » Ne sont-ce pas ces deux présidences à vie, ces deux modèles qu'il n'a pas pu réaliser, la raison même de son obstination à vouloir imposer son poulain Jovenel le *bananard* ? Et que n'a-t-il relevé le défi, lui-même, en organisant à temps des élections qui n'aient pas été livrées à la merci d'un CEP magouilleur à la solde du pouvoir, repaire de coquins et coquines, gredins et *gredines*, galopins et *galopines* prêts à toutes les combines pourvu qu'ils fussent récompensés par les billets verts *made in USA*.

Pour le culot, l'effronterie, le toupet, l'audace, l'impudence, la désinvolture, Martelly n'a pas son pareil.



Michel Martelly

Lisez bien: « Il est inconcevable [...] qu'il soit toujours utile de se référer à l'arbitrage de la communauté internationale pour trancher ». Ouf ! Que n'avait-il refusé l'intervention de l'OEA venue «ajuster» la répartition du scrutin à la salle même de tabulation des résultats. C'est justement grâce à cet ajustement, ce subterfuge, ce *kout pa konprann cham-pwellard* que Jude Célestin a été recalé en troisième position au profit du musicien obscène hissé en deuxième position pour affronter Mme Manigat au deuxième tour. Mais les dés étaient pipés. Hillary Clinton, Gailot Dorsainvil et les types de l'OEA avaient déjà scellé le sort de la candidate Myrlande Hyppolite.

Martelly l'effronté a beau jeu de parler de «communauté internationale pour trancher». Qui a «tranché» en sa faveur et affirmé devant des journalistes médusés par l'effronterie de l'ambassadeur Kenneth Merten déclarant que Martelly est bien un Haïtien et non un Américain ? C'était bien mieux que la communauté internationale, c'était l'un des représentants les plus puissants de cette communauté de menteurs et de filous.

Plus on avance dans la lecture de cette lettre de Martelly, plus on croit rêver. Écoutez l'audacieux : « Il est anormal que certains politiciens haïtiens recourent à tous les stratagèmes, du mieux qu'ils peuvent, pour empêcher la tenue d'élections et que l'on offre au monde entier le spectacle navrant qu'eux tous n'étaient motivés que par des intérêts personnels et mesquins ». Est-ce Privert qui a recouru à tous les stratagèmes du mieux qu'il pouvait pour empêcher la tenue d'élections, à tous les niveaux, entre 2011 et 2015 ? Est-ce Privert celui qui, de guerre lasse, a concocté avec le *champwelleux* Opon Pierre-Louis les mascarades du 9 septembre et du 25 octobre 2015 ? Et qui était en train de ménager ses intérêts mesquins et personnels en mettant dans la balance tout le poids des ressources de



Le sinistre Roro Nelson, bras droit, couille gauche et cerveau raspoutinien de Martelly

l'État haïtien au profit de la candidature d'un certain Jovenel La Banane, inconnu du public, éventuelle doublure qui devait assurer la continuité du siphonnage de l'argent de Petro Caribe, des remises de dollars en provenance de la diaspora ? Qui ? Sinon Martelly lui-même.

Sans surprise, le grand coquin qu'un jour patronna la coquine Hillary insiste qu': « Il est urgent d'engager le processus d'organisation du second tour de l'élection présidentielle et qu'un gouvernement légitime soit mis en place dans les délais prévus », alors que les forces vives de la nation représentées par la grande majorité des partis politiques, des personnalités respectables de la société civile, les organisations populaires, les organisations des droits humains, exigent une vérification des mascarades électorales du 9 septembre et du 25 octobre. Est-ce par hasard que seuls le PHTK et ses satellites refusent d'entendre parler de vérification des scrutins de 2015. Si ce monde n'a rien à craindre de ce processus de vérification, pourquoi alors ne pas l'accepter ? *Gad jan Martelly sou moun !*

Dans sa lettre, Martelly a même cru faire de l'humour : « Je crois en la nécessité de tout administrateur de l'Etat de rendre compte de sa gestion, cependant **si la justice est aveugle, elle ne doit pas se laisser aveugler** ». Parce que le commissaire du gouvernement a émis des interdictions de départ visant des personnes proches des virées et dévirées de cor-

ruption de l'administration Martelly, ce dernier aveuglé par ses propres dérives et celles de son entourage, y compris sa femme Gwo Soso et son fils Olivier, décide sans preuve aucune que la justice est aveugle. Devrait-on rappeler à Martelly toutes les fois où, sous son régime, la justice n'a pas été aveugle ?

«Que la nation prenne garde et reste vigilante pour que la nécessaire et indispensable lutte contre la corruption ne fournisse l'occasion de commettre des injustices criardes, même au nom de la raison d'Etat», écrit Martelly le moralisateur. Étranges propos de la part d'un ancien président qui, jusqu'à présent, n'a encore pipé mot des circonstances qui ont entouré la disparition de Evinx Daniel, grand distributeur de stupéfiants devant l'Éternel, et fournisseur attiré de poudre blanche pour les délices de Martelly lui-même. Quelle injustice plus criarde que celle de la libération en catimini de Sonson La Familia chef d'un réseau de criminels dont le RNDH a présenté un profil avec un luxe de détails ? Non, Martelly, *gade jan w sou moun !*

Le clou de la lettre me semble être le passage suivant: «Si nous voulons travailler à l'instauration de la démocratie en Haïti, nous devons nous y consacrer de manière déterminée et sérieuse, **de toute notre force, de tout notre être** (souligné par nous) et de toute notre pensée, tellement la tentation d'aller dans le sens contraire est grande ». Exactement ce que Martelly a refusé de faire pendant ses cinq interminables années au pouvoir, malgré qu'il eût « Sur [s]on bureau et [s]a table de chevet toujours un exemplaire de la Constitution » et malgré qu'il ne se soit jamais préoccupé «de lire et de relire la Constitution ». Quel culot !

Pour conclure, ce qui m'attriste le plus, davantage que la lettre, c'est le peu de réactions, jusqu'ici – à ma connaissance – de la part de la classe politique. Cette lettre aurait dû choquer, révolter plus d'un et causer un déferlement de réprobations. Comme dirait ma grand-mère paternelle : « C'est le commencement de la douleur ». En effet, Martelly s'est mis en orbite, bientôt, on le verra sur les plateaux de télévision, certaines stations de radio voudront se l'arracher pour avoir le dernier scoop. Quelle tristesse ! Alors, je pourrai vraiment observer avec amertume : *gad jan Martelly sou moun !*

17 avril 2016

FRANTZ DANIEL JEAN FUNERAL SERVICES INC.

- Funerals in All Boroughs
- Transportation of Remains
- Cremation

Nou pale kreyòl.

**5020 Foster Avenue
Brooklyn, NY 11203
718.613.0228**

GUARINO FUNERAL HOME

*Serving the Haitian Community
for Over 30 Years*

**9222 FLATLANDS AVENUE
BROOKLYN, NY 11236
718-257-2890**

Lèt tou louvri pou senatè konteste Youri Latortue

Mesye **Youri Latortue**, Senatè konteste Latibonit

Mesye, Òganizasyon sendikal, òganizasyon etidyan nan inivèsite Leta a, òganizasyon popilè sa yo elatriye, salye w nan non nasyon an epi pwofite ekri w lèt sila a pou mande w onon lamoral piblik pou w bay popilasyon Peyi Dayiti ak lòt peyi kap gade w, yon ti eksplikasyon sou latriye gwo akizasyon malouk ki fèt kont ou, nan Journal **“Haiti Liberte”** ak journal **“Le Figaro”**.

Journalis **Kim Ives** fè konnen : Ou se yon mafia, yon dilè dwòg Ou se youn nan politisyen ayisyen ki pi pisan ak pi kòwonpi ; Ou se yon chèf gang ki gen eskadwon lanmò kap mache fè kò sasinay pou ou ;

Ou se youn nan asasen pè **Jean Marie Vincent** epi, gen temwen ki te konstate ak 2 nawè yo ke se ou menm menm ki sasinen pè angaje sila a ki t ap patisipe nan batay pou ede peyi nou sot nan move pas ;

Ou se tou asasen **Georges ak Antoine Izmerly** 2 komèsan pwogresis ki tap ede moun ki pimal yo.

Anplis, nan Journal **Le Figaro** Journalis **Thierry Oberlin** nan edisyon **21 desanm 2004** la, ba w ti non jwèt : **“Monsieur 30%”** paske lè **Gerard Latortue** alias Gwo Jera te premye minis, ou te konn reklame anlagan 30% pou ou nan kòb tout kontra leta ap bay. Sa se yon gwo zak kòripsyon yo reproche w pami lòt.

Ki demach fòmèl ou te fè pou ekzije journal ak jounalis sila yo prezante w eskiz piblik yo paske yo ta sanse sal imaj ou anpil anpil? Si w ta ponkò fè demach fòmèl sila yo nou ankouraje w pou w ta fè sa rapid rapid, yon mannyè pou rive lave figi w ki parèt sal anpil anpil akòz ta sanble ponkò gen anyen ki fèt pou rive blanchi w. Wap dakò ak nou, si w pa rive blanchi tèt ou, lave figi w rapidman ou pap gen kalite pou kontinye rete syeje andedan Palman konteste ayisyen an, paske yon senatè Larepiblik, menm lè li ta yon senatè konteste, paka gen sou do li tout gwo manman penba akizasyon sila yo epi pou li ta pretann kontinye syeje andedan palman an toujou. **Si nòmalman w klè ak konsyans ou epi w pa yon dilè dwòg, yon kòwonpi dènye nivo, yon chèf gang, yon asasen jan sa ekri nan journal la, fòk prese prese ou fè tout demach fòmèl yo pou w rive rapidman**



Youri Latortue

regle kesyon akizasyon malouk sila yo ki peze lou sou do w jounen jodia.

Gwo akizasyon grav sila yo ban nou tèt fè mal epi twouble lespri nou ak somèy nou anpil. Nou panse, senatè konteste Youri Latortue pa nou an, ta dwe genyen lespri ak somèy twouble menm jan ak nou. Se poutèt sa nou mande w pote plent si jounalis sa yo pa aksepte rekonèt se manti yo t ap fè sou ou.

Pandan tout gwo akizasyon sa yo ap peze lou sou do w, ou rive jwenn ase kouraj ak odas pou w otopwoklame tèt ou Prezidan Komisyon anti kòripsyon ak etik. Kidonk, mesye senatè konteste, ou pran tout moun nan popilasyon an pou enbesil. Eske w bliye si w te nan palè pandan tout rejim tèt Kale a ap bay ekip sila a konsèy, kouman pou yo gagote pi byen kòb Petrocaribe ya ak lòt? Apre tout tan sa a ou sot pase nan Palè pami gagotè yo, ki kalite ou genyen jounen jodi a ki ta ka otorize w rele konplis ou yo, mande yo eksplikasyon sou gagòt yo te fè? Eske wap rele tèt ou dabò kòm konplis pou vini bay pèp la eksplikasyon sou gagòt patnè w yo nan pouvwa tèt kale a fè nan lajan leta a? Ak ki entansyon w kouri antre tèt ou nan Komisyon Antikòripsyon ak etik, anplis pou w ta vini prezidan l ankò? Eske se pou w ka jwenn yon mannyè pou rive mete men sou tout dosye kòripsyon patnè w yo epi elimine tout dosye sila yo pou ampeche lajistis mete kòd nan kou pa w ak patnè kowonpi w yo? Eske tou, se yon mannyè pou ta rive pwoteje ak lave patnè kòwonpi w yo ?

Kandida makanda

Voye m
Vire m
Woule m
Bèl diskou likou
pou m bat bravo

Vire m
Voye m
Woule m
Bon dyòl dou venime
pou rale m sou ou
nan toudisman tèt vire

Woule m
Vire m
Voye m
Bèl pwomès
Vègle je m
pou m vote
mizè m
malè m
grangou m
touni m

Ou ta sanble bliye Richard Morse (RAM) ki se bonjan kouzen Michel Martelly te oblije kouri kite Palè nasyonal akòz li te revòlte devan kantite vòl ak kòripsyon ki tap taye banda nan Palè nasyonal. Lè sa a ki kote w te ye, mesye senatè konteste? Ou pat gen je lè sa a pou w te wè menm jan ak Richard Morse Koripsyon sa yo nan palè kote w tap bay konsèy la? Nou vle fè w konprann, popilasyon an pa enbesil jan w panse-l la. Nou konprann ou!!!

Nou pwofite felisite w paske nou tande w di ou te fè Fritz Mevs ekri w yon lèt eskiz epi w te fèl peye w twa san mil (300.000) dola meriken pou difamasyon li te fè sou ou, lè li tal di nan Anbasad meriken isit ou genyen bonjan relasyon ak kèk dilè dwòg kolonbyen epi w tap pare pou w mete kanpe ansanm ak yo yon antrepriz kriminèl nan Peyi Dayiti. Pou kisa, mesye senatè konteste, ou pa fè menm jan an nan ka jounalis sila yo pou ou pote plent pou yo akòz gwo akizasyon yo fè sou ou ? Lè sa ou ta ka rive fè plis pase twa san milyon (300.000.000)?

Mesye senatè konteste, nou panse w gen 2 chwa se oubyen ou trennen Jounalis sila yo douvan lajistis si w estime yo ta fè manti sou ou. Lè sa a wap demisyone pou ou tann yo blanchi w anvan ou tounen ankò nan palman an, oubyen si w pa ta anmezi pou trennen yo douvan lajistis, lè sa a wap oblije mete w rapidman disponib pou lajistis. Annatandan, Mesye senatè konteste, ou pa gen kalite pou w ka kontinye syeje nan palman an ni nan okenn komi-

kout baton m
prizon m
kacho m
lanmò m
Touwa sent solèy!
Chou chou chou!
M fout di chou ankò !
Kandida makanda
Yo voye w
Tounen kote w soti a
Di kayiman 52 zetwal yo:
Mèt tèt ou
di li
nan peyi sit
zonbi a revòlte
li dezòmpe
li deklare
li pa p manje san disèl ankò
nan men bakonyè
tyoulo dyòl monte

Seveti Bondo

E si nou deside reve je klè?

Guy-Gérald Ménard

Depi dikdantan Ayisyen ap repete: Ayiti se premye repiblik nwa endepandan. Se sèl kote yon revolisyon esklav triyonfe pou kapote yon sistèm politik ak ekonomik degradan pou byen tout limanite. Nou renmen bat lestomak nou, ak rezon, pou di nou se pitit Touden, Desalin ak Kapwa. Sepandan, de syèk apre 1804 kisa nou reyalize? Nou pase tan nou ap goumen, konplote, fè gèsivil, bay koudeta san nou pa rive tabli sa yo rele yon leta/nasyon. Kote tout sitwayen rekonèt yon seri valè sosyete a adopte epi defann nan kad yon pwojè nasyonal. Jodi a nou tout konstate nan ki sitiwayen malouk peyi a ye. Jan tout kalte katastwòf ap menase nou. Anpil vwa leve nan plizyè sektè, nan diferan kominote, anfavè yon elan patriyotik pou yon sovta nasyonal. Malgre sa nou bay enpresyon nou kanpe ap gade peyi a ki kontinye ap plonje nan labim, pandan youn ap gade lòt pou wè kilès k ap peze fren. Yo toujou di gen moun ki pran rev yo pou reyalite. Men tou, listwa montre nou se sou rev yo bati reyalite.

Nan konjonkti aktyèl la tout je branche sou Ayiti akòz yon koze eleksyon. Sa ki pou , sa ki kont, etranje ki ap foure bouch yo nan sa ki pa gade yo, politisyen ki ap fè piwèt, elektè ki ap founi je gade. Sa ki pran pòz grantoryan pou bay lòd. Sa ki mete yo an pozisyon koulèv pou pran lòd. Sa ki ap chante etranje pa mele. Nan tout rale mennen vini sa, ala se ta yon bèl bagay si nou ta mete rechany granmoun nou sou nou, nou di tout moun lavoum epi nou pran responsablite nou fè sa pou nou fè. Pouki nou pa pran tan nou pou evalye kòm sadwa sa ki te pase tout bon 9 out ak 25 oktòb 2015. Apre sa deside si eleksyon sa yo te valab osnon si yo merite anile. Tabli laverite sou akizasyon fwod ak koripsyon yo epi pini koupab ki merite sanksyon. Oka gen yon dezèmè tou ki pou fèt, deziyen kandida ki ap patisipe yo. Itilize etidyan ak fonksyonè leta, apre fòmasyon ki nesesè, pou asire fonksyonman BEK, BEV, BED. Pran dispozisyon pou finansman, jesyon ak rezilta eleksyon yo gen yon karaktè nasyonal soutoutlaliy. Epitou se

syon ale wè komisyon Antikòripsyon ak etik la.

N ap fini pou fè w konnen, jan pwovèb la di sa *lafimen pa leve san dife*. Si se vre ou ta gen eskadwon lanmò, n ap pwofite fè w konnen nou lage nan men w, lavi tout dirijan, manm òganizasyon ki siyen lèt sa a ak tout lòt kanmarad k ap kontinye denonse move zak ou nan peyi a pou w kontinye kenbe Pèp la nan mizè, malsite ak move lavi.

Oganizasyon ki siyen yo : **Cercle D'Etudes En Littérature Gramscienne (Sèk Gramsci) / Walner ONSA**
Gwoup k ap Reflechi sou Pwoblèm Sosyal yo (GREPS) / Frantz Junior Mathieu
LAKOU / Sabala Calixte
Union Nationale Des Normaliens D'Haïti (UNNOH) / Josué Mériilien
Mouvman Demokratik Popilè (MODEP) / Guy Numa
Mouvement De Liberté, d'Egalité Des Haitiens Pour La Fraternité (MOLEGHAF) / Oxygène David
Gwoup Rechèch ak Apui pou Devlopman Kolektivite Teritòryal yo (GRAD) / Yvton Louis

Kopi konfòm pou :
Biwo sena konteste a
Laprès
Oganizasyon Dwa Moun yo
OPC



mete kesyon souvrennte nasyonal la alòddijou. Kesyon sa pa negosyab. Sa dwe klè kou dlo kòk pou tout moun.

Sa fè plis pase desan lane oligachi nan peyi isit ap ame mas popilè pran pouvwa sou do pèp. Rezilta : kouch defavorize yo pa cheve nan soup lè boujwa ak grandon monte opalè pou separe kopyèz sou tab Leta. Pou di nou ta dòmi leve wè pati politik ki di y ap goumen pou chanjman tout bon mete ansanm pou batay jouk li jou pou bati yon lòt Ayiti ? Pou nou ta jwenn yon bon pati nan MAS yo òganize yon LAVALAS militan kòrèk ak PITIT DESALIN yo pou al ranfòse KAN PÈP la epi mete kanpe yon gwo MOUVMAN PATRIYOTIK DEMOKRATIK POPILE ki pou bay pèp ayisyen laviktwa sou fòs fènwa antichanjman yo. Se sèl lè sa n ap anmezi pou kwape kolera, fini ak analfabetis, konbat ensèkirite, pwoteje anviwonman an, bay laswenyay, refòm edikasyon, pini vyolans sou fanm ak timoun, fè respekte dwa moun, refoule prejiye, divòse ak eksklizyon, reyalize desantralizasyon, ankouraje pwo-diksyon nasyonal, delivre lajistis, koupe fache ak koripsyon, kòlte ak lavichè, diminye chomaj... Nan yon peyi ki rele nou chèmèt chèmetrès.

Epoutan, nou konnen nanpwen tontonnnwèl ankò. Yo pa fè pèp kado libète ; libète se pou pèp ki vanyan. Si nou vle chanjman se mare ren nou sere, touse janm kanson nou. Gen yon pawòl ki di : lespswa fè viv. Ebyen, an nou viv pou n espere.

Pou di yon jou nou ta dòmi leve wè pati politik ki di y ap goumen pou chanjman tout bon mete ansanm pou batay jouk li jou pou bati yon lòt Ayiti ?

Verite

Pipirit chante
Chodyè lakay grannèg
Fè chwè
Solèy leve
Solèy kouche
Malerèz kouche vant plat
Anba lakou mizè nwè
Fènwè chante
Lapli danse kongo
Grenn madichon vole
Tankou malfini nan lizyè granbwa
Gran kanson rete nan riyèl kòlèt monte
Nimewo sanwont
Tripotay janbe mi kay vwazinay
Kouwè koulèv janbe
Lantouray papa lwa
Bourik ranni
Nan savann ginen
Marengwen krazè pengwen
Men tristès ap tann
Mèt chimen
Nan kalfou pa di sa

Margareth Lizaire

Le sacré accord du 6 février et la constitution de 1987 : le paradoxe de l'être politique haïtien

Par Nicodem Jean-Baptiste

Dans son intervention le lundi 11 avril à l'émission "di l jan lye" sur les ondes de radio Ginen (92.9 FM), le sénateur du département de l'Artibonite Carl Murat CANTAVE demande au président Jocelerme PRIVERT de respecter l'accord du 6 février: « les hommes de loi demandent le respect de l'accord, PRIVERT est un esclave de l'accord dont il est issu » précise t-il. Une telle assertion pourrait paraître vaniteuse aux yeux de certains, dans la mesure où celui qui l'a énoncé se veut, se croit être représentatif de tous les hommes de loi. Toutefois, nous ne voulons aucunement dire que ce dernier est le seul des honorables à soutenir une telle position vis-à-vis du président provisoire. D'autre part, le parlementaire précise que l'accord n'a été ni amendé, ni officialisé, encore moins rejeté. Il dit PRIVERT être ainsi esclave et de l'accord et de la loi en même temps! Autrement dit, il serait l'esclave de deux maîtres qui s'excluent mutuellement, ou du moins, qui sont radicalement opposés!

Ici, certains pourront s'interroger sur le comment et les retombées d'un tel énoncé. Il est évident qu'une telle position demande une attention soutenue, non pas en référence au degré de sévérité ou de véracité dont elle est porteuse, mais plutôt au paradoxe qu'elle met en scène, qu'elle cristallise dans les débats sur la crise de la politique actuelle. C'est pour le saisi d'un tel mouvement qu'on tente de déployer ici tout un arsenal de questions:

Comment un homme de loi peut-il soutenir la loi ainsi que ce qui cherche à exister en dehors de la loi, en même temps?

Est-ce renforcer la constitution en soutenant le respect d'un accord qui brandissait la mise en veilleuse de cette



Le sénateur du département de l'Artibonite Carl Murat CANTAVE

dernière?

Quel geste pourrait nous conduire à l'intérieur et de l'accord et des normes constitutionnelles? Quels sont les secteurs qui étaient engagés dans l'élaboration d'un tel accord?! Réussira-t-on à faire cohabiter l'accord avec la constitution?

Pour répondre à la problématique de départ, l'étudiant en sciences juridiques (IIIème année) Venson VILCERON trouve illogique qu'un parlementaire ait une position qui promeut l'inconstitutionnalité, parce que selon lui, ce dernier devrait-être celui qui lutte et cherche à chaque instant à ce que la constitution soit respectée, ou du moins, à ce que l'on revienne au plus vite possible à l'ordre constitutionnel. Cependant il dit reconnaître qu'à certains moments de crise, on se voit obligé de mettre en veilleuse la constitution en établissant un accord afin de sortir de la crise. Et l'accord du 6 février est de cette nature. De son côté, Charlotino Mathildson CHARLOTIN étudiant également en sciences juridiques (IIIème année) dit être lui pour le respect de l'accord, car selon lui, c'est la seule voie pouvant non seulement combler le vide constitutionnel qui a eu lieu, mais aussi

nous reconduire à la constitution. Tout en précisant que l'accord ne saurait annuler quelques acquis constitutionnels.

C'est ce que soutiennent beaucoup de férus de droit aujourd'hui. Mais qu'en est-il de ceux qui prônent l'aller retour, c'est-à-dire de l'accord à la constitution, de la constitution à l'accord, à chaque instant comme le parlementaire CANTAVE?

Ici, il serait intéressant de comprendre la relation entre le droit et son extérieur -c'est-à-dire l'accord. Tenant compte de la réflexion de Hans Kelsen (1962) nous pouvons avancer qu'« en accord avec le caractère dynamique de l'unité des ordres juridiques, une norme est valable si et parce qu'elle a été créée d'une certaine façon, celle que détermine une autre norme ; cette dernière constitue ainsi le fondement immédiat de la validité de la première. Pour exprimer la relation en question, on peut utiliser l'image spatiale de la hiérarchie, du rapport de supériorité-subordination : La norme qui règle la création est la norme supérieure, la norme créée conformément à ses dispositions est la norme inférieure. L'ordre juridique n'est pas un système de normes juridiques placées toutes au rang, mais un édifice à plusieurs étages superposés, une pyramide ou hiérarchie formée (pour ainsi dire) d'un certain nombre d'étages ou couches de normes juridiques » (p.299). Il est clair que pour cet auteur le droit ne reconnaît pas son extérieur et tient son origine de la norme supérieure. Ainsi, l'accord comme extériorité ou geste politique visant à remplir un vide ou résoudre un conflit ne peut en aucun cas produire du droit, remplacer le droit, ou encore servir de boussole à ceux et celles qui se disent gardiens ou gardiennes de normes constitutionnelles. A moins que cet accord-là les

suite à la page(16)

L'état haïtien dans tous ses états !

Par Alix Lamarre

Collection d'anecdotes de mes expériences avec les employés (contractuels?) de notre chère administration publique.

Le ministère du commerce et de l'industrie et celui du tourisme

Ces deux ministères partagent le même bâtiment au Champs de Mars, non loin des Pompiers de Port au Prince (ces pauvres pompiers, Gael Painson pourrait vous expliquer leurs dysfonctionnement, (camion en panne, espace sale, exigü, sans électricité, comme tous nos services publics, quoi !)

Un ancien ami et moi avions décidé d'investir dans un service de buanderie à Pétion Ville. Il nous fallait établir l'état des lieux. Combien d'établissements offraient déjà ce service dans l'Aire Métropolitaine, mais particulièrement à Pétion Ville? Si vous ne le saviez pas déjà, l'Aire Métropolitaine est composée des villes (villages?) suivants:

« Kenscoff, Croix des Bouquets, Cité Soleil, Delmas, Port-au-Prince, Carrefour et Pétion Ville ». Ils (l'état incohérent) ont décidé d'ajouter Tabarre; ce qui porte le nombre de communes de l'Aire Métropolitaine à 8, avec au moins 3.5 millions d'habitants. Aucune institution du pays, même celles qui ont pour vocation de recenser la population, n'est sûre de ces chiffres ; mais avec quand même un niveau de

confiance de 5%. Le dernier recensement de la population donne 10 millions et 200 mille habitants en 2003. Selon L'IHSI notre population sera d'environ 16 millions dans 34 ans soit en 2050. Pour le moment notre population, vu son taux de croissance, est à 11 millions d'habitants, ou 1,000, 000 en plus qu'en 2003.

Comment savoir quel établissement offrait ce service? Le Ministère du Commerce bien sûr. Ne sont-ils pas les récipiendaires des rapports quotidiens de la DGI faisant état des patentes collectées? Connaissant notre milieu où l'informel est la norme notre stratégie sera d'ajouter au moins 30% à la liste officielle que l'on aurait obtenue. La patente est une obligation de la loi. Elle est exigible à toute personne physique ou morale qui exerce en Haïti une activité professionnelle non salariée. Elle est due pour chaque établissement du contribuable. [Pour plus de détails se rapporter à]: <http://lenouvelliste.com/lenouvelliste/article/127753/Une-patente-pourquoi-faire.html#sthash.R9a-rET7M.dpuf>

Alors un beau jour de l'année 2011, je me rends au "CHALMAS" (dixit Maurice Sixto) pour obtenir la liste des buanderies et de blanchisseries de l'Aire Métropolitaine.

Il faut dire en passant que cette information est très importante et pertinente pour la protection de l'environnement. Ces établissements, à l'exception de quelques uns (à Pétion Ville particulièrement) fonctionnent avec le

charbon de bois comme combustible, je ne peux l'affirmer avec certitude ; mais je pense qu'ils sont probablement les plus grands consommateurs de charbon dans l'Aire Métropolitaine. Un effort concerté de l'État pour convertir tous ces établissements à des alternatives énergétiques diminuerait considérablement notre éternel déboisement en réduisant la demande. Allez donc rêver.

Alors en ce beau jour, je pénètre dans la cour des Ministères. Je me rends dans le grand bâtiment plus ou moins moderne. La réceptionniste m'explique que le service des statistiques (disons le service qui détient les chiffres) se trouve à l'arrière du bâtiment principal.

Quand je me rends dans cette cour, je constate avec satisfaction l'utilité du programme Avances et Prêts du projet conçu par Hugo Chavez, Pétro Caraïbe, qui par le truchement de prêts et d'avances fournit des fonds à de multiples pays de la région. (Ce projet est sérieusement menacé par la baisse des cours pétroliers mondiaux et par les problèmes de politique interne au Venezuela. Ce bâtiment est un exemple de projets qui apportent une valeur ajoutée au pays moyennant sa bonne utilisation. Pour le moment, vu le dysfonctionnement de l'état, c'est un gaspillage de notre argent.

Je remarque aussi une dizaine d'employés ou de badauds dans la cour, celui-là fumant une sèche, celle là au téléphone (gade yon zouti !), tous les Haïtiens quelque soit leur

suite à la page(15)

L'impératif de juridiciser la vie politique en Haïti

Par Louina VOLCY

De nos jours, la doctrine publiciste est unanime à reconnaître l'importance croissante de l'enjeu juridique dans les sociétés contemporaines. Désormais, les rapports sociaux sont amenés à se couler dans le moule du droit, à se plier à la forme juridique et à utiliser le langage du droit (1). Il ressort que la confiance absolue placée dans le droit entraîne l'élargissement incessant du champ de la juridicité, aussi bien dans la société toute entière que dans l'ordre politique. La juridicisation de la vie politique traduit l'idée que le jeu politique puisse se soumettre au respect de la règle de droit, que les enjeux politiques soient transcrits en termes juridiques, que les problèmes soient abordés dans le langage du droit et traités à travers les catégories de l'entendement juridique. Juridiciser la vie politique revient à faire du droit une ressource dont les acteurs politiques ne peuvent plus se passer et une arme privilégiée dans le combat politique. Il s'agit de faire en sorte que les arguments politiques soient coulés dans le moule du droit et de parvenir à ce que le professeur Louis FAVOREU appelle « la politique saisie par le droit » (2). Une fois encadrée par la règle de droit, la vie politique sera stable, pacifiée, apaisée, sereine et facteur de progrès socio-économique.

Cela établi, la juridicisation de la politique haïtienne se révèle un impératif, voire un impératif catégorique. Cette impérativité résulte du fait que le jeu politique haïtien est rebelle à l'idée d'être encadrée par les normes juridiques, que les acteurs politiques sont réticents au fait de se soumettre au respect de la règle de droit et que le système politique du pays est réfractaire à la logique que le droit puisse le réguler. Il résulte que le pays est pris en otage par la politique tandis que c'est la politique qui devait être prise en otage par le droit.

Si l'on dresse le bilan politique de notre périple démocratique pendant les 30 dernières années, il sera ostensiblement désastreux. L'instabilité politique, avec tout son long cortège de conséquences fâcheuses pour le pays, est la marque de fabrique #1 du système politique adopté après la dictature des Duvalier. Cette situation politique instable, violente, surchauffée provient de la violation par action et par omission de la Constitution, fondatrice de la validité de l'ordre juridique haïtien et norme originaire organisant la transmission et l'exercice du pouvoir. Les différentes et problématiques opérations électorales organisées en Haïti de 1987 à nos jours ont conduit le pays sur la voie de l'instabilité chronique, alimentée par les grandes perturbations politiques ayant secoué les différents quinquennats qu'Haïti a connus depuis 1988.

Dans ce même ordre d'idées, il importe de noter que la vie politique en Haïti est caractérisée par un climat d'impunité politique, électorale, financière et administrative. Les violations des règles constitutionnelles, électorales, administratives et financières sont légions. Les fraudes électorales, les actes de corruption et de malversations, les fautes graves et les excès de pouvoir semblent s'ériger en des pratiques normales. De plus, il est pitoyable de constater qu'aucun procès ne soit engagé contre les présumés responsables de ces actes. Le système politique haïtien n'est pas allergique aux différents cas d'impunités que connaît le pays. Contre toute attente, il se conforme à la volonté des violateurs des règles de droit et se transforme, par la même occasion, en un régime d'impunité.

En Haïti, la politique s'organise généralement au dessus ou en marge des impératifs du droit. Les luttes po-

litiques se déroulent en dehors des limites fixées par les règles juridiques. Les acteurs politiques étatiques et non étatiques préfèrent verser dans l'arbitraire au lieu de se courber aux injonctions des normes juridiques. Ils ignorent que c'est le droit qui préside à l'encadrement de la politique, bien qu'il revienne à cette dernière de donner naissance à la première. Le droit, une fois édicté par la politique, est appelé à la réguler et à encadrer son fonctionnement jusqu'à ce que les acteurs politiques décident de le changer, de le modifier ou de l'adapter à de nouvelles réalités. Le refus de la politique haïtienne de se soumettre au droit conduit à l'instabilité politique, laquelle porte les germes de blocage du processus de développement économique et de progrès social.

À ce carrefour crucial de notre histoire de peuple, la juridicisation de la vie politique haïtienne est un impératif catégorique, une nécessité absolue. Pour y parvenir, de nombreux efforts et d'énormes sacrifices sont à consentir. Cette juridicisation passera inéluctablement par la création d'un pouvoir juridictionnel haïtien véritablement indépendant et neutre et par la sacralisation du juge, qui, investi du chapeau du ministre de la loi et du rôle de gardien des valeurs démocratiques, devra être patriote, compétent, intègre, soucieux du bien-être collectif, autonome et indépendant. L'opérationnalisation du pouvoir juridictionnel haïtien est tributaire de la mise en œuvre de la justice constitutionnelle et de la justice politique, du fonctionnement régulier de la justice judiciaire, de la justice financière et celle administrative et de l'indépendance de la justice électorale. Il s'agit de faire de la justice un véritable pouvoir avec lequel les politiciens, les candidats, les élus et les citoyens sont tenus de composer.

En effet, la juridicisation de la vie politique haïtienne doit passer, tout d'abord, par la protection juridique et juridictionnelle de la Charte fondamentale. Pour ce faire, il faut la mise en œuvre de l'instance chargée de sanctionner les violations de la Loi-mère. Les lois qui portent atteinte à l'hégémonie de la Constitution doivent pouvoir être retirées de l'ordre juridique. En contrôlant la conformité des lois adoptées par les parlementaires, les juges constitutionnels ne feront que garantir le respect de la souveraineté constituante du peuple qui est au principe même de la démocratie. Les Députés et les Sénateurs seront obligés de prendre en compte les interdictions et les prescriptions de l'instance chargée de protéger la Constitution. Les juges constitutionnels deviendront un acteur à part entière du jeu politique car leurs interventions seront intégrées, par anticipation, dans les calculs politiques. Dans un autre registre, il conviendra d'assurer le fonctionnement régulier de la justice judiciaire en la rendant beaucoup plus proactive car elle est un pilier indispensable de la juridicisation de la vie politique. Dans cette perspective, il faudra augmenter l'accessibilité à ladite justice, garantir son autonomie financière en la dotant d'une enveloppe budgétaire considérable, améliorer les conditions de travail dans les cours et tribunaux et diminuer sinon moderniser les procédures chronophages qui découragent les justiciables haïtiens à rester en justice.

Ensuite, la juridicisation de la vie politique passera par le respect des règles du droit administratif haïtien. Cette juridicisation sera l'œuvre d'une justice administrative capable de réformer et d'annuler les actes des responsables de l'Administration publique non conformes aux lois et règlements de la République. La violation du droit

suite à la page(16)

Mieux vaut être mangeur que mangé...! (1)

Par Robert Lodimus

« J'ai dit des vérités aux hommes; ils les ont mal prises; je ne dirai plus rien. »

(Jean-Jacques Rousseau)

M. Jocelerme Privert a-t-il vraiment décidé de nager à contre-courant des exigences et recommandations politiques des États impériaux qui lui somment – *par l'entremise des missions diplomatiques déployées à Port-au-Prince* – de respecter strictement, à la lettre, les stipulations de l'accord du 6 février 2016 ?

Le président issu du coup d'État du 14 février 2016, après avoir consulté les groupes politiques victimes du processus vicié des scrutins du 9 août et du 25 octobre 2015, semble vouloir suivre la voix de la raison. Le « magistrat suprême » martèle dans ses interventions privées et publiques que le destin, l'avenir de la « bête » du Conseil électoral délinquant doit être confié à une « Commission de vérification et d'évaluation ». Et même là encore, la situation politique liée aux mascarades électorales continue de manquer de visibilité. L'atmosphère de discord n'est pas éclaircie. Il paraît donc évident pour les observateurs de la crise – *et ont-ils tout à fait tort ?* – que la présidence provisoire controversée abuse du temps qu'elle s'est alloué.

Et pour quels motifs ?

Seuls Privert et les membres hétérogènes de son cabinet savent, jusqu'à présent, où ils veulent conduire le pays. L'unique exploit réalisé par l'ex-sénateur, devenu président de la République au moyen d'un vote irrégulier, illégal, inconstitutionnel et barbare, c'est d'avoir réussi à inventer une « recette politique » tout à fait inusitée : dorénavant au palais national, où duvaliéristes, prévalistes, aristidistes, journalistes opportunistes, se côtoient, se serrent la main, déjeunent, dînent et soupent ensemble tous les jours. Sans se battre en duel. Il ne faudrait pas davantage s'en étonner. Jocelerme Privert et sa nouvelle clique de collaborateurs se sont ralliés au Core Group, aux charognards du PHTK, pour poignarder les masses haïtiennes dans le dos. Une fois encore, les efforts des compatriotes pour orienter la marche du pays vers le couloir d'une « Révolution » sociale, politique, économique et culturelle sont retardés. Le peuple n'a pas de leaders véritables. Mais des adeptes du « je-m'en-foutisme » qui cherchent



La représentante spéciale de l'ONU et cheffe civile de la force d'occupation la Minustah, Sandra Honoré et le Président provisoire Jocelerme Privert



Les deux scrutins du 9 août et du 25 octobre 2015 ne peuvent connaître un sort différent de celui de l'annulation.

à accéder à une fonction politique quelconque dans le seul but de s'assurer un revenu salarial – *régulier ou occulte* – qui leur permette de se mettre à l'abri de la misère avec leur épouse, leurs maîtresses et leurs progénitures. Ce sont ces « racailles-là » que Graham Greene appelle les « comédiens ». Et coïncidence bizarre, ils disposent même de leurs « Ti Pierre » dans les « stations de radiodiffusion » et dans les « quotidiens » qui déconcent. Bavent. Et se masturbent de « satisfaction honteuse », d'« orgueil ridicule » et de « suffisance intellectuelle aveugle ». Existe-t-il des femmes et des hommes

de combat et de conviction idéologique sur la scène politique de la République d'Haïti, comme aux temps des saisons regrettables qui firent la gloire et l'honneur de nos devanciers patriotes ? Des citoyennes et citoyens qui ont su défier leurs bourreaux, *préméditer la mort* pour *désapprendre* à se soumettre à la *servitude outréante*, comme le commande la vision « montagnienne » de la *liberté* et des *droits individuels* ?

Montaigne écrivit : « La préméditation de la mort est la préméditation de la liberté. Qui a appris à mourir, a désappris à servir... » Exactement ce qu'ont réalisé les grandes figures historiques – dont les deux dernières encore en vie, Fidel et Raul Castro – pour chasser les impérialistes qui pensent pouvoir dicter leur « loi hégémonique » aux pays de la périphérie, et qui aujourd'hui se sont réincarnés à Port-au-Prince dans la peau de Kenneth Merten, Peter F. Mulrean, Sandra Honoré...

Les antécédents politiques de Jocelerme Privert, de Rony Gillot et de beaucoup d'autres politiciens qui ont rejoint la présidence du 14 février 2016 n'habilitent pas les bénéficiaires du régime de facto à jouer le rôle de Napoléon Bonaparte, quand celui-ci déclara : « La France a compris que je n'étais sorti de la légalité que pour entrer dans le droit... » Napoléon Bonaparte – qui me répugne personnellement pour les raisons que nul n'ignore – a réécrit les pages de l'histoire de la République française. Il mit en déroute ses comploteurs qui se furent retranchés au Parlement. Et la phrase significative que nous retenons du général belliqueux : « Mon épée est à mon côté, et avec elle j'irai loin. » Lorsque les députés évoquèrent la Constitution afin de dissuader Bonaparte à s'emparer du pouvoir par la force, l'homme ne se laissa pas attendre et leur dit. Max Gallo rapporta les paroles du général Bo-

Une simple vérité à Monsieur Jean-Robert Fleury...



Jean-Bauvois DORSONNE, ministre de l'éducation nationale et de la formation professionnelle

Par Welsman GASPARD

Une Mauvaise plume...
Monsieur Votre plume ne vaut rien... Vous pourriez gagner autrement et dignement !

J'ai été surpris, en feuilletant le numéro 39692 du lundi 11 et mardi 12 avril 2016 (*Le nouveliste*), d'une parole déconcertante, conservatrice et réactionnaire de votre article : *Un lourd héritage pour Dorsonne*.

La légèreté d'une écriture ne peut léguer qu'un léger héritage (« intellectuel »). Les plus simples des gens sont capables de voir la portée rétrograde et réactionnaire d'un Géronte déphasé qui est en train de crier là il ne faut pas et de penser panser la plaie en mettant le pansement sur la partie saine. Encore la faute à vous, vieillots, qui avez construit un système sur l'exclusion et la mise à l'écart systématique des déshérités que vous appelez « autres ». Vous les faites naître en servant vos maîtres et en laissant reproduire une poussière plus réactionnaire et plus anthropophage.

Je ne crois pas que vous ayez vu la dimension immorale de ce que vous avez fait de ce pays en écrasant son épine dorsale. C'est-à-dire sa capacité de reproduction qui avoisine la stérilité. Ceci, pris dans un prisme sociologique, est une reproduction à la négative exponentielle devenant une « machine infernale » pour reprendre le titre de Jean Cocteau. Vous faites de mon pays un cycle infernal pour « nous autres » (nous, étudiants, sommes inclus dans vos autres construits) parce qu'étant en purgatoire vous rendez plus délicieux le paradis des maîtres.

Je n'ai pas à démentir des mensonges aussi évidents parce que je gaspillerai mes mots de vérité à l'endroit d'un insensé qui se trouve dans le ventre pourri de la bête. Je préfère relever le problème de celui-ci qui se vend et qui s'aliène en disant des choses odieuses et ceci au détriment du dur travail de certaines gens honnêtes qui ont combattu la dictature noire duvaliériste avec énergie.

Aujourd'hui, je ne saurais laisser passer cette annonce de carnage contre des jeunes dignes qui ont fait des études et qui savent lire. On n'a pas de raison de se manifester, c'est-à-dire toute manifestation devant ou à l'intérieur du Ministère est passible de mauvais traitement (Répression, bastonnade, tuerie !) ? Vous faites des **violences** à tout bout de champ sur nous et notre réaction de revendication légitime est toujours la surface à juger. Mais ce qui est sûr c'est qu'on sait que vous refusez aux normaliens d'entrer dans le système, car ils ne sont pas des jouets politiques. Ils savent lire !

Je vous rappelle que vous n'êtes investi d'aucune autorité pour nous dire quoi faire. Ainsi, nous tenons à signaler à monsieur Jean-Bauvois DORSONNE, ministre de l'éducation nationale et de la formation professionnelle, que nous sommes des jeunes qui comprennent qu'il est entouré d'un ensemble de « lèche-bottes » qui ne font que chercher des intérêts mesquins. Ces types agenouillent notre pays en injectant du poison dans ses veines déjà fébriles. Qui pis est, ils sont en train de vous faire passer pour un *incompétent, un incapable*. On est de bonne foi, et on attend votre parole qui soulagera un tout petit peu le pays des maux incommensurables et innombrables bien sûr inacceptables des mauvais larrons.

Heureusement nous sommes des **sujets** et nous serons toujours là à adresser cette requête noble, méritoire, humaniste pour le bénéfice immédiat des enfants déshérités comme nous et pour le bénéfice du pays en ce que cela servira à un redressement moral de la pente infernale qu'ils ont dressée contre la vie, l'amour, la pensée, la culture...

Résister est vital quand cela apportera sans aucun doute la fraîcheur de la rosée des Gouverneurs ! Compère Soleil, sois le Général qui apparaît et qui donne le ton car ta lumière nous permettra d'atteindre à coup sûr l'homme-lumière qui est le bout de la traversée...
Vive notre Nomination !

Welsman GASPARD, Etudiant/Normalien Supérieur.

naparte dans son ouvrage *Le chant du départ* : « La constitution ? Vous siedo de l'invoquer ? Et peut-il être encore une garantie pour le peuple français ? La Constitution ? Elle est invoquée par toutes les factions et elle a été violée par toutes ; elle est méprisée par toutes. »

Napoléon Bonaparte et son armée pénétrèrent dans l'enceinte du Parlement avec leurs chevaux et chassèrent les « députés conspirateurs » qu'ils dénommèrent les « proscriptionnaires ».

Max Gallo raconta encore : « Na-

poléon se penche, donne un ordre au général Leclerc. Les grenadiers s'ébranlent. Les tambours battent la charge, se dirigent vers l'Orangerie. On voit des députés du conseil des Cinq-Cents enjamber les fenêtres, laissant tomber leur toge rouge, se débarrassant de leur toge blanche, s'enfuyant dans le parc. Et l'on entend Murat crier : « Foutez-moi tout ce monde-là dehors ! » (1)

La France ne vénère-t-elle suite à la page (14)

JETCO
Shipping



- Boxes, Barrels, Containers
- Cheapest Rates & Best Service
- Door to Door Service to All 10 Haitian Departments
- Shipping within 6 Weeks

Etienne Victorin

963 Rogers Avenue
Brooklyn, NY 11226

Office: 718.856.2500
Cell: 347.998.7112

RUSH SERVICE
SAME DAY MOST

TRANDUCTIONS
TRANSLATIONS
RESUME PREPARATION

FAX SERVICE
HAITI & CARIBBEAN

TAXES EMPLOYEE
DRIVERS
BABYSITTERS
CURRENT & BACK YEARS SELF-EMPLOYED
FILED YEAR-AROUND

K-EXPRESS
lakay se lakay

1864 NOSTRAND AVE
CORNER NEWKIRK, BROOKLYN, NY
OPEN MON-SAT 9 AM-6 PM
347-406-7823 / 718- 284-3156
FAX 347- 529-2593

Haiti President Calls for Electoral Verification Mission Opposed by International Donors



Haiti's Interim President Jocelerme Privert now backs an electoral verification commission but is facing stiff opposition from Washington and right-wing Haitian parties.

By Jake Johnston

Interim President Jocelerme Privert has announced his intention to move forward with the creation of an electoral verification commission. But the commission faces significant pushback from Washington and its allies, who provide the bulk of the funding for Haiti's elections, and from Haitian politicians connected to former president Michel Martelly.

Responding to the "unanimous expression" of civil society and political leaders, Privert declared on Apr. 11 that a new round of consultations would be held, aimed at establishing common terms of reference and identifying potential members for a verification commission. [Three of the five have now been selected. - HL] The body, which has yet to be formally organized, would be tasked with reviewing previous election results and electoral court decisions before moving forward with the as-yet-unfinished electoral process. A verification process is necessary, Privert said, to establish confidence and encourage "players to trust the [electoral council] and to participate in the upcoming elections."

Political and civil society leaders have long demanded a verification commission, after earlier elections in 2015 were marred by violence and widespread reports of fraud. Official results from the first round of voting put then-President Martelly's handpicked successor, Jovenel Moïse, in first place, followed by Jude Célestin in second place. Célestin joined with other opposition candidates, demanding a verification and other changes to the electoral system before agreeing to participate in a runoff. On Apr. 6, the coordinator of Célestin's party LAPEH told the Haitian press that they would not participate in any second-round election without a verification commission first being established.

In response to Privert's announcement of the commission, supporters of Jovenel Moïse have taken to the streets to denounce the move. They argue that the process will be used as a smokescreen to remove their candidate from the race. Moïse's hostility to a verification is shared by the U.S., the European Union and United Nations, all of which have come out against the verification commission and have urged Haitian authorities to complete the electoral process as soon as possible. "That's one reason why the U.S. did not want to hear about verification ... they know it will create fears" among Martelly's supporters, an international official involved in the electoral process told me. On Apr. 7, some 60 leaders and organizations in the Haitian diaspora wrote to Secretary

of State John Kerry, urging the U.S. to support a verification.

"We believe ... a new assessment, or even verification, is not necessary," U.S. Ambassador Peter F. Mulrean told the Haitian daily *Le Nou-*



U.S. Ambassador to Haiti Peter Mulrean says "a new assessment, or even verification, is not necessary," and Washington is starting to close the aid spigot to Haiti.

velliste in early April, adding that additional financing for Haiti's electoral process would be reassessed after seeing how the question of a verification commission was answered. "The last card to avoid a verification: no money," said the international official. International donors have also withheld budget support from financial institutions like the Inter-American Development Bank and World Bank.

The stance of the international powers leaves many in Haiti puzzled. Pierre Esperance, the director of a prominent human rights organization and head of a local electoral observation mission team, wondered, "how can Haiti go to the second round without a verification?" Trying to push forward without a verification is likely to lead to a repeat of the street protests that rocked the capital almost daily in late 2015 and early 2016, and that contributed to the election's cancellation in the first place.

"The verification process must take place. There is an awful lot of suspicions that there was fraud in that election process, and it would not suit any government that is elected without a verification process because there would always be that suspicion," Sir Ronald Sanders, an Antiguan diplomat, told the *Miami Herald* last week.

Sanders led an Organization of American States (OAS) mission to Haiti that helped broker the political accord in early February, though he made it clear he was not speaking on behalf of the organization. In 2010, a similar OAS special mission had overturned the election results, putting Martelly into the second round and eventually the presidency.

"If we go ahead and force Privert

to hold elections without it, an election that is not ultimately acceptable to the majority of Haitians, we are courting trouble," Sanders added. "We are going to let a possibly fraud process deliver a government? In which country would we accept that? Can you tell us the U.S. would allow that? The English-speaking Caribbean?"

Ambassador Mulrean has tried to reassure skeptics by arguing that Haiti's elections have already been verified by an evaluation commission appointed by Martelly in late December, making a second verification unnecessary. Yet the conclusions of the report were hardly reassuring: accreditations passes had been used to cast multiple fraudulent votes and some 50 percent of voting booth tally sheets contained what the commission deemed "grave irregularities," including missing voter signatures and identification and evidence of tampering.

The commission called for a further examination of the records and warned that accepting the outcomes of "elections tarnished by major irregularities would further aggravate the political crisis and instability of the country." But before the recommendations could be adopted, Martelly issued a decree scheduling the final round of elections for January 2016. That date was also indefinitely postponed and a political agreement designed to fill the constitutional void was signed on Martelly's way out of office, which resulted in Privert becoming provisional president.

Rony Desroches, the head of a local election observation mission primarily funded by the U.S. and Canada was a member of that initial commission. "We did not have enough time to determine if the results were acceptable," he told me during an interview in early February. He anticipated a further investigation would be necessary before elections could be held. "We asked for an investigation two days after the October 25 election," Pierre Esperance noted. The international community resisted at the time, but now, "they can't say, 'we were wrong.'"

Esperance's organization, along with a number of other prominent civil society organizations have put forth their recommendations for what the verification commission should be tasked with doing and a timeline for achieving the completion of the elections. The groups believe the conditions will not be in place to do so until the end of 2016, with a new government taking office in February 2017. Yet such a long timetable would require either a new political agreement or an extension of Privert's term past its May 14 expiry date, something the Martelly-aligned legislature is not likely to grant.

Behind closed doors, according to the international elections official, it was becoming increasingly clear that a verification would take place, with the terms of reference being the main sticking point. Given their stance throughout Haiti's electoral crisis, the international powers in Haiti can be expected to fight for the verification process to be as quick and as superficial as possible.

"If you need a verification commission, have it and do it quickly," U.S. State Department Special Coordinator Ken Merten explained Apr. 13, reacting to the new reality on the ground. "If this verification commission takes time ... it will force us to reconsider the support we give to elections."

An earlier version of this article was first published on CEPR's *Haiti: Relief and Reconstruction Watch* blog.

USDA Dumping Threatens "Mamba" in Haiti



Peanuts roasting on a stove to make mamba, Haitian peanut butter.

By Gina Athena Ulysse

While I have shed no tears over the retirement of basketball star Kobe Bryant aka "The Black Mamba," I and many others are very concerned about the danger looming over another "mamba" 3,000 miles from Los Angeles.

This other precious *mamba* is also indigenous to Africa and comes from the Caribbean's center. It is a most exceptional product made in and by the first Black republic, a condiment so beloved that, once you've had it, nothing else will compare. We Haitians make varieties of it ranging from sweet to spicy. The latter is my favorite, laced with ground scotch bonnet peppers. *Mamba* is the Kreyòl word for peanut butter.

One of my fondest memories from growing up in Haiti is seeing *mamba* made. A huge fire would burn in Tante (Aunt) Botte's yard, upon which a gigantic black cauldron full of peanuts would roast. Afterwards, adults would stand up and shake a large winnowing tray with rhythmic consistency to separate the dried skin from the peanuts. The nuts would then be dumped into a huge stainless steel grinder that would eat your fingers if you weren't careful. (We the kids did not get to touch it.)

Adults kept pouring nuts into the grinder, adding a little oil and salt. Someone else turned the long handle. Finally, the giant metal spout spewed out delicious *mamba*. Extra special batches were made with hot peppers. When the *mamba* was all done, Aunt Botte doled it out into jars of various sizes to be sold. (We got to take some home!)

To me, *mamba* is as quintessentially Haitian as basketball is (North) American. Now, *mamba* faces extreme risks as the U.S. Department of Agriculture (USDA) prepares to dump excess U.S. peanuts on Haiti, another charitable "gift" of food aid which will undermine Haitian autonomy by threatening to destroy local farmers' peanuts production, our cultural practices, and even our tastes. This is not the first time. Haiti has been tripped up by the U.S. before.

Wesleyan University's Sociology Professor, Alex Dupuy, the author of *Haiti: from Revolutionary Slaves to Powerless Citizens*, among other works, puts this game in historical perspective: "First, the U.S. destroyed Haitian agriculture by compelling the then Aristide government to lower tariffs to a level lower than anywhere else in the Caribbean, and then exported its own subsidized agricultural goods (rice, cereals, chickens, etc.) to the country, as former President Clinton acknowledged with crocodile tears. Now, it is dumping its subsidized peanuts on Haiti and undermining the ability of Haitian farmers to increase peanut production. The hypocrisy never stops, and Haiti's own sycophantic government officials are all too willing to abide them in their

destructive policies for the crumbs they get in return."

Commenting on a *Washington Post* article about the Clintons' connection to this nutty affair, Jacques Lemieux adds more background, referencing U.S. destruction of Haiti's Creole pig: "We are doing to the peanut farmers the same damn thing Bush Senior let the pork producers push him into in 1989!"

After that, it was our rice. As Dupuy noted, in 2010 Clinton apologized profusely to the Senate Foreign Relations Committee for flooding Haiti with subsidized U.S. rice in the 1990s and ruining Haitian rice farming. He took sole responsibility for what he called "a devil's bargain". This policy, he said, was that "we rich countries that produce a lot of food should sell it to poor countries and relieve them of the burden of producing their own food, so... they can leap directly into the industrial era." Clinton then told journalist Kim Ives, the policy "failed everywhere it has been tried." Such humanitarian efforts maintain U.S. home-court advantage, and have consistently detrimental, long-term economic effects on local agricultural producers.

NGO expert, anthropologist Mark Schuller, author of *Humanitarian Aftershocks in Haiti* responded to this geopolitical replay: "We really thought that the U.S. would be doing away with using Haiti as a market for our products. Apparently USAID [U.S. Agency for International Development] hasn't gotten the message. Like the cotton growers in the U.S. South and the HOPE Act, USDA's 'peanuts envy' highlights who makes and who benefits from U.S. foreign policy."

Dupuy had specific advice for our benevolent allies: "If the USDA really wants to help Haiti feeds its own people, why does it not start by pressuring the U.S. government to change its neoliberal 'free trade' policies and work with Haitian farmers to boost domestic production instead?"

This administration's foreign policy vis-à-vis Haiti abounds with flagrant fouls. There is still time for the USDA to avert a penalty, if President Obama, an avid hoops fan who also laments Black Mamba's departure, addresses this foul play. For the sake and love of Haiti's *mamba*, may the ties that bind basketball to humanitarian aid and foreign policy resonate beyond my musings. Moreover, since this policy needs a serious time out, we are willing to concede a free throw to the President. So, in the freestyle words of the White House's favorite cultural producer, Lin-Manuel Miranda, "He should not throw away his shot" to avoid another post-presidential apology that Haiti's people and fragile economy can do without.

Gina Athena Ulysse is an Anthropology Professor at Wesleyan University. An earlier version of this article was published on her *Huffington Post* blog. Twitter: @ginaathena

Surprisingly Affordable!

NY State of Health's **NEW** Essential Plan

Coverage is
\$20
a month or free
if you qualify

The Essential Plan is a new health insurance plan for New Yorkers that includes:

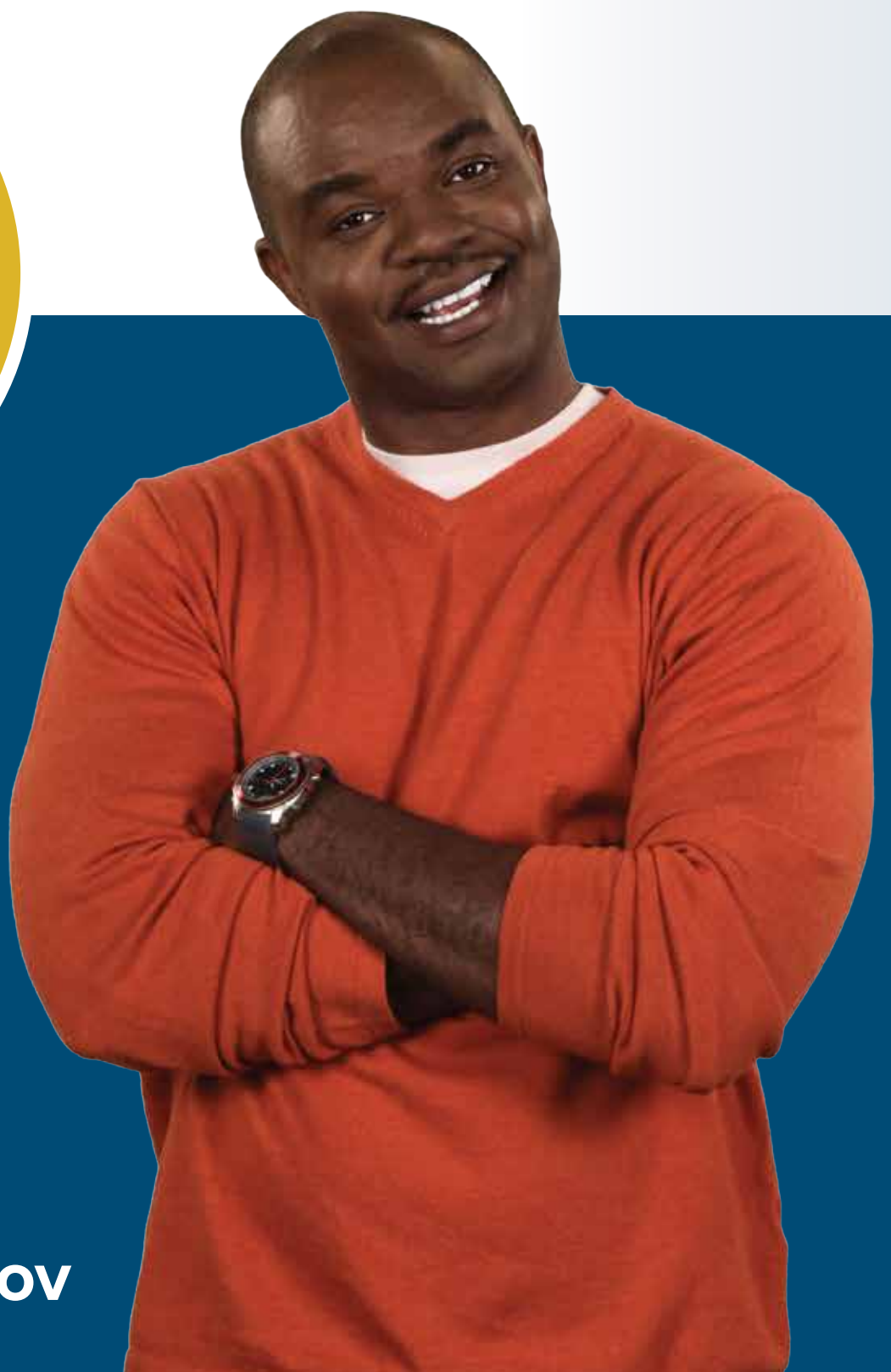
- ✱ Comprehensive Benefits
- 🩺 Free Preventative Care
- 💰 NO Deductible

Enroll Anytime!

Essential Plan enrollment is open **ALL YEAR**

1-855-355-5777

nystateofhealth.ny.gov



Le Proche-Orient orphelin



Face à face Barack Obama et Vladimir Poutine

Par Thierry Meyssan

Le monde change soudainement, mais nous ne le percevons qu'avec un long retard. Thierry Meyssan qui annonçait en 2012 l'arrivée de la Russie en Syrie —qui ne fut visible que trois ans plus tard—, annonce aujourd'hui le retrait des deux Grands du Proche-Orient.

Dans les prochaines années, le Proche-Orient devra régler seuls ses problèmes. Les États-Unis qui y imposent leur volonté depuis la Seconde Guerre mondiale et la Russie qui a lutté contre les jihadistes en Syrie n'entendent plus y jouer de rôle majeur. Les peuples de la région, que les puissances coloniales ont infantilisés durant des siècles et dressés les uns contre les autres, doivent aujourd'hui se comporter de manière adulte.

Les deux Grands sont simultanément victimes de graves problèmes économiques.

Washington qui, à l'époque de George W. Bush, avaient ambitionné que le XXI^{ème} siècle soit « américain », n'en a plus les moyens. Les États-Unis ont été contraints de laisser une place à la Russie et à la Chine. Ils doivent aujourd'hui concentrer leurs forces en Extrême-Orient, tant qu'ils le peuvent encore.

Le président Barack Obama et ses collaborateurs ont accordé de très longs entretiens à Jeffrey Goldberg qui les synthétisés dans un interminable article publié par The Atlantic [1]. Ils y exposent la quintessence des sept dernières années à la Maison-Blanche : retenir les Forces armées, ne plus s'engager au Proche-Orient sous aucun prétexte. Le pacte du Quincy, signé par Roosevelt en 1945 et renouvelé pour 60 ans par G.W. Bush en 2005, n'a plus de raison d'être : les États-Unis n'ont plus besoin du pétrole saoudien et perdent leur temps avec des wahabites incapables de s'adapter au monde moderne. La doctrine Carter de 1980, selon laquelle le Pentagone doit contrôler les champs pétroliers du Proche-Orient et qui a abouti à la création du CentCom, est morte. Si la sécurité d'Israël sera toujours garantie, Tel-Aviv ne doit pas compter sur l'aide US pour tenter de s'étendre du Nil à l'Euphrate.

S'exprimant lors de son show-marathon Ligne directe avec Vladimir Poutine, le président russe a été tout aussi clair [2]. Du fait des sanctions occidentales, son pays a connu l'année dernière une récession de 3,7 % et s'attend à environ 1,8 % l'année prochaine, avant de renouer peut-être avec la croissance. Sachant que la banque centrale n'a que 387 milliards de roubles de capitalisation, la Russie doit être le plus économe possible pour pouvoir survivre à

cette tempête.

C'est pourquoi, elle a retiré ses bombardiers de Syrie et ne les y renverra pas. Avant de partir, elle a doté l'Armée arabe syrienne de matériels modernes et l'a formée pour les utiliser. Selon le président Poutine, elle a de quoi reconquérir seule le terrain perdu.

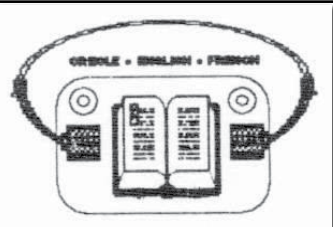
La seule chose qui retient encore la Russie dans la région, c'est la nécessité pour elle — comme pour les États-Unis — de renverser le président Erdoğan avant que sa politique suprémaciste et son instrumentation du terrorisme ne provoquent de catastrophe planétaire. Par conséquent, Moscou et Washington soutiennent aujourd'hui les Kurdes contre lui et si ceux-ci venaient à entrer en conflit avec la Syrie, aucun des deux Grands ne s'en mêlerait.

Aussi imprévu et soudain qu'il soit, le départ des deux Grands est déjà un fait. Il laisse le Proche-Orient orphelin. La nature ayant horreur du vide, l'Arabie saoudite et l'Iran se battent désormais frontalement pour y étendre leur influence.

[1] « The Obama Doctrine » (version française ici), Jeffrey Goldberg, *The Atlantic* (États-Unis), Voltaire Network, 10 March 2016.

[2] « Գնացողների մասին տեղեկությունները » (version anglaise ici), Գնացողների մասին տեղեկությունները գ. Գնացողներ, Գնացողների մասին տեղեկություններ, 14 օգոստոսի 2016.

Al-Watan (Syrie)
Réseau Voltaire | Damas (Syrie) |
19 avril 2016



LEARN A NEW LANGUAGE with RINCHER'S SYSTEM

Spanish • English • French • Kreyòl

Kits contain a BOOK and 2 or 3 CDs
Price range:

only \$25 - \$35

Write, call, email, or visit:

Universal Book Store
(formerly Rincher's Book Store)

2716 Church Avenue,

718.282.4033

Email: rincherexpress@gmail.com

Les questions politiques dans la grève à Verizon

Par Barry Grey

La grève de 39 000 travailleurs contre le géant des télécommunications américain Verizon est une expression puissante de l'humeur croissante de militantisme et d'opposition à l'établissement politique et patronal parmi les travailleurs aux États-Unis et à l'étranger. Elle coïncide avec une grève sauvage des contrôleurs de la circulation aérienne en Belgique et des manifestations de masse des travailleurs et des jeunes en France contre l'austérité et les attaques sur la sécurité de l'emploi, ainsi que des grèves croissantes et des manifestations de la classe ouvrière à travers l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine.

Elle fait suite à la grève des travailleurs des raffineries de pétrole aux États-Unis l'an dernier, et à la résistance massive des travailleurs de l'automobile aux contrats de concessions imposés par l'United Auto Workers chez General Motors, Ford et Fiat Chrysler, qui comprenait le premier rejet par la base d'une convention collective dans ces 3 grands groupes depuis plus de 30 ans.

Après avoir travaillé pendant huit mois sans convention collective, les installateurs, les employés du service à la clientèle, les techniciens et les réparateurs dans la division de téléphone fixe de Verizon sont déterminés à s'opposer aux exigences de la société pour de nouvelles concessions qui impliquent de nouveaux licenciements de masse, des coupes dans les retraites et les prestations de santé, et de permettre à l'entreprise de transférer les travailleurs à des endroits éloignés pendant des mois. La société, qui engrange 1,8 milliard de dollars de profits par mois, réclame un plafond sur les retraites pour les travailleurs âgés, de faire peser une part plus importante des coûts de santé sur les employés, et l'externalisation plus large des emplois.

Verizon est prête à s'acharner impitoyablement contre les grévistes. À la veille de la grève, le président de la division réseau filaire de l'entreprise a noté que la direction avait formé des milliers de travailleurs non syndiqués comme briseurs de grève et avait déplacé le personnel vers d'autres endroits pour maintenir les opérations. « Soyons clairs », a-t-il dit, « nous sommes prêts pour une grève. »



Des travailleurs en grève contre le géant des télécommunications américain Verizon



Bernie Sanders en solidarité avec les grévistes de Verizon

Plus tôt cette semaine, Verizon a envoyé un courriel menaçant à tous les employés qui disait : « C'est important que tout le monde comprenne le type de conduite qui constituerait un motif légitime de licenciement, sur lesquels la Société et les syndicats se sont mis d'accord. » Au cours d'une grève de quatre mois en 1989 contre la société prédécesseur de Verizon, NYNEX, le gréviste Gerry Horgan avait été tué quand un jaune chauffeur de camion l'a écrasé sur le piquet de grève.

Les travailleurs ne peuvent placer aucune confiance dans le syndicat « Communications Workers of America » (CWA) ou dans la Fraternité internationale des ouvriers en électricité (FIOE) pour contrer les attaques de la direction et mener à bien

une lutte sérieuse. Ils ont collaboré avec la société depuis des décennies en imposant des réductions et des concessions sur des emplois, y compris la mise en place d'un système à deux vitesses dans lequel les travailleurs nouvellement embauchés ne reçoivent aucune retraite et n'ont aucune protection de l'emploi. Depuis leur trahison de la grève en 2000, dans laquelle les syndicats sont parvenus à renvoyer la majorité des grévistes au travail alors que le débrayage était toujours en cours, la main-d'œuvre a été réduite de 40 pour cent.

En 2011, les syndicats ont annulé une grève après seulement deux semaines sans avoir obtenu un nouveau contrat, ou un quelconque accord de la part de la société pour retirer ses demandes de concessions valant un milliard de dollars, ni une amnistie quelconque pour les travailleurs persécutés par la direction dans le cadre de la grève. Plus d'un an plus tard, ils ont imposé un accord qui comportait la plupart des concessions exigées par Verizon.

Le Service fédéral de médiation et de conciliation de l'Administration Obama (FMCS) est intervenu pour aider à imposer cet accord pro-entreprise aux travailleurs. Mardi, Verizon a dit que le FMCS avait offert d'intervenir une fois de plus.

La préoccupation des syndicats est d'avoir accès à l'expansion de la division « sans fil » de l'entreprise, qui est en grande partie non-syndiquée, et de faire pression sur l'entreprise pour étendre ses opérations de câbles à fibres optiques. Afin d'obtenir une nouvelle source de cotisations, ils sont prêts à offrir des concessions sur les salaires, les prestations sociales et les conditions de travail de leurs membres. Un communiqué de presse publié sur le site Web du CWA mardi ne fait aucune mention des demandes de la société pour de nouvelles concessions sur les pensions et les prestations de santé.

Les syndicats combinent une

MULTIPLE

Service Solutions

Fritz Cherubin

- Income Tax Preparation
- Immigration Services
- Translation of Documents
(French, English, Spanish)
- Notary Public
- Fax

**1374 Flatush Avenue
Brooklyn NY 11210
718-421-6787**


Director: Florence Comeau

**Interlink Translation
Services**

*** Translations * Interpreters
* Immigration Services
* Resumé * Fax Send & Receive
* Much more.**

English • French • Kreyòl • Spanish

Tel: 718-363-1585

**899 Franklin Avenue,
Brooklyn, NY 11225**

collusion corporatiste avec la société et la promotion du nationalisme économique et du protectionnisme. Le CWA et l'IBEW concentrent leur rhétorique anti-Verizon sur son externalisation des emplois aux Philippines, au Mexique et aux autres pays à bas salaires. Cela sert à diviser la classe ouvrière, et à opposer les travailleurs de Verizon aux États-Unis à leurs frères et sœurs de classe dans d'autres pays. Dans le même temps, ils fournissent le cadre pour l'imposition de concessions toujours plus draconiennes, menées au nom du renforcement de la compétitivité des entreprises. La logique de cette politique réactionnaire est une course fratricide vers le bas entre les différentes sections des travailleurs.

Verizon est une société massive qui opère à l'échelle mondiale. Sa division Solutions d'entreprise intervient dans 75 pays et dispose d'un réseau IP mondial qui atteint plus de 150 pays. L'idée que les travailleurs américains pourraient combattre cette entreprise de manière isolée et en opposition aux travailleurs dans d'autres pays est la recette pour un échec total.

Au lieu de se tourner vers l'Administration Obama et les politiciens démocrates comme le sénateur du Vermont, Bernie Sanders, comme ils y sont poussés par les syndicats, les travailleurs de Verizon ont besoin de se retourner largement vers la classe ouvrière et la jeunesse à travers les États-Unis et leurs collègues de travail au Mexique, aux Philippines et internationalement.

Les syndicats appliquent la subordination des travailleurs aux profits et à la réduction des coûts des entreprises à travers leur alliance politique avec les grandes entreprises et le Parti démocrate. Le CWA, qui a adhéré à la campagne de Sanders pour la nomination présidentielle du Parti démocrate, a sciemment calé la grève dans la période précédant la primaire critique de New York mardi prochain. Le CWA a coordonné le débrayage avec la campagne Sanders, qui permettrait à ce « socialiste démocratique » autoproclamé de faire une apparition sur un piquet de grève à Brooklyn et de promouvoir ses qualifications anti-Wall Street. Le CWA a demandé en outre aux grévistes d'assister à un rassemblement de Sanders mardi soir à Manhattan.

Dans la campagne des primaires démocrates, Sanders est l'avocat le plus véhément des politiques de protectionnisme et de guerre commerciale, qui reflète la politique nationaliste de la bureaucratie syndicale : l'Amérique d'abord. Les syndicats de Verizon cherchent, par le biais de leur campagne, à canaliser la colère bouillonnante et le militantisme des travailleurs à nouveau dans l'impasse du Parti démocrate, qui a travaillé, pas moins que les républicains, à détruire les conditions de vie des travailleurs aux États-Unis, tout en enrichissant l'élite patronale et financière.

Alors qu'ils font du bruit contre la demande de Verizon pour de nou-

velles réductions dans les prestations de santé des travailleurs, les syndicats ne disent rien sur le fait qu'à la base de la demande de Verizon, il y a la nécessité de se conformer aux « taxes Cadillac » de 40 pour cent sur les régimes d'assurance maladie prétendument trop généreux, qui sont inclus dans la loi mal nommée des « Soins abordables » d'Obama.

La déclaration de soutien de Hillary Clinton aux grévistes de Verizon mardi est totalement cynique et hypocrite. Elle et son mari ont pris des dizaines de millions en pots-de-vin de Wall Street et de l'élite patronale depuis leur départ de la Maison-Blanche, utilisant leurs années au pouvoir pour avoir accès à l'aristocratie financière. Au cours de son mandat, d'ailleurs, Bill Clinton a signé la loi sur les télécommunications de 1996 qui a ouvert la voie à la vague de fusions et consolidations d'où Verizon est sorti comme un colosse des télécommunications.

Les travailleurs de Verizon doivent rejeter les politiques des syndicats et briser leur contrôle sur l'organisation de la grève. Ils doivent élire des comités d'action parmi la base pour une campagne visant à gagner le soutien des sections plus larges de la classe ouvrière et de la jeunesse ainsi que des travailleurs des télécommunications à l'échelle internationale.

Ce doit être combiné avec une nouvelle stratégie politique – la construction d'un mouvement politique de la classe ouvrière indépendant et armé d'un véritable programme socialiste, y compris la nationalisation des banques et des grandes entreprises et leur transformation en services publics sous le contrôle démocratique des travailleurs.

Wsws 14 avril 2016

Christine M. Mosse
MD



**Internal Medicine
Board Certified**

2336 Second Avenue (at 120th Stree)
New York, NY 10035

Office hours by appointment

212.987.5200

Suite de la page (3)

continuer son petit bonhomme de chemin dans la course. Quelle serait la réaction d'un Moïse Jean-Charles face à une décision qui le mettrait pour de bon hors concours dans cette course à la présidence de la République? Qui en Haïti peut croire sincèrement que Pitit Dessalines va rester les bras croisés acceptant sans broncher que son idole, l'ancien sénateur du Nord, ne soit plus candidat aux prochaines joutes électorales ? De même, d'ailleurs, pour Maryse Narcisse de Fanmi Lavalas. On pense vraiment que ce parti va accepter de voir s'éloigner devant lui la possibilité de conduire à la victoire les masses laborieuses de ce pays sans réagir de manière forte ?

On aimerait voir ce jour arrivé où tous les candidats haïtiens acceptent en politiques responsables la décision d'une Commission d'évaluation qui les écarte d'une course électorale. Il existait un ultime scénario possible, celui de relancer le processus du second tour avec les deux candidats en lice : Jude Célestin et Jovenel Moïse. Mais sans la Commission de vérification. Jude pouvait-il se désolidariser du G8 dont il est membre fondateur ? Bien sûr que oui. Mais quelle aurait été la position des autres acteurs qui le soutenaient depuis l'année dernière ? Allaient-ils manifester jusqu'à bloquer le processus ou le soutenir malgré la « trahison » ou la défection? Il ne faut pas rêver. Des deux côtés, le mal est infini. Commission de vérification ou pas, on va avoir du mal à sortir du pétrin. Il y a aussi le Parlement. Que va-t-on faire des parlementaires qui sont

mal élus si la Commission recommande qu'on les mette à la porte du Palais législatif ?

Or, parmi les membres de l'actuel CEP, Léopold Berlangier, entre autre, avait clairement dit que selon le mode de calcul appliqué par le CEP de Pierre-Louis Opont, Youri Latortue, sénateur de l'Artibonite et Jean Renel Cénatus, alias Zokiki de l'Ouest, ne sont pas élus. Puisque les élections avaient été annulées dans la moitié des circonscriptions des départements de l'Ouest et de l'Artibonite. Or, selon les termes de références qui ont été élaborés en grande partie par le cabinet du chef de l'Etat et revus et corrigés par les membres du Comité, quatre (4) points forts sont sortis comme éléments de travail pour la Commission de vérification électorale qui a pour mission : (1) Consulter le CEP, les partis politiques ayant désigné un candidat à la Présidence, les secteurs et acteurs concernés au premier chef par les élections de 2015. (2) Examiner, sur la base des recommandations de la Commission Indépendante de Vérification et d'Évaluation Électorale (CIVEE), les différents paramètres des opérations électorales.

(3) Évaluer les différentes décisions prises par les juges ayant siégé au Bureau du Contentieux Electoral Départemental (BCED) et au Bureau du Contentieux Electoral National (BCEN). (4) Recommander aux responsables du Pouvoir exécutif et au CEP toutes les mesures susceptibles de garantir l'authenticité des résultats des élections de 2015

et permettant de rétablir la confiance des acteurs dans le processus électoral à poursuivre. On comprend toute la résistance du Core Group d'une part et du Président Privert d'autre part à mettre en place cette commission de la discorde qui pourrait remettre en cause la légitimité et la représentativité même du Parlement dont est issu le chef de l'Etat par une élection au second degré.

Selon certains, cette Commission Indépendante de Vérification et d'Evaluation Electorale (CIVEE) qui a vu le jour, naturellement sous la pression de l'opinion publique et des acteurs en particulier, peut tout autant plaire et décevoir à la fois et provoquer même le grand chambardement. En clair, elle pourrait proposer à l'exécutif une table rase et permettrait au nouveau Conseil Electoral Provisoire de reprendre le processus à zéro. Un jugement à la Salomon qui arrangerait peut-être beaucoup de monde surtout les ex-candidats battus ou ceux qui ont été écartés par le CEP de Pierre-Louis Opont en 2015. Sauf, sans nul doute, la Communauté internationale qui rechigne de payer une seconde fois l'addition pour de nouvelles élections. Or, c'est la seule chance pour les deux organismes - CEP et Commission de vérification - l'un plus éphémère que l'autre, de remplir pleinement leur mission. Sinon, les deux sont condamnés à subir le même sort que leurs prédécesseurs : l'échec.

C.C



Dr. Kesler Dalmacy

1671 New York Ave.
Brooklyn, New York 11226

Tel: 718-434-5345

Le docteur de la
Communauté Haïtienne
à New York

MENEZ JEAN-JEROME

Avocat

**Real Estate
Immigration-Divorce**



4512 Church Avenue
Brooklyn, NY 11203

Nou pale kreyòl!

**[718] 462-2600
[914] 643-1226 CELL**

Law Office of
DENNIS MULLIGAN

**DENNIS MULLIGAN,
Attorney-at-Law**

All aspects of Immigration Law

- **TPS**
- **Residency**
- **Citizenship**

Over 20 years experience

Nous parlons français

11 Broadway
New York, NY 10004
(near all trains)
646-253-0580

LACROIX MULTI SERVICES

Tel: **718-703-0168** * Cell: **347-249-8276**

1209 Rogers Avenue, Brooklyn, NY 11226

www.lacroixmultiservices.com

- Income Tax • Electronic Filing
- Refund Anticipation Check (RAC)
- Direct Deposit - IRS Check
- Business Tax • Notary Public
- Immigration Services
- Translation, Preparation, Application, Inquiry letters
- 6 Hour Defensive Driving Course • Fax Send & Receive
- Resume • Property Management • Credit Repair



**Greater Brooklyn
Gastroenterology Care**

Michel Jose Charles MD, FAGG, AGAF

Board Certified Gastroenterology

Office Locations

3621 Glenwood Rd, Brooklyn NY 11210
9408 Flatlands Ave, Brooklyn NY 11236
1381-B Linden Blvd, Brooklyn NY 11212

By Appointment Only

Tel: 718-434-0202 / 718-869-1501
E-mail: charlesmjcharles@hotmail.com
"Giving care, one patient at a time."

**PAUL J. JOURDAN
ATTORNEY AT LAW**

107 Kenilworth Place
Brooklyn, NY 11210

Phone:
**(718) 859-5725
(347) 898-7514**

- Immigration
- Divorce
- Business Formation
(Corporation & Partnership)
- Estate Administration - Wills
- Real Estate Closings



Mieux vaut être mangeur que mangé...! (1)

Suite de la page (8)
pas tous les jours Napoléon Bonaparte, son grand empereur? A-t-elle condamné le *malade de la guerre*, même une seule fois, pour le sang de tous les soldats qu'il fit couler en Russie, en Italie, à Waterloo...?

Évoquer la « Constitution » actuellement dans l'atmosphère de crise et d'incertitude qui caractérise la République d'Haïti relève d'un « *démagogisme* » politique effarant. Quelle *Constitution*? Celle que René Prével, Claude Moïse et leurs satanés compères « constitutionnalistes » ont défloré sur la place publique à la pointe de leurs baïonnettes, malgré les appels à l'aide de la population? Ce document est souillé. Il faut le « *jeter* » à la poubelle de l'histoire. La République d'Haïti doit se doter d'une « *Loi mère* » qui incarne les *vellités révolutionnaires* de ses filles et de ses fils.

Haïti est le seul pays de la planète où il suffit de pouvoir réciter comme un perroquet la fable « *Bébé grandit* » de Colas, pour se consacrer Tolstoï, Spinoza, Beckett, Baechler, Stiglitz... Nous vous référons à la « *lettre auto-élogieuse* » – un véritable chef-d'œuvre littéraire – de l'ex-commissaire du gouvernement des *Tèt Kale* et actuel sénateur de la République, Jean Renel Sénatus, publié dans les médias locaux. Nous vous en offrons un extrait pour une délectation privilégiée: « *Pour cette association sans précédent dans ma carrière et mon passé politique j'ai été l'objet et je le suis encore, de toute sorte de stigmatisations que j'ai assumées parce que je n'ai renié et renierai jamais les valeurs sur lesquelles sont fondées mes convictions.*

Aujourd'hui, mon pays traverse un moment difficile et ma voix qui inspire respect et crédibilité est importante dans la perspective de la refixation des normes. Je ne souhaiterais pas que mes interventions soient interprétées à tort comme idéologiquement par rapport à mon appartenance à ce Groupe de travail... »

Copie tout à fait conforme à l'originale...!

Pauvre et triste Haïti
Après l'échec des « *Tèt Kale* », le présent gouvernement apparaît déjà comme



Les grandes figures historiques – dont les deux dernières encore en vie, Fidel et Raul Castro

l'un des pires scénarios politiques que les mercenaires insérés dans la *communauté internationale* (CI) aient déniché dans ses tiroirs de « *ruse* », de « *mépris* » et de « *cynisme* » pour démobiliser une fois de plus les masses haïtiennes qui revendiquent la *désoccupation de leur territoire*, l'enraiment de l'épidémie de choléra et le *dédommagement des victimes*, la *condamnation des pédophiles* et des *agresseurs sexuels* de Ban Ki-moon, de Sandra Honoré, de Barack Obama, de Stephen Harper, de François Hollande...

Dans toutes nos réflexions sur le développement de la situation sociale, économique et politique du pays, nous avons rejoint les points de vue des analystes et éditorialistes progressistes qui croient que la mise en place d'un « *Conseil révolutionnaire de gouvernement transitoire* » à Port-au-Prince demeure la solution viable pour allumer des lampions d'espoir dans les foyers où la misère humilie et avilit les familles haïtiennes emportées par les courants de la paupérisation.

Ne soyons pas dupes
Jocelme Privert appartient à la classe des « *politiciens opportunistes* » qui se sont servis de leur modeste origine familiale pour se faufiler ingénieusement au sein des groupes émanant des quartiers bidonvillisés. Ils l'ont fait dans le seul but de se donner les moyens d'assouvir des *ambitions politiques bourgeoises* et de combler des *manquements économiques personnels*. Ils sont légion, tous ces individus originaires des milieux défavorisés qui ont roulé dans la « *savane de la corruption* » que représente la fonction publique en

Haïti, en vue de s'acheter un titre de « noblesse » comme « *Edmond Dantès* », le mystérieux *Comte de Monte-Cristo* d'Alexandre Dumas. Dans ces conditions-là, ne sera-t-il pas toujours difficile de réaliser l'audit de la gestion économique et financière des dirigeants politiques passés et présents qui ont dégraissé et désossé la chair de l'État. Il y a trop de squelettes dans les placards des gouvernements des lavalassiens d'Aristide/Prével, et des néoduvaliéristes. Les « *rongeurs* » des richesses de l'État se font le devoir de s'entreprotéger. Les « *dilapidateurs* » de l'assiette fiscale, les « *grands gosiers* » se couvrent les uns les autres comme les soldats d'un même régiment qui se positionnent sur le champ de bataille. C'est à cela que nous assistons présentement à Port-au-Prince.

Prével et Privert ont ratissé large. Des gros « *poissons* » ont mordu à leurs hameçons. Sont entrés dans leurs nasses. Marc Aurèle Garcia – *alias Marcus de Radio Mélodie Fm et de l'Hebdomadaire Haïti en Marche* – n'y a pas échappé. Les « *têtes de linotte* » qui remplissaient les salles des émissions de libre tribune et d'*affaires publiques* encombrant actuellement le palais et les ministères. Les anges et les démons valsent sur la musique d'un « *consensus* » aussi « *laid* », aussi « *hideux* » que les « *sosies* » du *Quasimodo* de Claude Frollo qui l'ont composée.

Des secteurs de la *presse haïtienne*, fougueux, critiques envers le *régime gouvernemental des Tèt Kale*, tombent dans la *divagation*. Ou deviennent carrément aphones. Car *si ce n'est pas toi, c'est ton frère, c'est donc quelqu'un des tiens...*! Et c'est dommage pour l'avancement des *revendications populaires* sur les rails d'une « *Révolution* » franche et salutaire!

Ceux qui ont l'habitude de fréquenter la maison principale des Privert – y compris l'ex-président René Prével – n'ont pu que s'étonner de l'étendue des *avoirs économiques* de cette famille d'origine rurale. Le nouvel homme du palais national, avec sa *plume brillante* et sa *diction grincante, négligée et cacophonique*, a passé des années au timon de la *Direction générale des impôts*

(DGI). Cette importante *institution* rattachée au *ministère des Finances* se compare volontiers à la *poule aux œufs d'or* d'Ésope, le *grand fabuliste grec*. Faudrait-il en dire davantage sans troubler le sommeil d'une vieille et regrettée connaissance que la fureur néoduvaliérienne a précipitée dans la tombe un matin de novembre sans soleil? Comme dit l'adage : « *Faire une promesse, c'est comme contracter une dette.* »

Les organisateurs et bénéficiaires du *coup d'État du 14 février 2016* attendent trop longtemps avant de déclarer officiellement que la poursuite des joutes frauduleuses, décriées par la quasi-majorité de la population haïtienne, conduira certainement la République aux portes d'une *catastrophe sociopolitique incontrôlable et irréparable*? Le *Conseil électoral provisoire* de Léopold Bélanger doit éviter de se mettre les pieds dans le piège posé grossièrement par l'*affairiste* Opont aidé d'un petit *groupe de mercenaires misérables et crapuleux*, venus des divers horizons politiques, sociaux et religieux. Les *religions catholiques, protestantes et les sectes vaudou* d'Haïti recèlent de *corrompus* et de *blasphémateurs*. Elles se rapprochent plus près de l'« *enfer* » que du « *paradis* ». Les nouveaux membres du *corps électoral* ne pourront pas enlever l'embargo sur la publication des résultats et le blocage du processus sans attendre les recommandations du rapport de l'éventuelle « *Commission de vérification et d'évaluation* » qui serait – *selon toute vraisemblance* – en voie de formation. Sinon, la cité entière s'embrasera.

Léopold Bélanger, au cours de sa première conférence de presse évoquait l'importance et l'urgence d'une rencontre du *Conseil électoral provisoire* (CEP) avec les *ambassades accréditées* en Haïti, l'*Organisation des nations unies* (ONU), l'*Union européenne* (UE), l'*Organisation des États américains* (OEA), afin que les violons des musiciens de l'orchestre cosmopolite soient bien accordés avant le spectacle final. En clair, M. Bélanger faisait ressortir la nécessité pour lui, ses collègues et les « *pourvoyeurs blancs* » de se concerter sur une éventuelle solution à apporter à la crise électorale provoquée par les *fraudes*

massives du 9 août et du 25 octobre 2016. Cette approche avait soulevé des poussières d'étonnement et une vague de réactions protestataires. La décision de rendre publics les noms des candidats soi-disant gagnants aux élections municipales dans 69 communes sur un *total de 140*, ne viendrait-elle pas de Kenneth Merten, Peter Mulrean et d'autres défenseurs farouches et hypocrites du « *charabia* » baptisé accord du 5 février 2016 rédigé par Privert, signé par le *chef redoutable des Tèt Kale*, Cholzer Chancy et aussi par le même Privert. Le livre des records Guinness reconnaîtra un jour la nécessité d'inclure les politiciens haïtiens comme « *champions* » de « *magouille* » et de « *dilatoire* ».

Le premier « *faux pas* » de Léopold Bélanger qui a plongé ses mains dans la « *bouse* » de la « *bête* » de Pierre-Louis Opont – *qui de l'avis de plus d'un constitue une erreur monumentale* – était suffisant pour que les masses populaires haïtiennes exigeassent la démission des principales composantes du *Conseil électoral provisoire*. Sans la *montée au pouvoir* d'une équipe d'*intellectuels progressistes*, de la trempe d'Adrien Sansaricq, Patrick Élie, Hector Riobé, Karl Lévêque, etc., l'existence d'un *Conseil électoral autonome et indépendant* en Haïti restera un *vœu pieux*.

Pierre-Louis Opont et compagnie peuvent remercier les « *anges du ciel* » ou les « *esprits de Guinée* » que le pouvoir post-martellien ait échappé à un « *Conseil national de gouvernement révolutionnaire* ». La pièce aurait eu un dénouement rapide. Spectaculaire. Sans équivoque. L'*Honneur* et la *Dignité* seraient rendus sur-le-champ au peuple souverain.

L'histoire de la comédie d'Opont a fait le tour de la planète. Peut-on évoquer les notions de présomption d'innocence en faveur des 9 antipatriotes qui ont plongé la République d'Haïti dans l'une des pires crises politiques de son existence? Après *vérification*, *évaluation* et *recommandation*, la « *triste affaire* » doit être confiée – *sans nul doute* – aux *autorités judiciaires compétentes* pour les suites *légal*es nécessaires. Et les coupables – *sans distinction* – devront répondre de leurs actes.



HELP REFORM THE CHECK CASHING INDUSTRY.

Show Your Support For The SAVINO/RODRIGUEZ Omnibus Bill [S6985/A9634]

For over 70 years, the check cashing industry in New York has provided basic financial services. Today, we proudly serve more than 800,000 customers and employ over 4,000, mostly minority & female workers.

Now, more than ever, we are in need of over-due legislative reforms, so the check cashing industry can continue to help people who need financial services that live in under-served and under-banked communities.

MAKE YOUR VOICE HEARD! CALL YOUR STATE REPRESENTATIVES. Ask them to put their support behind the Savino/Rodriguez Omnibus Bill [S6985/A9634] today.



QR SCAN FOR INFO ON BILL

www.fscny.org



PAID BY THE FINANCIAL SERVICE CENTERS OF NEW YORK

Aux États-Unis, le pays de la « *démocratie* » – *ne riez pas s'il vous plaît !* – on arrête d'abord les individus suspects de crimes, on les garde en prison, s'ils ne peuvent pas régler le montant de la *caution*, et on les juge ensuite. Les innocents sont parfois relâchés après avoir purgé des peines afflictives et infâmantes – *quand ce n'est pas de subir le châtiment suprême* – allant jusqu'à 20, 30 ans de prison – *et même plus* – sans que les malheureux soient – *dans plusieurs cas* – dédommagés. Alors que Peter F. Mulrean, Sandra Honoré piquent des crises de nerfs à Port-au-Prince pour une simple *mesure d'interdiction de départ* adoptée à l'encontre des « *grossiers personnages* » qui ont sucé le sang de la Nation, utilisé l'argent des contribuables pour se procurer de la *drogue*, s'offrir les *services des prostitués, femelles* et mâles dans leurs *villas* étincelantes situées au bord du littoral ou dressées sur la crête des montagnes verdoyantes.

Le *Parti haïtien des Tèt kale* (PHTK) ne représente pas une force réelle sur l'échiquier politique national. La dernière lettre rendue publique par « *Pi Simone* », le célèbre *déhancheur du Champ-de-mars*, répand l'odeur d'un *aveu de faiblesse*. Le document transpire la crainte. On en respire la senteur d'un lendemain sombre, tumultueux, amer, porteur de mauvaises nouvelles pour la famille des « *crânes rasés* ». Les confessions du kidnappeur Clifford Brandt, actuellement devant le tribunal du juge Jean Wilner Morin, pourraient provoquer des arrêts cardiaques.

En réclamant la poursuite des présidentielles entre le *quidam Jove-nel Moïse* et le *taciturne et mystérieux Jude Célestin*, les sympathisants de cette *secte occulte*, ésotérique, appelée *PHTK*, ne font que brailler dans le désert de l'*absurdité*. Machiavel ne l'a-t-il appris au « *Prince* ». Pas de négociation possible avec les « *canailles édentées* »!

Elles ne peuvent pas mordre. Il faut voir aujourd'hui ces « *désespérés* » comme des « *eunuques* » de la politique. Dans tous les pays, la *Raison d'État* dispose de la *force suffisante*, de la *stratégie nécessaire* pour mettre hors d'état de nuire les « *fauteurs de trouble* » et les « *vauriens* ». Les réduire au « *silence* ». Leur imposer l'« *immobilisme* ». Il faut chasser les « *satanistes* ». Fouetter les « *vendeurs du Temple* ». Ceux-là qui ont ligoté la Nation et qui l'ont livrée à Peter F. Mulrean, Sandra Honoré et les autres « *malfaiteurs* » du Core Group, ne méritent aucune *forme de commisération*. Et que personne ne vienne évoquer cette « *démocratie de façade* » que l'Occident ne brandit dans les pays en voie de développement que pour jeter de la poudre aux yeux des masses ouvrières bafouées! Comme le dit encore si bien Napoléon Bonaparte en planifiant minutieusement le *coup d'État du 18 brumaire* en 1799, il vaut mieux être « *mangeur que mangé* ».

Que les peuples du monde se
lèvent donc avec les poings serrés
et qu'ils deviennent à leur tour des
mangeurs de bandits !

Le « *parolement* » haïtien, tel qu'il est constitué, dispose-t-il de « *légitimité* » en matière de « *constitutionnalité* » ? Ne le voit-on pas plutôt comme un *re-paire de truands et d'exécuteurs de basse besogne* ? À en croire le fondateur de *WikiLeaks*, le courageux Julian Assange, le *présumé assassin du père Jean-Marie Vincent* s'y est réfugié depuis longtemps, utilisant son *immunité parlementaire* pour se soustraire aux *poursuites judiciaires*. Assange aurait vulgarisé sur son site un rapport tenu secret par la *CIA*. L'*affaire* de l'identité du « *criminel* » qui est descendu de voiture sous la pluie pour achever le « *prélat catholique* » ne fait plus partie d'un *secret de polichinelle*.

Gonaïves, notre région natale, l'a

assez prouvé : elle est à la fois la ville du *député patriote* Raymond Vilaire Cabèche et du « *gourou-sorcier* » Zacharie Delva.

Ils sont tous coupables

Nous espérons que le nouveau commissaire du gouvernement, Me Danton Léger, celui qui se prend déjà pour l'*inspecteur Maigret*, n'est pas en train de se donner ridiculement en spectacle. La justice fonctionne à base de preuves solides. Nous avons vu des criminels échapper à la prison ou à la potence pour *insuffisance de preuves*. Le *ministère public*, le *procureur de la couronne* a la lourde responsabilité d'enquêter minutieusement sur les causes qui lui sont soumises ou qu'il choisit de saisir, de les évaluer, avant d'acheminer les dossiers bien étoffés au *cabinet d'instruction*. Sinon, n'importe quel « *avocat illuminé* » du nom de « *Paul* » ou de « *Canton* » peut apporter des grains de sable au moteur et provoquer le grippage de la procédure.

Depuis le 25 janvier 2016, le vent a tourné en défaveur des planteurs de banane. Contre le Core Groupe aussi. Peter F. Mulrean s'est donc cassé une nouvelle dent. Et si cela se poursuit, l'homme finira par devenir « *ma-zora* ». Le 22 janvier 2016, jour de la grande manifestation populaire qui a ébranlé Port-au-Prince, le « *petit ambassadeur* » de Washington et du Département d'État a dû se rendre compte que l'Haïti de Toussaint Louverture et de Jean-Jacques Dessalines demeure à tous les égards un *pays rebelle, insaisissable et imprévisible*. Et surtout que Mulrean, ce diplomate étatsunien à la *langue pendante*, ainsi que ses « *commères* » et ses « *compères* » de l'occupation étrangère – *instigateurs du coup d'État du 29 février 2004* – ne l'oublient pas : c'est le « *Koupe tête, boule kay* » qui a engendré le *1^{er} janvier 1804* sur la *Place d'armes des Gonaïves* et qui a fait

la « *réputation héroïque* » des Haïtiens
à travers les cinq continents !

Et puis

Quand la *famine* menace plus de 5 millions de *payssans haïtiens*, quand le *choléra* de la *Minustah* continue à *tuer* des *citoyennes* et *citoyens* par dizaines tous les jours, alors que l'*Organisation des Nations unies* (ONU) refuse de *dédommager* les *survivants* et les *parents* des *victimes décédées*, quand les *militaires* de Sandra Honoré *agressent*, *violent*, *corrompent* les *adolescentes* et les *adolescents*, engrossent et *abandonnent sans pudeur* les *jeunes filles* qui *dépérissent* dans les *bidonvilles*, quand les *ambassades des États-Unis*, de *France*, du *Canada*, de l'*Allemagne*, de l'*Angleterre*, de l'*Espagne* ont soutenu une *délinquance présidentielle* durant cinq longues années, lui offrant toutes les *conditions abjectes* et toutes les possibilités « *magouillantes* » pour que ses « *dirigeants* » se maintiennent au pouvoir jusqu'à la fin d'un *mandat douteux*, *frauduleux* et imposé illégalement par l'*Organisation des États américains* (OEA) au détriment des droits constitutionnels du peuple haïtien, quand un *certain ambassadeur* du nom de *Kenneth Merten* a accepté de *mentir publiquement* et *officiellement* sur la *citoyenneté étrangère* d'un *chef d'État ivrogne* et *drogué*, quand un *trafiquant* de *cocaïne* qui s'appelle – *ou s'appelait* – *Evinx Daniel*, *ami intime* de la *famille présidentielle des Tèt kale*, a fondu dans la nature comme du beurre au soleil sans que la police et les tribunaux ne fournissent des explications à la Nation, quand il *ya eu tout cela* et bien d'autres crimes odieux, *faits* et *exactions*, *Peter F. Mulrean*, *Sandra Honoré* et les nombreuses et diverses *personnalités* qui *barbotent* dans les *eaux sales* du *Core Group* devraient apprendre à se taire, à

préparer leurs valises en vue de
quitter le pays de Capois-la-mort,
d'Edmond Laforest, de Pierre Sully...

Si Jocelerme Privert avait émergé d'un *gouvernement avant-gardiste*, ces étrangers effrontés auraient déjà été déclarés *persona non grata* sur le sol national. D'ailleurs, le procès contre Pierre-Louis Oponet sera aussi celui des *ambassades étrangères*, de l'*Organisation des Nations unies*, de l'*Union européenne*, de l'*Organisation des États américains*, de la *Croix-Rouge*, etc. N'ont-ils pas tous trempé leurs bras dans la *sauce infecte et indigeste des fraudes électorales* qui ont eu lieu au profit de Jovenel Moïse et de Jude Céles-tin? Ils sont tous coupables.

Les **deux scrutins du 9 août et du 25 octobre 2015** ne peuvent connaître un sort différent de celui de **l'annulation**. Cependant, la **Commission de vérification et d'évaluation** permettra au peuple haïtien d'obtenir la **condamnation** par les **tribunaux compétents** de toute l'équipe du Conseil électoral provisoire de Pierre-Louis Opont pour **crime de haute trahison**, selon les prescrits de la Loi électorale.

Jocelerme Privert et le « *caméléon* » Enex Jean-Charles ne se trouvent pas à la bonne place. Il faut que la Nation entière recommence à se mobiliser. Retourne dans la rue. Jusqu'à ce qu'elle obtienne la formation d'un « **Conseil de gouvernement** » qui réponde à ses *intérêts politiques*, à ses *besoins économiques* et *financiers immédiats*, à ses *espoirs en matière de mobilité sociale positive*...

Robert Lodimus

Références

1.- Parole de Napoléon Bonaparte
au moment de s'emparer du pouvoir en
1799.

2.- Max gallo, Le chant du départ,
Éditions Robert Laffont, page 492.

AUTHENTICALLY MANHATTAN.

No one tells the story of New York better than New Yorkers, and now the story just got bigger. Presenting MNN's HD Community Channel: We built this channel specifically for MNN Community Producers to tell their stories. Love stories, documentary stories, action stories, BIG stories. Join us at MNN HD on Time Warner Cable channel 1993 for the biggest New York stories there are - the story of your life.

AMPLIFIED
LOCAL VOICES

TIME WARNER CABLE CHANNEL 1993

The logo for MNN HD, featuring the letters "MNN" in a large, bold, white sans-serif font with a black outline. Above the second "N" is a white speech bubble containing the letters "HD" in a bold, black sans-serif font. The background is a dark gray with a fine, diagonal line pattern.

STREAMING WORLDWIDE ON MNN.ORG

Suite de la page (7)

conduite -de manière stricte- directement dans l'ordre constitutionnel.

Cependant, Walter Benjamin (2000) dans sa critique de la violence nous donne une réflexion radicalement opposée et qui mérite d'être exposée ici. Pour lui, l'origine du droit c'est la violence (son extériorité). Parlant de la résolution d'un conflit via un accord ou un contrat, Benjamin explique : qu' « il est nécessaire avant tout d'établir qu'une élimination des conflits entièrement dénuée de violence ne peut jamais déboucher sur un contrat de caractère juridique. Car ce dernier, si pacifiquement qu'il ait pu être conclu, conduit en dernière analyse à une violence possible. Il donne, en effet, à chaque contractant le droit de recourir de manière ou d'autre à la violence contre l'autre contractant dans le cas où il ne respecterait pas le contrat » (p.225). Il y a une présupposition de la violence qui est là comme latente pour justifier ou donner à l'accord une sorte de validation.

Serait-ce aussi le cas pour l'accord du 6 février ? Si oui, quelle violence présupposait-il et quels sont les antagonismes qui l'ont signé? Le parlement et l'exécutif sont par ailleurs, les deux "prétendus" antagonistes qui ont signé cet accord, à tel point que beaucoup de ceux qui gagnaient les rues en manœuvrant une certaine aversion et une certaine violence contre le pouvoir Martelly-Paul, ne se retrouvaient pas dans cet accord. Ainsi, le corps constituant ou représentant l'opposé réel fut écarté dans cet accord. C'est ce que critiquait un auditeur sur les ondes de Signal FM 90.5, le lundi 11 avril à l'émission **"Haïti aujourd'hui"**.

Selon lui, l'accord n'a engagé et n'engage que les parlementaires et l'exécutif non pas les secteurs réels qui investissent les rues en demandant le départ du président Martelly. De son côté, dans une note de presse datée du 6 février 2016 sur le site de Vant Bêf info, le G8 a vivement critiqué cet accord qu'il qualifiait d' « anti-peuple et d'antidémocratique trouvé entre l'Exécutif et le Parlement ». Il souligne dans le dixième des points expliquant sa position que « les accords politiques entre les pouvoirs exécutif et législatif ne sont pas prévus par la Constitution ». Voilà pourquoi aujourd'hui il est facile de passer de sénateur de la république à ministre de la république. L'accord est devenu ce pont, ce tunnel qui anéantit la position critique et vigilante que devrait avoir le pouvoir législatif (les parlementaires) sur celui de l'exécutif. Une nouvelle page vient d'être tournée dans l'histoire

politique haïtienne, un nouveau concept a vu le jour: **“l'exécutif-législatif”**. Ainsi nous voilà réduits à deux pouvoirs maintenant: le pouvoir **“exécutif-législatif”** et le pouvoir judiciaire. J'en conviens que beaucoup me corrigeront ici en disant que nous sommes réduits qu'à un seul !

Mais revenons à notre première question afin de comprendre pourquoi certains parlementaires sont aussi fascinés par l'accord. Certains me répondront parce que l'accord ne prévoyait aucune commission de vérification et aucune commission d'audit. Ce qui arrangeait les parlementaires mal élus qui faisaient, pour reprendre les propos du G8, partie de la crise. Une telle réponse nous paraît correcte et juste, mais ne risquerions-nous pas de perdre d'autres spécificités relatives à ce problème, si nous nous appuyons seulement sur cette réponse ?

Expliquons les faits rapidement : l'accord a été signé entre le parlement et l'exécutif le 6 février 2016. Et le président du sénat, Jocelme PRIVERT fut élu président par une élection indirecte (64 députés sur 92 et 13 sénateurs sur 22) tenue du samedi au dimanche 14 février 2016. Une première depuis 1946. Spectacle exceptionnel que la constitution haïtienne ne prévoyait pas. En effet, dans son article 149, la constitution de 1987 stipule qu'« *en cas de vacance de la présidence de la République, pour quelque cause que ce soit, le président de la Cour de cassation de la République ou, à défaut, le vice-président de cette Cour ou, à défaut de celui-ci, le juge le plus ancien et ainsi de suite par ordre d'ancienneté, est investi provisoirement de la fonction de président de la République par l'Assemblée nationale dûment convoquée par le Premier ministre.* » Cependant, celle amendée nous dit « En cas de vacance de la présidence de la République, soit par démission, destitution ou en cas d'incapacité physique ou mentale permanente dûment constatée, le conseil des ministres, sous la présidence du Premier ministre, exerce le pouvoir exécutif jusqu'à l'élection d'un autre président. » si cela se produit durant la quatrième année du mandat de ce dernier. Mais qu'en est-il pour la vacance en fin de mandat? Il semble que la constitution amendée ne s'attendait elle non plus, à un tel accident ! D'autre part, nous savons qu'il y a débats et malaise sur la question de la constitution à adopter, ou sur la validité de la constitution amendée aujourd'hui.

La signature de l'accord implique qu'il y a eu vide constitutionnel, mais le

fait de recourir au vote parlementaire implique qu'il y a quelque chose de constitutionnel qui fonctionne. Et même le fait d'avoir ratifié un premier ministre qui répondait aux aspirations de l'accord nous met dans cette situation paradoxale et qui nous semble inhérente aux hommes de loi haïtiens. Il est vrai que le président Jocelme PRIVERT est issu de l'accord comme le soulignait le sénateur CANTAVE, mais il a omis d'ajouter : et d'une élection indirecte (du vote parlementaire). Le président est par ce fait, parfaite symbiose de deux corps qui s'opposent mutuellement, qui sont radicalement opposés, à savoir un accord qui indique qu'il y a mise en veilleuse de la constitution et une constitution qui, malgré ses lacunes, rappelle au Président ses devoirs, par là, la mort de l'accord. Ainsi, le président est devenu l'incarnation ou le résultat même de cette cohabitation.

Par déduction, notre réponse est donc: certains parlementaires haïtiens sont, et pour l'accord et pour la constitution en même temps ; mais enfin de compte beaucoup plus pour l'accord. Ils font tout pour que cette cohabitation persiste et résiste à tout retour à l'ordre constitutionnel. C'est le paradoxe de l'être politique haïtien. Car comme il a été déjà dit, l'accord garantissait ceux qui ont été mal élus d'une part et ouvrait la porte qui débouchait sur les postes clés de l'exécutif de l'autre. Rappelons qu'en temps constitutionnel, nos parlementaires n'avaient pas tous ces avantages-là. Alors, il faut comprendre le choc que peut poser un réel retour. Voilà pourquoi il faut se poser cette question "qu'est-ce qu'un parlementaire haïtien aujourd'hui?", "que veut-il réellement?"

Bibliographie

Kelsen, Hans, *Théorie pure du droit*, traduction française de la 2^e édition de la « *Reine Rechtslehre* », par Charles Eisenmann, Paris : Dalloz, 1962, p. 299.

Benjamin, « Critique de la violence », Œuvres, t. 1, Paris, Gallimard, 2000, p. 225 ; GS 2 : 190 (*Gesammelte Schriften*, Band 2, Frankfurt am Main : Surhkamp, 1991, p. 190).

<http://www.vantbefinfo.com/haiti-politique-crise-le-g-8-denonce-un-pretendu-accord-anti-peuple-et-antidemocratique-trouve-entre-lexecutif-et-le-parlement/>

Nicodem Jean-Baptiste
Journaliste enquêteur &
Psychologue en herbe

capacité économique possèdent au moins un cellulaire. La DIGICEL, fournisseur des services de télécommunication en Haïti a enregistré plus de 4 million d'abonnés dans l'espace de 2 ans. Souvent dans mes promenades en province, je vois des marchandes ambulantes s'arrêter pour faire ou recevoir un appel, ce laboureur des champs retenait sa vache pour utiliser son cellulaire. *Yo tout kote*. Des amis me disent que beaucoup de ces *détenteurs de téléphone* n'ont pas toujours la possibilité d'utiliser leur appareil, faute de "MINUTES", mais le symbole demeure, ils ont un cellulaire.

Dans cette cour aussi, j'ai constaté avec amertume qu'il y avait au moins une DIZAINE DE VÉHICULES IMMOBILISÉS POUR UNE RAISON OU UNE AUTRE. Vous allez m'expliquer pourquoi au moins une vingtaine de personnalités ont servi ces Ministères dans diverses capacités sans se préoccuper de ce simple problème. Non, ce serait trop demander à ces manitous, car, se disent-ils, si je fais une réaffectation budgétaire pour libérer la cour de ces véhicules, les réparer ou les vendre, je ne pourrai pas me faire procurer ces 3 véhicules de luxe qui constitueront mon cortège (sécurité oblige). Et puis affectation budgétaire veut dire rédaction de plan de réaffectation, implication de la DGI, du Ministère des Finances, du Bureau du Budget de la République, du Bureau du Premier Ministre et quelque fois même de la *Présidence, toutes ces institutions* pour faire aboutir le dossier ; non cet exercice serait trop *pénible* , *alors cortège ce sera*, et moi d'ajouter " bonjour toutes sortes de dégâts".

Je demande à un badaud /employé où je pourrais aller pour obtenir mes informations, il m'indique le bâtiment où est logé l'espace sacré des chiffres du MCI. Pénétrant dans la salle d'accueil, je constate 2 bureaux sans occupant, un autre où est assise une reine de l'administration publique utilisant son "*zouti*" de travail préféré, son cellulaire, Il n'y a rien d'autre sur son bureau, pas même une plume et une feuille de papier, oui, une seule feuille. Un autre bureau est occupé par une autre dame qui, elle, a un ordinateur devant elle,

probablement un don d'une institution de bienfaisance ou d'un Etat ami. Depuis des décennies nos bureaux publics sont aménagés par leur fonds: au Parlement, à la DGI, dans les Ministères, dans les services déconcentrés de l'Etat. Et aucun inventaire n'ayant été établi, ces meubles sont vendus au plus offrant à la fin du mandat du Ministre; en Haïti ces changements s'opèrent chaque année, dans chaque Ministère à l'exception de quelques-uns.

Pour revenir à notre opératrice d'ordinateur, je lui donne le bénéfice du doute qu'elle travaillait, mais je soupçonne par ces mouvements qu'elle était en train de jouer au *Solitaire* ou à un autre programme faisant partie du répertoire de tous les nouveaux ordinateurs, et si l'internet est disponible (rare luxe), à consulter Facebook,Watts app, e-mail, etc.... Un troisième bureau est occupé par un homme qui lui aussi est au téléphone sans d'autre instrument de travail.

Alors cinq bureaux, 2 vides et 3 en utilisation personnelle. J'explique au jeune homme ce que je désire obtenir. Il me demande de patienter, se lève et se rend à l'intérieur où les employés supérieurs et le Directeur de service sont logés. Cinq minutes plus tard, il revient et me demande de m'asseoir pour attendre le chef de service. J'occupe l'un des bureaux vides. Cinq minutes plus tard, le Chef de Service se présente, dans la cinquantaine, bien vêtu, cravate, veste et pantalon, et l'incontournable Cellulaire.

Je me présente et lui explique ma démarche. Lui de me dire "Bien certainement M. Lamare nous disposons de ces informations cependant elles ne sont pas immédiatement disponibles. Je vous suggère de revenir dans 3 jours pour obtenir la liste" . 3 jours? Sans blague ! *Haïti is open for businesses that want to fail before even starting*. Haïti est ouvert à des entreprises qui vouées à l'échec avant même de commencer !

Évidemment je n'ai pas le choix.

Je reviens donc dans les trois jours qui suivent pour obtenir mon document.

Pénétrant dans le bureau,

je constate une dizaine de jeunes femmes, CV en main, fraîchement vêtues de leur plus bel accoutrement, et bien sûr armées de leur cellulaire.

Ils recrutent, mais c'est incroyable, il y a 3 jours je constatais que ceux qui travaillaient n'avaient *déjà* rien à foutre et l'Etat, non, les haut placés, veulent en ajouter d'autres ! Ceci explique en partie nos mauvaises affectations de budget, le manque de préoccupation pour l'efficacité et les nécessités, le manque de clairvoyance et le je-m'en-foutisme tota

Les *Ti boubout*, femmes, maris, enfants, cousins, cousines, arrière-petits-fils et filles, enfants illégitimes, des ayant droit sont placés dans l'administration publique sans d'autres qualificatifs que "*se entel ki mete m la a*". Beaucoup d'entre eux/elles savent à peine dessiner leur nom, ont reçu une éducation boiteuse avec 70 élèves par classe, et ne comprennent pas certain concepts administratifs: la ponctualité, la discrétion, le respect de la hiérarchie administrative, suivi des consignes et règles de fonctionnement de l'établissement et finalement, n'utiliser son cellulaire que pour les urgences personnelles, et pas pour planifier à quel bal on va se rendre plus tard. Ils n'ont reçu aucune "orientation" comme cela se fait dans la vie administrative moderne. Ils constateront plus tard que leur salaire, quand il est versé à temps, ne pourra pas satisfaire leurs *désirs, ou même leurs besoins les plus élémentaires: écolage, transport et nourriture des enfants, logement décent*, transport, aliments et j'en passe ; *ils feront partie d'une grande frange de la population active, des éternels "débiteurs"* et vraiment éternels. Ils porteront leurs dettes jusqu'à leur tombe, laissant leurs fardeaux aux héritiers (heureusement ils sont légions, les héritiers).

L'on me demande de m'asseoir car "l'informaticienne" du bureau est en train de peaufiner mon rapport. 1 heure de temps après, elle finit par me livrer ce précieux rapport truffé d'erreurs, sans décompte ; *débrouillez-vous pour compter le nombre d'établissements* à chaque page et faire la synthèse, aucune information pertinente n'y

figure, numéro de téléphone Teleco, adresses où le tremblement de terre a fait ravage, donc (ne sont plus disponibles), pas de distinction entre buanderie et blanchisserie, bon, à vous d'établir les pistes (si vous pouvez). Alors 4 à 5 jours pour obtenir ça?!

Alors quelles leçons pourrait-on tirer de ce récit ?

Il faut cesser ce népotisme gangréneux. Les fonds précieux et rares de l'Etat sont littéralement jetés par les fenêtres et la population ne reçoit rien en retour.

2. Il faut une supervision rigoureuse des agissements des institutions et de leur personnel. Pourquoi laisser pourrir des biens de l'Etat payés avec nos taxes simplement pour des effets de *fê wè* des Ministres et haut fonctionnaires de l'Etat. Chaque année, chaque ministère soumet un budget d'investissement de véhicules. Pourquoi d'abord ne pas inventorier les carcasses pour voir ce qui peut *être sauvé*.

Allez au Carrefour Batrville à Delmas, non loin du service inexistant du SMRS (SERVICE METROPOLITAIN DE COLLECTE DES RÉSIDUS SOLIDES. Moi je l'appellerais "SERVICE D'ENRICHISSEMENT POUR LES GRANDS COMMIS DE L'ÉTAT DANS L'ACHAT D'EQUIPEMENTS LOURDS, SANS SERVICE EN CONTREPARTIE, ILS COLLECTENT À PEINE 40% DES RÉSIDUS. Dans la cour du SMCRS, il y a beaucoup d'équipements lourds abandonnés pour une raison ou une autre, quelque fois, ils manquent de pneus, tout simplement,

Alors au Carrefour Batrville, je disais, il y a un cimetière de véhicules abandonnés, appartenant à des privés ou bien à l'État et ceci depuis des années. Pourquoi ne pas vendre ces véhicules aux enchères. Parce que personne dans l'administration ne sait comment organiser une vente aux enchères, (très, très compliquée ça et puis *kijan n ap separe lajan an si tout moun wè sa k ap fèt*. A Tabarre aussi il y a un grand, un énorme espace où sont enterrés les équipements lourds et d'autres véhicules qui pourraient, moyennant un petit investissement être remis en état de service pour toute l'administration publique. Où sont

les Parlementaires dans tout cela?

3. Le manque de compétence et d'efficacité des employés. 3 jours francs pour une information déjà disponible dans un ordinateur, ce n'est pas sérieux ; d'ailleurs le Chef de Service aurait dû être en mesure de nous fournir ces informations, (*ki sa l ap regle konsa a?*) bien entendu, s'il était compétent pour remplir le poste et si on lui avait fourni une formation lui permettant d'être efficace et productif.

4. insouciance des cadres de haut niveau "et alors ? " se disent-ils. Les autres cadres s'expriment ainsi : "*Alòs nèg yo anèl a ap jwi lavi yo, epi n ap bourike? Pa gen sa pyès. N ap kale wès menm jan ak yo, epi kòb la deja twò piti*".

5. Insouciance des politiciens, vous comprenez bien que cette histoire de népotisme est presque de leur domaine. Ce sont eux qui dans les coulisses, proposent les incompetents en échange de vote favorable ou pas dans les "deals politiques". Question de renvoyer l'ascenseur.

6. **Indifférence de la population: nous n'exigeons rien de nos dirigeants. Nous acceptons toutes les bêtises administratives, les atrocités, le manque de clairvoyance. Le pont de la Route 9 en est un parfait exemple. Don reçu, don utilisé, don détruit ou effondré, "don suivant"**.

Bon, la liste des tares est trop longue. Il faut que nous tous reprenions les choses en main, cet amateurisme ne peut pas continuer. Soyons longtemps plus exigeants envers nos dirigeants. Il faudra aussi veiller minutieusement aux opérations d'acquisition de services, de mobiliers et d'immobiliers ainsi que des passations de marché pour les grandes infrastructures, comme un pont, un bâtiment administratif ou technique de l'État . "*Where there's a will there's a way*". La où il ya la volonté il y a une façon de réussir".

Malgré *tout bagay sa yo* je garde l'ESPOIR qu'un jour nous nous réveillerons de ce sommeil léthargique.

**Alix Lamarre,
Flushing, NY
2 Avril, 2016**

des administrés et des agents publics doit être sanctionnée par des juges faisant partie d'un ordre administratif total et indépendant. Dans la perspective de la juridicisation de la vie politique en Haïti, le fonctionnement efficace de la justice financière s'avère également incontournable. En effet, le pays a besoin d'une justice financière capable de constater les malversations, les détournements et les vols perpétrés contre le trésor public et engager la responsabilité financière des Comptables fautifs. Aussi, doit-elle pouvoir trancher sur la

gestion des ordonnateurs des deniers publics sans blocage politique parlementaire.

De plus, la juridicisation de la vie politique fait appel nécessairement à l'organisation d'une justice électorale capable de réaliser des élections pouvant conduire le pays sur la voie de la stabilité. Cette justice doit être en mesure de protéger les droits des électeurs et de contraindre tous les partis politiques et les candidats à respecter le droit électoral. Les citoyens et les acteurs politiques doivent se rendre à

l'évidence qu'il s'agit d'une justice indépendante et impartiale, dans laquelle les organes qui réalisent et administrent les élections seront différents de ceux investis de la mission de trancher des recours. En outre, dans l'optique de la juridicisation de la vie politique en Haïti, la mise en place de la justice politique est d'une importance vitale. Cette justice devra être à même de sanctionner les agissements politiques contraires à l'intérêt général de l'Etat et à juger les hauts responsables de l'Etat qui sont accusés d'avoir manqué aux devoirs

assortis de leurs obligations.

L'impératif de juridiciser la vie politique et la manière d'y parvenir démontrés, cette juridicisation pavera la voie à l'établissement d'une démocratie juridique dans le pays où la liberté de décisions de l'Etat sera, à tous les niveaux, encadrée par l'existence de normes juridiques dont le respect sera garanti par l'intervention d'un juge. De plus, cette juridicisation aboutira à la pacification de la vie politique en encadrant les débats entre majorité et minorité parlementaire. En outre, elle

régulera les changements politiques et renforcera la cohésion de la société politique.

Notes

CHEVALLIER, Jacques: *L'Etat de droit*, Montchrestien, Collection, Clefs, 5ème édition, 2010, p.127

FAVOREU, Louis, PATRICK Gaïa et al., *Droit Constitutionnel*, Paris, Dalloz, 14ème édition, 2011, p. 277

**Louino VOLCY
Professionnel du droit**

Immaculé Bakery & Restaurant
2 Locations en Brooklyn



Spécialités

- Pâtés • Pain • AK-100 • Gâteaux
- Jus citron • Bonbon amidon
- Bouchées • Cornets
- Pain patate (sur commande)
- Bouillon (chaque samedi)
- Soupe (chaque dimanche)

1227 Nostrand Avenue
(entre Hawthorne & Winthrop)
Tél: 718.778.7188

1411 Nostrand Avenue
(entre Linden & Martense)
Tél: 718.941.2644

KATOU RESTAURANT

5012 Ave M
(Entre E. 51 et Utica)
10h am – 10h pm

Une innovation dans la cuisine haïtienne à Brooklyn

Tous les plats haïtiens réalisés par une équipe de cordons bleus recrutés sous la supervision de Katou

Griots – Poissons – Poissons Gros Sel

– Dinde – Poulet – Cabri

– Boeuf – Légumes

Bouillon le samedi – Soupe le dimanche – Bouillie de banane le soir

Appelez le **718-618-0920**

Livraison à domicile

Si vous avez du goût, vous ne lâcherez pas Katou Restaurant

VENUS RESTAURANT

Specializing in
Caribbean & American Cuisine



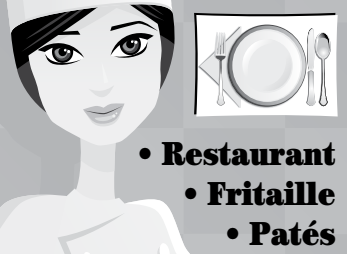
We do Catering Available for all Occasions Fritaille etc..

670 Rogers Avenue
(Corner of Clarkson Ave)
Brooklyn, NY 11226

“Venus, l’entroit idéal”

718-287-4949

AMBIANCE EXPRESS



- Restaurant
- Fritaille
- Patés

2025 Nostrand Avenue (just off Farragut Road) Brooklyn, NY

General Manager: Marie S

718.434.4287

DANA CARIBBEAN CUISINE

2026 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11210



The Finest in Haitian Food

Breakfast • Lunch • Dinner

Pâtés • Gateaux

Catering • Delivery • Parties

Chef: Véronique Pillard

Manager: Danaelle Bonheur

718.484.2335

16 Haïti Liberté/Haitian Times

Vol. 9 • No. 41 Du 20 au 26 avril 2016

Brésil : les députés votent pour la destitution de Dilma Rousseff

Par Anne-Charlotte Dusseaulx

A une écrasante majorité, les députés brésiliens ont ouvert dimanche la voie d'une destitution de la présidente de gauche Dilma Rousseff.

Le camp favorable à la destitution de Dilma Rousseff l'a emporté. Par 367 voix, soit 25 de plus que les 342 requises (deux tiers) pour autoriser le sénat à mettre en accusation la présidente brésilienne. Seuls 137 députés, de gauche, ont voté contre la destitution. Sept députés uniquement se sont abstenus et trois étaient absents.

Les députés de l'opposition de droite ont exulté, chantant l'hymne des supporters de l'équipe de foot au Mondial-2014 : « *Je suis brésilien, avec beaucoup de fierté et beaucoup d'amour* »

Dans un lourd climat d'affrontement

Empoignades, insultes : cette session extraordinaire s'est déroulée dans un lourd climat d'affrontement dès son ouverture par le président du Congrès Eduardo Cunha, ennemi juré de la présidente, inculpé également pour corruption dans le scandale des détournements de fonds du géant pétrolier



La présidente du Brésil Dilma Rousseff pourrait être écartée du pouvoir. (Reuters)

étatique Petrobras, sous les huées des élus de gauche.

Après de longues minutes de confusion où les députés ont failli en venir aux mains, le calme est ensuite à peu près revenu. Après les interventions des chefs des groupes parlementaires, chaque élu a eu dix secondes pour annoncer son vote au micro.

« Cette défaite provisoire ne signifie pas que la guerre est perdue »

Le mandat de Dilma Rousseff ne tient désormais plus qu'à un fil. D'ici le 11 mai, il suffira d'un vote à la majorité

simple des sénateurs pour qu'elle soit formellement mise en accusation pour «crime de responsabilité» et écartée du pouvoir pendant 180 jours au maximum, en attendant un verdict final. Le vice-président Michel Temer, son ex-allié centriste et désormais rival, assumerait alors ses fonctions et formerait un gouvernement de transition.

Avant même l'officialisation des résultats, le leader du Parti des Travailleurs (PT, gauche) au Congrès des députés, José Guimaraes, avait reconnu par avance cette «défaite». «Les putschistes ont gagné ici à la chambre», mais «cette défaite provisoire ne signifie pas que la guerre est perdue», a-t-il déclaré. «Nous allons maintenant dialoguer avec le Sénat pour qu'il corrige l'action des putschistes dirigés par des gens sans autorité morale», a ajouté José Guimaraes.

Accusée de maquillage des comptes publics en 2014, année de sa réélection, et en 2015 pour masquer l'ampleur de la crise économique, Dilma Rousseff nie avoir commis un crime dit «de responsabilité» et dénonce une tentative de «coup d'Etat» institutionnel. Elle avait annoncé qu'elle «lutterait jusqu'à la dernière minute de la seconde mi-temps».

Le JDD 18 avril 2016

Raul Castro invite Cuba à se méfier des intentions des États-Unis !



Le président Raul Castro âgé de 84 ans et son principal lieutenant au sein du parti, José Ramon Machado Ventura, 85 ans

Raul Castro a averti samedi les dirigeants du Parti communiste cubain que les États-Unis restaient déterminés à mettre fin à la révolution socialiste à Cuba malgré le dégel diplomatique entre les deux pays.

S'exprimant en ouverture du premier congrès du PC cubain depuis cinq ans, Raul Castro a affirmé que le modèle du parti unique était essentiel pour préserver le système communiste. « Nous devons être en alerte, aujourd'hui plus que jamais », a dit le président cubain devant un portrait géant de son frère Fidel, auquel il a succédé en 2008 à la tête de l'État.

Dans un discours de plus de deux heures, Raul Castro a usé d'un ton peu conforme au réchauffement entre son pays et les États-Unis, qui ont rétabli leurs relations diplomatiques en juillet. Ce rapprochement a été symbolisé par la visite le mois dernier à Cuba du président américain Barack Obama.

Raul Castro a certes salué la volonté de ce dernier de lever les sanctions américaines contre l'île ; mais il l'a qualifiée de simple changement de « méthode », en allusion aux efforts constants des États-Unis de favoriser

la chute du régime mis en place par Fidel Castro à partir de 1959. « La fonction essentielle du congrès est de faire passer le message selon lequel la visite d'Obama n'a rien changé. De refroidir les attentes », juge Bert Hoffman, spécialiste de l'Amérique latine au sein de l'Institut Leibniz des études mondiales et régionales (German Institute of Global and Area Studies, GIGA), basé à Hambourg.

Raul Castro a réitéré la promesse du parti d'engager des réformes qui, selon lui, devraient être plus rapidement mises en œuvre. Il n'a pas précisé lesquelles ; mais a assuré que Cuba ne s'orientait pas vers le capitalisme. Il a pris la Chine et le Vietnam en modèles en affirmant que la propriété sociale et les coopératives étaient préférables à la propriété privée.

Pour Raul Castro, les USA ont aussi un parti unique

Il a salué l'accroissement du nombre de salariés indépendants à Cuba ; mais a prévenu que les États-Unis cherchaient à les transformer en force d'opposition interne au régime.

Barack Obama a consacré plusieurs heures à rencontrer de petits entrepreneurs lors de sa visite à La Havane en mars. « Nous ne sommes pas naïfs et nous sommes conscients des puissantes forces extérieures qui aspirent à, comme elles disent, 'responsabiliser' des acteurs non-étatiques pour fabriquer des agents du changement et achever la révolution par d'autres moyens », a déclaré Raul Castro.

Il a dit ne pas croire en la promesse de Barack Obama, selon laquelle les États-Unis ne chercheraient pas à imposer de changements politiques ou économiques à Cuba. « Les objectifs sont les mêmes, seules les méthodes ont changé », a-t-il affirmé.

RINCHER

Translations
Cheapest in Town
Birth Certificate • Resume
• Divorce/Marraige Certificates

Universal Book Store
 Languages • Religious • Political
 • History • Educational

Radio Optimum Mondiale
 Advertising • Radios • Annonces • Nouvelles

826 Rogers Avenue
Brooklyn, NY 11226
(718) 282-4033

Email: rincherexpress@gmail.com

Venezuela: Maduro dénonce une conspiration orchestrée depuis Washington!

Le président de la République, Nicolás Maduro, a dénoncé mercredi une conspiration pour un coup d'État orchestré depuis Washington (États-Unis) pour renverser le Gouvernement Bolivarien. « La conspiration de coup d'État pour renverser le gouvernement révolutionnaire et en finir avec la patrie vénézuélienne est en marche. Il y a une conspiration pour un coup d'État dirigée par Washington » a déclaré le Chef de l'État pendant l'installation de la session plénière nationale du Congrès de la Patrie qui se déroule au Polygone de Caracas.

Lors de cette cérémonie, le Président a indiqué que le président des États-Unis Barack Obama a révélé ses véritables intentions après avoir demandé ouvertement lors d'une interview accordée à CNN un coup d'État contre le Gouvernement Bolivarien. « Pour la première fois, un président des États-Unis à une époque de révolution demande publiquement et appelle à la «rapide substitution» comme il dit, du gouvernement constitutionnel et légitime du Venezuela », a alerté le Président tout en expliquant que le désespoir des porte-paroles de la droite - qui attaquent le peuple depuis l'Assemblée Nationale - obéit à cet ordre des axes de l'empire.

Maduro a évoqué le fait que l'ingérence contre le Venezuela s'est intensifiée après la défaite qu'a subi le gouvernement d'Obama au Sommet des Amériques qui a eu lieu au Panama l'année dernière, où tous les pays d'Amérique Latine et des Caraïbes ont condamné le décret des États-Unis qui



Nicolás Maduro

agresse le Venezuela.

Face à cette situation - et devant les nouvelles attaques que la Maison Blanche met en œuvre contre les peuples d'Amérique Latine et des Caraïbes - le Chef de l'État a invité les membres du Congrès de la Patrie à élever la voix anti-impérialiste qui caractérise la Révolution Bolivarienne pour défendre le droit à l'auto-détermination. « Ce Congrès de la Patrie (...) doit élever la voix de la dignité et condamner l'ingérence putschiste du gouvernement des États-Unis dans les affaires qui ne concernent que nous, les Vénézuéliens », a-t-il déclaré dans une émission diffusée conjointement par la radio et la télévision.

De la même façon, il a invité le peuple vénézuélien à renforcer le travail pour la Révolution Bolivarienne et à ne pas tomber dans les plans provocateurs de la droite nationale.

AVN 13 avril 2016

Traduction Françoise Lopez
 Bolivar Infos 16 Avril 2016

Face à cette menace, le système du parti unique est la meilleure défense, a souligné le président cubain. « Si un jour ils parviennent à nous diviser, ce serait le début de la fin de la révolution, du socialisme et de l'indépendance de notre patrie », a-t-il dit au millier de délégués présents au congrès.

Rappelant l'un de ses échanges avec un responsable américain, Raul Castro a rapporté avoir déclaré à son interlocuteur que les Partis républicain et démocrate aux États-Unis étaient tellement semblables qu'ils étaient comme un seul et même parti. « C'est comme si à Cuba nous avions deux partis, que Fidel en dirige un et

que je dirige l'autre », a-t-il dit, déclenchant rires et applaudissements.

Raul Castro est âgé de 84 ans et son principal lieutenant au sein du parti, José Ramon Machado Ventura, de 85 ans. Dans un signe adressé à la prochaine génération de dirigeants, le président a déclaré qu'il ne faudrait pas avoir plus de 60 ans pour intégrer l'organe de décision du PC cubain.

Raul Castro est censé quitter la présidence du pays en 2018. On saura à l'issue des quatre jours du congrès s'il restera chef du parti jusqu'en 2021 ou si une personnalité plus jeune prendra la direction du PC.

Journal de Montréal,
 REUTERS 17 avril 2016

AVIS JUDICIAIRE

PAR CES CAUSES, le Tribunal, sur les conclusions conformes du ministère public, maintient le défaut déjà accordé à l'audience du lundi 12 novembre 2015 pour le profit, admet la demande tant en la forme qu'au fond, en conséquence, prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les époux Etienne Saint-Cyr, la femme née, Karline Castor pour les motifs susdits, renvoie le demandeur par devant l'Officier de l'Etat civil de la commune d'Aquin, pour le surplus des formalités légales ; compense les dépens, commet enfin l'huissier Therinor Fils pour la signification du présent jugement.....

Ainsi jugé et prononcé par nous, Wadson Brown, juge, en présence de Me Vana Mane substitut du commissaire du gouvernement de ce ressort, avec l'assistance de Paulin Civil, greffier du siège, en audience ordinaire, civil et publique de ce jour 23 novembre 2015, An 212e de l'Indépendance.....

Il est ordonné à tous huissiers, sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution ; aux Officiers du ministère public près les tribunaux civils d'y tenir la main ; à tous commandants et autres Officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis. En foi de quoi, la minute de la présente décision fut signée du doyen et du greffier susdit. Collationnée pour expédition conforme à la minute.

Paulin Civil, greffier.

Haiti Top 10 : Chansons Immortelles

Par Ed Rainer

« Haïti Top 10 ». Les chansons immortelles du terroir. On parle de ces créations qui, de par leur qualité musicale et lyrique ont pu subsister à travers le temps dans la mémoire collective. De ces ballades épiques et mythiques qui se sont renouvelées; en se fondant inexorablement dans l'imaginaire commun. Parmi une centaine de ces perles qui sans aucun doute aurait fait partie " Du Grand Livre Patrimonial des Chansons Immortelles Haïtiennes". Il y en a qui sont orphelines et ont dû être classées au compte de "Domaine Public". Parce que nées dans un temps où le hit-parade et le droit d'auteur importaient peu: Latibonit, Panamam tonbe, Yoyo, Peze kafé, General Janbatis, Kouzen, Grann, Caroline Accaau, Dodoitititit..., Bèl Kongo, Danmbala, et tant d'autres aussi diverses retransmises en negro-spiritual, chant rituel, la ballade, ronde enfantine à la méringue lente et la chanson populaire.

Tâche d'autant plus ardue que d'extraire 10 chansons immortelles parmi les joyaux sonores légués par les plus prolifiques compositeurs du bercail. Si l'on se réfère aussi aux airs classiques et populaires de Occilius Jeanty tels: Les imprécations de Dessalines, Les vautours du 6 Décembre,

Carte blanche, La vivandière, 1804, Dessalines pa vle wè blanmannan, salut présidentiel et autres. De Justin Elie: Hymne à Damballah, Zonbi mann mannann, Chant des hounsis, Danses tropicales, Kiskeya. De Ludovic Lamothe: Papillons noirs, Feuilles d'album, Sobo et Loco, Fantaisie, Shezo, Ibo (Gagnant 1er prix carnavalesque de 1934).

De Luc Jean Baptiste: Diane, Gabelus, 18 Novembre, Bicentenaire. De Anton Jaegerhuber: Marasa Elou, Complainte nocturne, Erzulie O, L'île enchantée, Gouverneur de la rosée (paroles de J. Roumain), Ague taroyo, Invocation à Damballah, Erzulie malad, Gran loa mwen. De Frantz Casséus: Mèsi bondye, Nan fon bwa, Se gran maten,, Nan Guinen, Simbie, Fi nan bwa, Toulèjou, Kongo . Sans oublier le quator insatiable que reste: Dodof Legros, Ansy Dérose, Raoul Guillaume, Gérard Dupervil qui à eux seuls, ont chacun 10 morceaux incomparables pour compléter ce livre imprimé au cours de deux siècles, pour éclore des merveilles phoniques et de ritournelles qui se sont installées incontournables au panthéon de la chanson haïtienne. L'audience a pu quand même jeter son dévolu sur 14 titres inoubliables qui ont dominé l'espace sonore natif, recréés à travers diverses générations et artistes de multiples horizons.



Numéro 1- La Dessalinienne
(Paroles : Justin Lhérisson,
Musique: Nicolas Fénélon Geffrard)

Durant l'année 1903, à l'approche du Centenaire de l'indépendance d'Haïti, à l'initiative du citoyen Pierre Laforest fut crée l'Association Nationale du Centenaire, dans le but de doter le pays d'un hymne national. L'administration de Nord Alexis, par le dévouement de son Ministre de l'Intérieur Renaud Hypolite prit une part prépondérante à ce projet. Un comité fut créé des sieurs: Justin Dêvôt, Septimus Marius, Jérôme Salomon, Dantès Bellegarde et Amical

Duval. Un jury composé de de Sténio Vincent, Dr. Edmond Héraux, Fernand Hibbert, Arsène Chevy, Charles Moravia, jugeait les textes; et un autre formé de Occilius Jeanty, Révérend Albert Saint Claire, Montbrun Basquiat, Dr. Edmond Saintonge, Edmond Roumain, Dr. Mahotière et Hermann Héraux, pour la musique.

Les épreuves furent reçues du 30 juin au 30 Septembre 1904. Et la pièce contenant les paroles du romancier Justin Lhérisson et la musique du chef d'orchestre, d'alors au Lycée des Jeunes Filles, Nicolas Fénélon Geffrard fut choisie parmi d'autres œuvres. Sur

les conseils du médecin et historien Clément Lanier, elle fut nommée : " La Dessalinienne", en hommage au fondateur de la patrie. Elle fut exécutée pour la première fois en Octobre 1903, à l'occasion d'une festivité organisée par le Comité du Centenaire au Petit Théâtre Sylvain, situé à la rue du Centre à Port-au-Prince. A cette occasion, "La Dessalinienne", fut interprétée avec verve par Auguste" candjo" Despradines, accompagné par le brillant musicien et pianiste Jean Courtois, devant un public fervent et ému.

1
Pour le pays, pour les ancêtres
Marchons unis, marchons unis
Dans nos rangs point de traîtres
Du sol soyons seuls maîtres
Marchons unis, marchons unis
Pour le pays, pour les ancêtres

2
Pour les aïeux pour la patrie
Bêchons joyeux, bêchons joyeux
Quand le champ fructifie
L'âme se fortifie
Bêchons joyeux, bêchons joyeux
Pour les aïeux, pour la patrie

5
Pour le drapeau, pour la patrie
Mourir est beau, mourir est beau
Notre passé nous crie
Ayez l'âme aguerrie
Mourir est beau, mourir est beau
Pour le drapeau pour la patrie

Equateur : le bilan du séisme atteint 350 morts

Par Anne-Charlotte Dusseaulx

Le violent séisme de magnitude 7,8 ayant frappé la côte pacifique de l'Equateur samedi soir a fait au moins 350 morts, selon un nouveau bilan communiqué lundi par le ministre de la sécurité.

350 morts. C'est le nouveau bilan du séisme en Equateur, selon le ministre de la sécurité. Un précédent bilan faisait état de 233 morts et près de 600 blessés. Des équipes de secours tentaient dimanche de venir en aide aux rescapés coincés sous les décombres, au lendemain d'un violent séisme de magnitude 7,8. L'état d'exception a été décrété dans le pays.

La plus forte secousse depuis 1979 A Portoviejo, dans la province de Manabi (ouest de l'Equateur), l'une des



Le bilan du séisme en Equateur s'alourdit encore et le président Rafael Correa ému, a déploré « une tragédie d'ampleur » et annoncé une aide budgétaire d'urgence

villes les plus touchées, des maisons détruites, un marché dévasté, des lampadaires au sol et des débris épar-

pillés sur les trottoirs témoignaient de l'ampleur de la secousse, la plus forte dans ce pays depuis 1979. « C'était horrible, c'est la première fois que je ressens un séisme comme celui-ci, j'ai eu l'impression qu'il durait une minute et demi », a témoigné auprès de l'AFP Bibi Macontos, une habitante de 57 ans. « J'ai cru que ma maison allait s'effondrer », a-t-elle ajouté, encore sous le choc.

« Nous sommes sortis en vitesse dans la rue et nous avons vu que le marché couvert s'était effondré », a raconté à l'AFP Nelly, 73 ans, une habitante d'Abdon Calderon, localité proche de Portoviejo. En larmes, elle a confié qu'il y avait « une personne coincée [sous les décombres, NDLR] qui criait pour demander de l'aide, mais après elle a arrêté de crier ».

« Nous savons qu'il y a des citoyens sous les décombres »

En visite au Vatican, le président Rafael Correa, qui a déploré « une tragédie d'ampleur » et annoncé une aide budgétaire d'urgence « d'environ 600 millions de dollars », atterrira directement à Manta à 18h30 (23h30 GMT). La cheffe de la diplomatie de l'Union européenne, Federica Mogherini, a annoncé l'activation du mécanisme européen de protection civile, pour aider le pays



Des équipes de secours tentaient de venir en aide aux rescapés coincés sous les décombres

sud-américain.

Plus de 14.000 membres des forces de sécurité, 241 professionnels de santé et deux hôpitaux mobiles ont été dépêchés sur place, a dit le vice-président Jorge Glas ; car « nous savons qu'il y a des citoyens sous les décombres qui doivent être secourus ». Des renforts arrivent de Colombie et du Mexique.

Il y a des «dégâts considérables»

Le séisme s'est produit à 18h58 (23h58 GMT) à 20 km de profondeur.

La secousse d'une minute environ a été suivie d'une série de répliques. Selon l'Institut de géophysique (IG), il y a des «dégâts considérables dans la zone de l'épicentre» située dans la province de Manabi (sud-ouest) «et aussi dans des lieux éloignés comme la ville de Guayaquil (sud-ouest), le sud de Quito, San Miguel de los Bancos, Manta».

La secousse a été ressentie dans le sud de la Colombie et au Pérou, apparemment sans faire de victimes.

Le JDD 17 avril 2016

GET YOUR TAX REFUND FAST

- Income Tax
- Insurance (car, life, home, business)
- Real Estate
- Financial Consulting
- Notary Public
- Translations (from French, Creole, Spanish to English)
- Typing (resume, flyers, invitations, papers, business letters)
- Faxing (sending and receiving). Copying.
- Electronic Filing

Phone: 718.693.8229 Fax: 718.693.8269
1786 Nostrand Ave., Brooklyn, NY 11226
(between Clarendon Rd & Avenue D)

CHERY'S BROKERAGE

Les Dérangés Sociaux au Parlement

Par Réginal Souffrant

1.- L'Accoutrement

Les députés s'habillent en blanc
Pour signifier qu'ils sont à la traîne de
l'homme blanc,
Qu'ils ont la "peau noire" mais portent
des "masques blancs" (1).
Voici une vérité écrite noir sur blanc!

Les sénateurs enfilent une tenue noire
En route pour les funérailles du terroir.
Le trésor public, transformé en foire
Privée, est enterré dans des tiroirs.

On mélange le noir et le blanc
Pour s'offrir un portrait plus chatoyant
Au moment de se métamorphoser en
narcotrafiquant
Déguisé en discoureur éloquent.

À la vue du blanc,
Ils sont tous tremblants,
Se plient comme des roseaux
À dessein de "sucer quelques os". (2)

2.- Affairistes Au Possible

Ce sont de dangereux mathématiciens.
Leurs formules dépassent celles des
Égyptiens,
Des Perses, des Babyloniens et des
Phéniciens:
Elles permettent d'augmenter le capital
à partir d'un rien.

Ce sont des docteurs ès mensonges.
Dans la réalité tout comme dans leurs
songes,
L'idée de piller leur revient mille fois
par heure
Et pique leur curiosité comme une
délicate fleur.

Sans scrupules, ils paradedent leurs
assiettes
Pour, à l'instar d'un chien, recueillir
quelques miettes.
La dignité, la fierté sont choses du
passé
De même que l'orgueil, l'honnêteté et
la probité.

Légiférer est synonyme de bouffer,
Et l'appétit de voler...
C'est la noble vertu à chérir.
En vérité, ils maîtrisent l'art de s'en-
richir.

4 avril 2016

1.- Fanon, Frantz. Peau Noire,
Masques Blancs. Paris : Les Editions
du Seuil, 1952.

2.- Haïtianisme signifiant : "tirer sa
part du lion"



CATERING & TAKE-OUT

Now 2 Locations in Brooklyn



1738 Flatbush Avenue
(b/t Aves I & J)
718.258.0509



2816 Church Avenue
(b/t Nostrand & Rogers Aves.)
718.856.2100

Directory Classified

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

AUTO DONATIONS

Donate your car to Wheels For
Wishes, benefiting Make-A-Wish.
We offer free towing and your
donation is 100% tax deductible.
Call (855) 376-9474

DISC JOCKEY

House party DJ for all Haitian
or Caribbean parties. New York
metro area only. Call or text
347.379.5765. Ask for Junior.

EDUCATION

**Mega Institution Mixte. Mission
d'Education pour les générations
de l'Avenir.** Lilavois 53, Plaine du
Cul de Sac, Haiti. Ecole Primaire et
Bilingue. Fondateur : Jean L. Vallon,
M.S. EDU, Tel : (011509) 3813-
1107. Email : levallon@aol.com,
vjeanlesly@yahoo.com

HEALTH

Haitians love "SOUL," the anti-
oxidant power supplement made
from seeds! Banish pain, reclaim
youth, inject energy. Packets: **\$4
each.** Box of 30: **\$78.** Two boxes:
\$143. Call (203) 666-8650 or visit
www.myrainlife.com/rejuvenation.

HELP WANTED

DRIVERS with TLC License
WANTED! With or WITHOUT car.
GEORGE TOWN CAR SERVICE,
Base # B01081, 919 E. 107th St.,
Brooklyn. Call Victor, 718.642.2222,
cell 646.415.3031.

HELP WANTED

DRIVERS with TLC License
WANTED! With or without car.
ALPHA CAR SERVICE, Flatbush
Ave. & Ave. I, Brooklyn.
Call 718-859-2900.

HELP WANTED

Driver Tractor Trailer & Owner
Operators Wanted, for Container
Work, 3 Years Pier Experience
Required, CDL Class A Licence,
Clean Record, Twic Cart Required.
Good Pay, Steady Work, Please Call
Gabriel or Mark (973) 690-5363 or
Inquire Within 187-189 Foundry St.
Newark, NJ 07105

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for
Wednesday newspaper deliveries.
Routes available in New York &
Miami. Call 718-421-0162.

HELP WANTED

AIRLINE CAREERS Start Here -Get
trained as FAA certified Aviation
Technician. Financial aid for qualified
students. Job placement assistance.
Call AIM for free information
866-296-7093

HELP WANTED

Entry Level Heavy Equipment
Operator Career. Get Trained- Get
Certified- Get Hired! Bulldozers,

Backhoes & Excavators. Immediate
Lifetime Job Placement. VA Benefits.
National Average \$18.00-\$22.00
1-866-362-6497

HELP WANTED

\$8,000 COMPENSATION. EGG
DONORS NEEDED. Women 21-31.
Help Couples Become Families using
Physicians from the BEST DOCTOR'S
LIST. Personalized Care. 100%
Confidential. 1-877-9-DONATE;
1-877-936-6283;
www.longislandivf.com

HUNTING

Our Hunters will Pay Top \$\$\$ To
hunt your land. Call for a Free Base
Camp Leasing info packet
& Quote. 1.866.309.1507.
www.BaseCampLeasing.com

LAND FOR SALE

NATURAL UNSPOILED COASTAL
PROPERTY- There is a place just
hours away where you can find
abundant natural beauty, clean air
and space. Located in Virginia 90
miles south of Ocean City. Lots are

3 to 22 acres and priced \$60,000 to
\$98,000. All are near the shoreline,
some with excellent water views.
Amenities include community dock
and sandy beach. Low taxes and a
mild climate. Call (757)442-2171 or
email: oceanlandtrust@yahoo.com,
website http://waverlylots.com

LEGAL

REAL ESTATE CLOSINGS Buy/
Sell/Mortgage Problems. Expd
Attorney & R.E. Broker, PROBATE/
CRIMINAL/BUSINESS- Richard H.
Lovell, P.C., 10748 Cross Bay, Ozone
Park, NY 11417 718-835-9300
LovellLawnewyork@gmail.com

LOTS & ACREAGE

ADIRONDACK LAKEFRONT CABINS!
TIMBER TRACTS! WATERFRONT
ACREAGE! Absolute Sale 4/23
SELLING BELOW MARKET! Two
lakes, State Land, streams! 40 mins
Albany, 3hr NYC! Terms avail!
Call 888-905-8847 to register.
WoodworthLakePreserve.com

DONATE YOUR CAR

*Wheels For
Wishes*

Benefiting
Make-A-Wish®
Metro New York and
Western New York

*Free Vehicle/Boat Pickup ANYWHERE
*We Accept All Vehicles Running or Not
*Fully Tax Deductible

WheelsForWishes.org

Call: (917) 336-1254

*Wheels For Wishes is a DBA of Car Donation Foundation.

Your Homeownership Partner



The State of New York Mortgage Agency offers:

- **Competitive, fixed-rate mortgages for first-time homebuyers**
- **Downpayment assistance available up to \$15,000**
- **Special program for veterans, active-duty military, National Guard and reservists**
- **Funds available for renovation**

1-800-382-HOME(4663)

www.sonyma.org



QUICK FUNDING for Small Businesses

Get \$5,000 - \$2,000,000 in as few as 2 days*
MINIMUM 2 YEARS IN BUSINESS TO QUALIFY

APPLY (888) 732-6298
TODAY  **bfscapital.com/nyp**

bfscapital

*Subject to approval and
merchant bank processing.



Natural Unspoiled Coastal Property

Website
<http://waverlylots.com>

Community dock & ramp

There is amazing unspoiled land just hours away. Where you'll
be surrounded by natural beauty, clean air and space; not condos,
crowds or traffic. Located in Virginia just 3+ hrs from I-95 NJ/
DE line. 23 lots, 3 to 22 acres each, priced \$60,000 to \$98,000.
All are near the shoreline, some w/ excellent water views. Paved
roads, utilities, dock, boat ramp and beach. Low property taxes.

Call (757) 442-2171 or email: oceanlandtrust@yahoo.com

WE ARE SURE TO HAVE A CAR TO FIT YOUR BUDGET • EASY FINANCING! BEST CHANCE TO GET APPROVED IS HERE! EASY FINANCING! ††

Whether you're buying or selling a car, If You Can't Make It To Us,
We'll Pick You Up. Call 888-396-2567 For Complimentary Pick Up.

CONVERTIBLES
33 IN-STOCK

COUPES
46 IN-STOCK

HATCHBACKS
25 IN-STOCK

MINIVANS
179 IN-STOCK

SEDANS
1105 IN-STOCK

UNDER \$10,999
50 IN-STOCK

SUVs
720 IN-STOCK

TRUCKS
37 IN-STOCK

FIND A WHOLE LOT OF SAVINGS & SELECTION AT MAJOR WORLD

OVER 3000 CARS TO CHOOSE FROM ON OUR LOT! CARS STARTING ^{AS LOW AS} \$3,995!
*2008 Dodge Caliber, 91k mi, Stk#17934

GET PRE-QUALIFIED IN SECONDS AT MAJORWORLD.COM WITHOUT IMPACTING YOUR CREDIT SCORE

 '12 CHEVY SONIC BUY FOR: \$5,995 PLUS TAX & TAGS Stk# 20964, 32k mi.	 '12 FORD ESCAPE BUY FOR: \$5,995 PLUS TAX & TAGS 72k miles, Stk#7278	 '15 NISSAN VERSA BUY FOR: \$7,495 PLUS TAX & TAGS Stk#22078, 11k mi.	 '07 ACURA MDX BUY FOR: \$7,995 PLUS TAX & TAGS 104k miles, Stk#10125	 '13 TOYOTA COROLLA BUY FOR: \$7,995 PLUS TAX & TAGS 48k miles, Stk#23027	 '14 NISSAN SENTRA BUY FOR: \$7,995 PLUS TAX & TAGS 4k miles, Stk#12691
 '12 HONDA ACCORD BUY FOR: \$8,995 PLUS TAX & TAGS 32k miles, Stk#1223	 '13 NISSAN ALTIMA BUY FOR: \$8,995 PLUS TAX & TAGS 27k miles, Stk#19051	 '14 HYUNDAI SONATA BUY FOR: \$8,995 PLUS TAX & TAGS 42k miles, Stk#17885	 '13 TOYOTA CAMRY BUY FOR: \$9,495 PLUS TAX & TAGS 28k miles, Stk#17946	 '14 FORD FUSION BUY FOR: \$9,995 PLUS TAX & TAGS 19k miles, Stk#22534	 '15 VOLKSWAGEN JETTA BUY FOR: \$9,995 PLUS TAX & TAGS 33k miles, Stk#22118
 '15 TOYOTA COROLLA BUY FOR: \$10,995 PLUS TAX & TAGS 11k miles, Stk#22424	 2014 HONDA ACCORD BUY FOR: \$11,995 PLUS TAX & TAGS Stk#22987, 33k mi.	 '14 NISSAN MAXIMA BUY FOR: \$12,995 PLUS TAX & TAGS 30k miles, Stk#18077	 '15 NISSAN ALTIMA BUY FOR: \$12,995 PLUS TAX & TAGS Stk#20624, 7k mi.	 '15 TOYOTA CAMRY BUY FOR: \$13,888 PLUS TAX & TAGS 21k miles, Stk#21725	 '15 HONDA ACCORD BUY FOR: \$14,995 PLUS TAX & TAGS 13k miles, Stk#22981
 '13 TOYOTA SIENNA BUY FOR: \$14,995 PLUS TAX & TAGS 26k miles, Stk#11973	 '16 CHEVY MALIBU BUY FOR: \$14,995 PLUS TAX & TAGS 44 miles, Stk#20432	 '14 HONDA CRV BUY FOR: \$14,995 PLUS TAX & TAGS 33k miles, Stk#21947	 '14 TOYOTA RAV4 BUY FOR: \$15,995 PLUS TAX & TAGS 26k miles, Stk#22240	 '12 JEEP GRAND CHEROKEE BUY FOR: \$16,995 PLUS TAX & TAGS 20k miles, Stk#1934	 '15 CHRYSLER 300 LTD BUY FOR: \$16,995 PLUS TAX & TAGS 23k miles, Stk#22238
 '13 FORD EXPLORER BUY FOR: \$17,888 PLUS TAX & TAGS 27k miles, Stk#20434	 '14 BMW 320X BUY FOR: \$17,995 PLUS TAX & TAGS 33k miles, Stk#22334	 '13 NISSAN PATHFINDER BUY FOR: \$17,995 PLUS TAX & TAGS 42k miles, Stk#10534	 '14 MERCEDES C CLASS BUY FOR: \$18,995 PLUS TAX & TAGS 28k miles, Stk#20433	 '14 HONDA PILOT BUY FOR: \$19,995 PLUS TAX & TAGS Auto, 6 cyl, A/C, p/s, p/b, 9k miles, Stk#10085	 '13 MERCEDES E CLASS BUY FOR: \$19,995 PLUS TAX & TAGS 52k miles, Stk#17256
 '14 INFINITI Q50 BUY FOR: \$20,888 PLUS TAX & TAGS Stk#21811, 16k mi.	 '14 LEXUS ES-350 BUY FOR: \$21,995 PLUS TAX & TAGS 48k miles, Stk#22706	 '12 MERCEDES ML-350 BUY FOR: \$22,995 PLUS TAX & TAGS 48k miles, Stk#18214	 '13 LEXUS GS350 BUY FOR: \$23,995 PLUS TAX & TAGS Stk#16079, 48k mi.	 '13 BMW X5 BUY FOR: \$26,995 PLUS TAX & TAGS 47k miles, Stk#13791	 '12 MERCEDES GL-450 BUY FOR: \$29,995 PLUS TAX & TAGS 32k miles, Stk#6794

Don't Make Your Next Payment Until You Speak To Us!

MAJORWORLD.com

1-888-396-2567 43-40 NORTHERN BLVD. LONG ISLAND CITY, QUEENS, NY 11101

TIRED OF YOUR CAR? WE'LL BUY IT FROM YOU!



TAKE THE
R M
SUBWAY
TO 46TH ST
STOP IN
QUEENS

Prices include all costs to be paid by the consumer except for license, registration & taxes. Used vehicles have normal wear, tear & mileage, some may have scratches & dents. ††All applications will be accepted. Severity of credit situation may affect down payment, APR & terms. Bankruptcies and liens must be discharged. \$Will match maximum refund up to \$3,000 must show proof of tax return. See dealer for details. Offers cannot be combined. NYC DCA#2003442, DMV#7117189. Publication date: 4/20/16. Offers expire 48 hours after publication.

WE ARE SURE TO HAVE A CAR TO FIT YOUR BUDGET • EASY FINANCING! BEST CHANCE TO GET APPROVED IS HERE! EASY FINANCING! ††